

LA
RÉPUBLIQUE DE GÈNES
ET LA FRANCE

PENDANT LA GUERRE
DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE
(1740-1748)

THÈSE PRINCIPALE

*présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris
pour le doctorat d'État*

PAR

GASTON-E. BROCHE

Professeur agrégé de l'Université (à la disposition du Ministère des Affaires étrangères)
Détaché à la Faculté des Lettres de Gènes
Secrétaire général de l'Alliance Française de Gènes
Membre de l'Académie de Ligurie

*« ... Vous vous rendez aujourd'hui l'émule de cette
ancienne Rome, de ce Sénat, dont la présence
d'Annibal et d'une armée victorieuse répandue sous
ses murailles ne put ébranler le courage. »*

Discours du Duc de Boufflers,
Commandant le corps français de secours, au Sénat
de Gènes (4 mai 1747).

TOME I. — LA NEUTRALITÉ GÉNOISE

PARIS
SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'IMPRIMERIE ET DE LIBRAIRIE
ANCIENNE LIBRAIRIE LECÈNE, OUDIN ET C^{ie}
15, rue de Cluny, 15

—
1935



INTRODUCTION

Je me suis proposé dans cet ouvrage de faire l'histoire des relations de la République de Gênes avec la France, au point de vue politique et militaire, de 1740 à 1748, c'est-à-dire pendant la guerre de la Succession d'Autriche. Il est permis de dire que cette histoire n'a jamais été faite. Bien plus, dans les ouvrages généraux, et même dans ceux qui ont été spécialement consacrés à la guerre de la Succession d'Autriche, le rôle qu'a joué alors la République de Gênes occupe tout juste la place d'un fait divers, et je dirai même d'un fait divers assez mince avec lequel on se croit quitte lorsqu'on lui a consacré un paragraphe, ou quelquefois même une parenthèse ¹ !

Il y a lieu d'en être un peu surpris car les contemporains en jugèrent bien diversement. Voltaire qui était, durant cette période, parfaitement informé par ses grands amis le marquis d'Argenson, ministre des affaires étrangères, et le comte d'Argenson, frère cadet du précédent, et ministre de la guerre, de tous les secrets de la diplomatie et de la guerre, a très bien vu l'importance du rôle de Gênes à l'un des moments critiques, et il en a rendu témoignage dans son *Précis du Règne de Louis XV*, ouvrage dont la valeur historique, pour ces événements, est de tout premier ordre. Il dit formellement que lorsque les armées piémontaise et autrichienne, maîtresses de presque toute la Provence, en 1747, eurent enfin devant elles l'armée du maréchal de Belle-Isle reformée, il ne leur fut même pas possible de tenter, au moins sur la ligne du Var, une résistance sérieuse parce que le soulèvement désespéré mais victorieux de Gênes contre les Autrichiens ôtait à l'ar-

1. Et si du moins le paragraphe ou la parenthèse étaient riches de substance et justes de ton ! Mais c'est loin d'être le cas, comme on pourra s'en rendre compte par quelques exemples typiques que je donne dans l'appendice général de cet ouvrage.

mée austro-piémontaise de Provence toute possibilité de ravitaillement et peut-être même, si elle s'attardait, de retraite :

... La révolution inouïe qui se faisait pour lors dans Gênes, et dont il n'y a point d'exemple dans l'histoire, les priva d'un secours nécessaire et les força de retourner en Italie.

(*Précis.*, ch. xix.)

C'était là un résultat militaire de premier ordre, et ce grand soldat, fils de grand soldat, qu'était le duc de Boufflers, chargé de commander le corps de secours franco-espagnol envoyé par mer aussitôt après à Gênes, pour l'aider à repousser une nouvelle offensive autrichienne, en souligna le grand côté moral dans les belles paroles qu'il adressa au Sénat de Gênes, à son arrivée, et que nous avons mises en épigraphe à cet ouvrage.

Et ce n'était point là une flatterie, car, après tout, Hannibal n'avait à aucun moment été maître des rues de Rome, alors que Gênes, complètement abandonnée par ses alliés, et même, en apparence du moins, par son propre gouvernement, avait, en cinq jours de bataille de rues, jeté hors de ses remparts, et même de son territoire, toute une armée allemande ! La gratitude française exprimée par Voltaire, c'est-à-dire par la plus grande voix du siècle, dans un ouvrage destiné à la postérité, avait été déjà exprimée dans une lettre non destinée à la publicité, adressée le 28 janvier 1747 par le Consul de France à Gênes, Coutlet, aux échevins de la Chambre du commerce de Marseille :

... Vous conviendrez, Messieurs, que la Provence a de grandes obligations à la résolution vigoureuse et désespérée des Gênois, qui a extrêmement dérangé les desseins des ennemis qui contoient tirer d'icy, artillerie, munitions de guerre et toutes sortes de subsistances, ce qui leur a manqué tout à coup, sans parler d'environ 4.500 prisonniers de guerre des meilleures troupes.

L'impression produite dans les salons de Paris — le milieu probablement le moins perméable du monde aux enthousiasmes faciles — fut si profonde qu'elle y créa un sentiment durable et tout nouveau, de chaleureuse bienveillance et même d'admiration, pour la République de Gênes. Un petit

incident le montre bien : — En 1749, le marquis de Pallavicini, ministre de Gênes à Paris, apprenant que Montesquieu s'apprêtait à donner une seconde édition de l'*Esprit des lois*, et peu satisfait de la façon dont il était parlé dans ce livre de la Banque de Saint-Georges, essaya d'obtenir une modification de texte en faisant agir auprès de Montesquieu M^{mes} de Tencin et Geoffrin, qui acceptèrent toutes deux de transmettre des remarques écrites rectificatives. Il y a là-dessus toute une correspondance. Or, dans une lettre du 2 avril 1749, M^{me} Geoffrin non seulement fait à Montesquieu un très vif éloge du ministre génois, mais souscrit manifestement à son langage :

... il croit que les Français doivent être contents des Génois, et, par conséquent, il est très persuadé que votre intention n'a pas été d'offenser une république qui s'est sacrifiée pour nous et dont nous avons reçu bien réellement des services et des secours bien essentiels.

Je pourrais multiplier ces témoignages.

Or, tout cela est aujourd'hui oublié, en France, et il faut bien le dire, de la façon la plus totale ! — Je dis *en France*, car les événements dramatiques qui marquèrent cette alliance franco-génoise contre l'Autriche ont au contraire très vivement frappé, d'une façon à jamais durable, je ne dis pas seulement les Génois qui commémorent encore chaque année avec éclat ces événements, mais l'Italie tout entière. Non seulement, en effet, tous les historiens italiens ont vu dans cette participation de la République de Gênes à cette guerre générale la page la plus éclatante de l'histoire de l'Italie au XVIII^e siècle, mais encore ils y ont vu, moralement, le signe annonciateur de leurs grandes luttes pour l'indépendance au siècle suivant, et je dirai même comme une sorte de rédemption pour une période qu'ils jugent particulièrement terne et humiliée de leur histoire nationale. De cet enfant du peuple de Gênes — Balilla — qui lança la première pierre contre les Allemands, maîtres insolents de sa ville, et qui déclencha ainsi l'insurrection victorieuse, l'Italie moderne tout entière a fait le symbole émouvant de son indomptable et héroïque amour de l'indépendance, de ses révoltes inlassables, jaillies du cœur du peuple, contre l'oppression étrangère. Tous les adolescents

qu'elle groupe dans ses formations prémilitaires — et ils sont plusieurs centaines de mille — s'appellent officiellement des *Balilla*. Or ce geste s'encadre dans l'histoire fort intéressante et fort belle d'une alliance franco-génoise. Cette alliance mérite donc, ne fût-ce qu'à ce titre, une étude attentive. Il m'a été donné, dans les loisirs qu'ont pu me laisser mes longues années de mission à la Faculté des lettres de Gênes, de pouvoir faire cette étude. Elle se fonde essentiellement sur la correspondance des ministres, ou autres envoyés, de la République de Gênes, auprès du roi de France, avec le Sénat de Gênes. Cette correspondance est le plus souvent chiffrée, mais les archives de Gênes, fort bien tenues, ont conservé les traductions faites de ces dépêches à l'arrivée, par le secrétariat de la République. Le canevas des réponses à faire, figure en général au dos de ces dépêches, mais d'ailleurs le contenu de ces réponses apparaît tout entier, indirectement, dans les commentaires qu'en font, dans leurs dépêches suivantes, les ministres génois à Paris. Et cela supplée très suffisamment à l'absence d'un registre de minutes, ou de copies, qui ne semble pas avoir été jamais tenu, et à la restitution, au retour de mission, des originaux qui ne fut évidemment jamais prescrite aux ambassadeurs génois par leur gouvernement comme elle l'était à cette époque, et depuis longtemps, aux ambassadeurs français par le leur. Mais si abondantes, si précises, si régulières sont les dépêches, le plus souvent hebdomadaires, des envoyés génois au Sénat de Gênes, qu'elles suffisent amplement à donner à cette étude une base continue et certaine. Je les ai éclairées, pour les périodes d'entrecroisement de négociations, par la lecture des dépêches des ministres génois en résidence à Madrid, à Londres ou en Allemagne. J'ai complété cette documentation génoise en explorant divers autres fonds conservés aux archives génoises : affaires politiques et affaires militaires.

Du côté français, j'ai lu les dépêches échangées, de 1740 à 1748, entre notre secrétariat d'État des affaires étrangères et notre légation à Gênes. Cette correspondance s'offre, aux archives de notre quai d'Orsay, sous l'aspect imposant de vingt gros volumes manuscrits in-folio, bien reliés. Mais le respect de la vérité historique m'oblige à dire, à regret, que

l'intérêt de cette documentation est bien inférieur à l'intérêt de la documentation génoise. Cela peut paraître d'autant plus surprenant que, du côté français, nous avons, sans lacunes, lettres et réponses. Mais on va en comprendre la raison : le ministre du roi de France auprès de la République de Gênes est un personnage tellement imposant qu'il est victime de la grandeur même de son caractère ! S'il peut savourer la joie orgueilleuse de se dire que son carrosse est le seul qui puisse circuler dans les rues étroites de Gênes — car le doge lui-même ne jouit pas de ce droit ! — s'il peut à toute heure du jour ou de la nuit se faire ouvrir les portes de la double enceinte de Gênes, s'il est juge souverain des différends entre Français et Génois (à titre, il est vrai, de juge délégué de la République), s'il est affranchi du paiement des droits de douane et d'octroi pour les vivres de toute sa maison, si la France a dans Gênes son propre service de postes (privilege qu'elle partage avec l'Espagne), si les navires français ancrés dans le port ne peuvent être visités par la police génoise, — et je ne prétends pas épuiser la liste de ces privilèges —, il paie chèrement par ailleurs cette position de magnificence. Car lorsqu'il a besoin d'entrer en contact, actif et utile, avec le gouvernement génois, le voilà paralysé par un protocole d'orgueil qu'il a ordre de défendre jalousement : il ne voit, il ne peut voir ni le doge ni les sénateurs — en qui réside toute la puissance exécutive — sauf, à son arrivée et la veille de son départ, en audiences de simple apparat. S'il veut parler affaires, il n'a contact qu'avec un des trois secrétaires de la République, et ce ne sont que des commis, j'allais dire des scribes, d'ailleurs sans stabilité dans leur charge, et qui n'appartiennent pas à la noblesse ¹.

1. Ce qui ne veut pas dire, bien entendu, qu'ils manquent de valeur personnelle ! Quelques-uns seront des hommes tout à fait distingués que la République récompensera par l'octroi de la noblesse... à moins, comme il arrivera aussi, qu'elle ne s'en fasse des adversaires en leur faisant trop sentir leur néant ! Il y en a un exemple fameux à la veille de la Révolution française (voir mes notes bibliographiques complémentaires). Il est difficile parfois de les identifier, car ils ne signent que de leur prénom. Au reste cela n'a pas d'importance. Les trois secrétaires se répartissent ainsi : Gênes et relations avec les ministres étrangers ; Riviera du Levant ; Riviera du Ponant. Chaque année, ils changent de secrétariat. Je n'aurai jamais l'occasion de les nommer à un titre personnel.

Pour bien marquer qu'ils ne sont que cela, le ministre de France, s'il a besoin de causer, ne se dérange pas : il mande chez lui le secrétaire de la République à l'heure qu'il lui convient, à lui, ministre du roi de France, de choisir. Il lui est recommandé dans ses instructions de ne jamais laisser le secrétaire maître de choisir l'heure ! Et, bien entendu, le secrétaire ne dit que ce que les instructions, du doge et des deux sénateurs de permanence au palais, lui permettent de dire, pas un mot de plus ! Toutefois, notre ministre peut envoyer son propre secrétaire au Palais pour les affaires de peu d'importance. En somme, entre notre représentant et le gouvernement auprès duquel il est accrédité, mur de glace, barrière protocolaire infranchissable — ou peu s'en faut ! — Notre envoyé se rattrapera-t-il par ses relations personnelles ? — Pas davantage, car en vertu non seulement des mœurs mais des lois, les relations sont interdites entre les membres de la noblesse génoise et les ministres étrangers ¹.

Réceptions, banquets, « conversations » chez les membres de la noblesse génoise : notre ministre n'y est pas invité car cela susciterait — dit-on — d'insolubles problèmes de préséance. Résultat : notre ministre à Gênes ne sait rien, et par conséquent, dans ses dépêches à Versailles, ne dit rien ! — rien qui soit important, bien entendu. Il se lamente lui-même constamment de l'ignorance et de l'impuissance auxquelles son magnifique isolement protocolaire le condamne ² ! Ses dépêches sont neuf fois sur dix d'un vide qui épouvante. Et le ministre lui répond, bien entendu, par un simple accusé de réception, qui en moyenne ne dépasse pas quinze lignes !

1. J'ay eu l'honneur de vous représenter souvent que je n'ay aucune occasion ny de traiter ny de vivre avec eux et qu'ils évitent également avec moy l'un et l'autre.

(Jonville à Amelot, Gênes, 8 mars 1741. Archives des affaires étrangères, Paris, *Correspondance politique de Gênes*, vol. CVI.)

Je pourrais multiplier ce genre de citations. Celle-ci, qui est particulièrement probante, vaut pour tous les prédécesseurs et tous les successeurs de Jonville à Gênes !

2. Si j'étais chargé de quelques ordres particuliers ou de quelque négociation, j'aurois plus de chose à vous informer, mais étant renfermé dans une simple spéculation, cela fait que mes lettres sont moins intéressantes, ne pouvant vous rendre compte que de ce qui me revient et de ce que j'observe de mes continuelles attentions.

(Du même au même, Gênes, 25 mars 1741, *ibid.*)

Autre résultat : comme aucun Français, né sociable, ne saurait résister à un pareil régime, notre pauvre envoyé ne tarde pas à prendre sa mission, purement honorifique, en haine ! Le pays, hommes et institutions, lui devient si odieux que le peu qu'il en peut dire devient rapidement malveillant.

Il demande à partir ! qu'on l'envoie où on voudra pourvu qu'il parte ¹ ! En attendant cette nomination pour un autre poste, il multiplie les congés temporaires et revient à Paris ! La moitié du temps, ou peu s'en faut, pendant la période qui va nous occuper, notre légation sera vide de son titulaire, occupée seulement par un secrétaire, Du Pont, ou, plus probablement, Dupont, bon garçon d'ailleurs et nullement sot (il fera les honneurs de Gênes à Jean-Jacques Rousseau, son collègue de notre légation à Venise, et restera en relations avec lui), mais qui naturellement, pour les mêmes raisons que son chef, ne sait rien, et peut moins encore ! Dans la période critique et dramatique où la France enverra au secours de Gênes la fine fleur de son armée et de sa noblesse, les grands chefs militaires, le duc de Boufflers et le duc de Richelieu éclipseront totalement nos envoyés, de moindre noblesse, et d'utilité encore moins visible qu'en temps normal !

Que l'on compare, au contraire, avec la condition des ministres de Gênes auprès du roi de France. Personnellement ils représentent, dans toute la force de ce mot, leur république. Ils ont été, ou seront, sénateurs ou doges. En rentrant leur voix se fera entendre tout au moins dans le *Minor Consiglio*, qui est, sous le Sénat exécutif (d'une vingtaine de mem-

1. Je vous supplie, Monseigneur, de me faire la grâce de penser à moy pour une ambassade du second ordre, comme Venize, Suisse, Portugal, Hollande et Constantinople, ou s'il se présenteoit quelque occasion de negotier soit en Italie, soit dans d'autres Pays, je serois charmé que vous voulussiez m'employer. Je m'ennuye de ne faire icy que le gazetier, j'oze me flatter que je pourrois faire quelque chose de mieux, surtout en servant sous vos ordres. Il y a 15 ans que j'habite le pays étranger et me suis toujours attaché à mon metier. Je souhaiterois passer dans un pays ou nos bombes n'eussent pas été...

(Du même au même, Gênes, 24 avril 1743. Archives des affaires étrangères, Paris, *ibid.*)

Ce souhait final, qui fait allusion au souvenir vivace du bombardement de 1684, en dit évidemment long, mais il ne prouve pas un grand amour pour la difficulté vaincue ! Son excuse est qu'elle était insurmontable, par suite du double jeu des *institutions génoises* et du protocole voulu par la France elle-même.

bres ou guère plus), l'*assemblée délibérante* (deux cents membres). Si diminuée que soit la puissance de leur république, ces envoyés génois portent des noms qui ont résonné dans l'histoire. Ils voient, chaque semaine, à Versailles, non seulement le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, mais tous les ministres qu'il leur plaît d'entretenir à titre officiel, et ils sont assidus aux audiences hebdomadaires de plusieurs d'entre eux. Dans les cas graves, ils demandent, et obtiennent sans difficulté, audience du roi lui-même, et pour parler affaires ! Ils voient tous les membres de la famille royale, la reine, les princes du sang. Quand la cour quitte Versailles pour prendre ses vacances à Fontainebleau, le ministre génois la suit, comme tous les autres ministres étrangers. Si le roi part pour aller prendre en personne le commandement de ses armées, le ministre génois, comme tous ses collègues, le suit jusqu'en Flandre, jusqu'en Alsace, à proximité des lignes de combat. Ajoutons que le contact est constant, et souvent familial avec tous les autres membres du corps diplomatique, le plus complet et le plus imposant de l'Europe. Bien plus, les dépêches de leurs collègues génois à Madrid, à Londres, à la Haye, à Francfort, passent le plus souvent par leurs mains, soit en original, soit en copie. De Paris, leur regard s'étend donc sur toute l'Europe. Et à Paris même, toutes les portes leur sont ouvertes. On les invite partout. Ils savent tout. Qu'on ne s'étonne donc pas que leurs dépêches hebdomadaires au Sénat de Gênes soient si riches de substance ! Elles m'ont fourni non seulement le plus important des négociations entre la France et Gênes pendant toute la guerre, mais même la chronique générale, au jour le jour, de toute la guerre. Par elles, non seulement on voit l'attitude et on entend le langage du gouvernement français — qui n'écrit pas mais *parle* par la bouche de ses secrétaires et ministres d'Etat dans les audiences hebdomadaires de Versailles — mais en outre on aperçoit distinctement ce qui se passe, et ce qu'on prépare, dans toutes les cours.

Qu'on imagine après cela l'intérêt de leurs dépêches hebdomadaires au Sénat de Gênes ! Tandis que leur splendide et malheureux collègue français à Gênes s'exténue à remplir ses 4 ou 5 pages avec des riens, eux, dans leur quinze, vingt,

trente ou quarante pages hebdomadaires entassent des trésors d'observation et d'intelligentes conjectures. Et de plus ces dépêches sont des *actes*. Car *toute* la négociation active, efficace, entre Versailles et Gênes, c'est la conversation hebdomadaire souvent orageuse, et franche presque toujours, à Versailles entre les ministres français responsables et le ministre génois responsable. Cette négociation passe par-dessus la tête de l'envoyé français à Gênes ! A cette règle, de 1740 à 1748, *pas une seule exception* ! Bien plus, le ministre de France à Gênes n'est même pas toujours *informé* du thème de négociation en cours !! A moins que le ministre des affaires étrangères, par compassion, à ses quinze lignes rituelles d'accusé de réception ne veuille bien en ajouter 7 ou 8 pour dire de quoi on cause ! Evidemment, si je ne disais pas cela on ne pourrait pas le deviner ! J'avoue qu'il m'eût été agréable de ne pas le mettre en telle évidence, mais il me faut bien expliquer pourquoi on trouvera si médiocre intérêt aux emprunts que j'ai faits — et j'ai saisi toutes les occasions d'en faire — à la correspondance de nos envoyés à Gênes.

La documentation française ferait donc bien pauvre figure dans cette étude si je n'avais réussi à la fortifier un peu par ailleurs. J'ai trouvé en effet des compléments utiles, parfois même du plus haut intérêt, dans les lettres, inédites, de notre consul général à Gênes aux échevins et députés du commerce de Marseille. Ce consul général, Coutlet, qui est à Gênes depuis 1713 et y achèvera sa carrière en 1755, nomme, sous sa responsabilité, et dirige, une demi-douzaine de vice-consuls ou d'agents consulaires répartis sur le territoire de la République, Corse comprise. Il connaît donc parfaitement le pays et par surcroît est toujours à son poste. Il est vrai qu'il a épousé une Génoise, ce qui ne l'empêche pas de rester Français jusqu'aux moelles et de s'acquitter de ses devoirs avec un zèle, une probité et un patriotisme qui lui valent en France, aux deux secrétariats d'Etat de la marine et des affaires étrangères, la considération la plus haute. On recommande aux envoyés de France de le ménager, et, en leur absence, il est autorisé à renseigner le ministre des affaires étrangères concurremment avec le secrétaire de la légation. Mais ce sont ses lettres aux échevins et députés du commerce de Marseille

qui sont plus particulièrement intéressantes. Plus libres, plus vives et plus colorées, plus précises, elles m'ont fourni, parfois, les plus utiles témoignages.

Enfin, j'ai renforcé ma documentation française en lisant les dépêches de nos généraux conservées aux archives de notre ministère de la guerre. Au reste, une grande partie de ces documents d'ordre militaire a été publiée, une vingtaine d'années après la guerre, dans la somptueuse et savante histoire des campagnes du maréchal de Maillebois due au marquis de Pezay, jeune et brillant officier qui fut le confident du vieux maréchal. D'autre part, je dois à une précieuse indication de M. le Prof. G. Pagès, directeur des études d'histoire à la Sorbonne, d'avoir découvert, en Bourcet, une source indispensable pour l'histoire des campagnes d'Italie pendant cette guerre. Bourcet, remarquable mais trop modeste officier, resté alors dans l'ombre des bureaux de l'état-major, et depuis dans l'ombre de l'histoire, avait échappé complètement, je l'avoue, à mon attention, comme à celle de beaucoup d'autres. On ne l'a au reste découvert que depuis peu et ses *Principes de la guerre de montagne*, dans lesquels on aperçoit enfin clairement la part immense qui lui revient dans la conduite de toute la guerre en Italie, restent encore très difficilement accessibles. Inspirateur direct de tous ceux qui commandèrent en chef nos armées dans les Alpes et en Italie, pendant toute la durée de cette guerre, médité et utilisé plus tard par Bonaparte, qui eut à résoudre précisément les mêmes problèmes de tactique qui se posèrent à Maillebois, Belle-Isle et Richelieu, Bourcet mérite de sortir de l'obscurité où il est resté si complètement jusqu'à nos jours.

A côté de Bourcet mérite aussi une place, comme garant de bien des faits, comme acteur, témoin et historien de la guerre, un officier italien non moins oublié : Castruccio Bonamici, de Lucques, officier au service de Naples et d'Espagne. Il a raconté ce qu'il a vu, et su, *en latin*, un latin digne de l'antiquité. Son *De Bello Italico*, devenu à peu près introuvable, et que le marquis de Pezay a traduit et commenté — par ordre — avec la mauvaise humeur d'un rival, en tête de son histoire des campagnes du maréchal de Maillebois, est une source d'une incontestable valeur. Avec Bourcet,

chef d'état-major, en fait ou en titre, de l'armée française, nous pénétrons dans le secret des combinaisons d'un état-major de premier ordre. Avec Castruccio Bonamici, simple officier de troupe, nous voyons de la guerre ce qu'en a vu le soldat, et en outre ce qu'en a deviné un esprit remarquablement judicieux et clair, et ce qu'en a su, aussitôt après, un historien qui a pu approcher quelques politiques, consulter quelques dépôts d'archives, et qui savait écrire avec la plume de Tite-Live ou de Salluste.

Un problème militaire rattaché à l'étude que j'ai entreprise a particulièrement retenu mon attention : celui des responsabilités dans le navrant abandon qui fut fait de Gênes, par l'armée franco-espagnole, en septembre 1746, à la fureur autrichienne. C'était, et au premier chef, une question de partage de responsabilités entre France et Espagne, entre gouvernement et chefs militaires français d'une part, espagnols de l'autre. Pour tâcher d'y voir clair, je suis allé consulter les archives nationales d'Espagne, comme j'ai consulté les nôtres. J'y ai trouvé de nouvelles raisons de la résoudre, comme elle fut généralement résolue à l'époque : à la charge entière du changement de règne, et de maximes de gouvernement, qui s'opéra à Madrid à la mort de Philippe V. Tout vint du sacrifice que fit, à la fois sournoisement et délibérément, le nouveau roi, Ferdinand VI, de l'honneur militaire de l'Espagne, à l'intérêt de l'Espagne, qui n'avait rien à gagner dans cette guerre d'Italie. Il y a là un spectacle pénible : celui d'une nation fière, chevaleresque, qui abandonne un allié aux pires dangers contre la foi des traités, sans même daigner l'en avertir ! L'héroïsme génois, l'élan chevaleresque de la France, qui à aucun moment n'avait manqué à ses obligations, ramenèrent au combat l'allié défaillant. C'est sur le beau spectacle de la camaraderie militaire la plus franche et la plus loyale entre les alliés que se termine heureusement cette histoire. Sur le spectacle aussi de l'abnégation de la France sacrifiant toutes ses conquêtes pour payer la rançon de ses alliés malheureux, et en première ligne de la République de Gênes.

Au fond, cette guerre, si on veut la voir de haut, faire abstraction de certains détails, fut une guerre de légitime défense, instinctive et sous des formes qui nous paraissent su-

rannées, du monde latin contre le monde germanique. Ce n'est pas la France qui la commença, mais commencée par d'autres, entre Germains, la France crut devoir en profiter pour essayer de disjoindre, désarticuler, la concentration toujours redoutable — quoi qu'on en ait dit — de la puissance des Allemandes, et interdire aux Germains de régenter, directement, l'Italie, et indirectement l'Europe.

La République de Gênes qui ne demandait qu'à rester neutre, fut bien obligée de demander spontanément son poste de combat lorsqu'elle se vit à la veille d'être démembrée parce qu'une archiduchesse d'Autriche, reine de Hongrie, et bientôt impératrice allemande, traitait comme inexistante une signature de son père, empereur d'Allemagne ! Pour s'être simplement *défendue*, la malheureuse République de Gênes fut, par le même ennemi, traitée en *rebelle* qui ne mérite aucune pitié ! Ceux qui réfléchissent sur le sens profond des grands événements historiques feront bien de réfléchir, plus qu'ils ne l'ont fait généralement, sur cet aspect de la guerre de la Succession d'Autriche. Qu'il s'agisse de philosophie de l'histoire comme de grande histoire, politique et militaire, l'alliance franco-génoise, au cours de cette guerre, constitue un fait digne de l'attention la plus sérieuse et la plus soutenue. L'Italie a toujours témoigné pour cette heure si dramatique de son histoire un intérêt passionné mais partiel. Elle y voit fort mal notre rôle et son sens. Qu'elle me permette de lui rappeler l'un et l'autre. Quant à la France, j'ose dire qu'elle a complètement oublié, ou bien peu s'en faut, cette page de son passé, si riche que soit cette page de la plus belle gloire ! Qu'elle me permette d'essayer de la lui faire relire !

Et que l'une et l'autre y voient un enrichissement de leur commun patrimoine de grands et utiles souvenirs !

GASTON-E. BROCHE.

Gênes, 27 novembre 1933.

LIVRE PREMIER

LA NEUTRALITÉ GÉNOISE

**De l'ouverture de la succession d'Autriche
à l'agression du traité de Worms
(Octobre 1740-Septembre 1743)**

CHAPITRE PREMIER

La Sérénissime République de Gênes en 1740.

Sa constitution : le doge, le Sénat, la Chambre des finances, le petit conseil, le grand conseil ; les grandes magistratures, le peuple : citadins et paysans ; commerce et industrie ; la Banque Saint-Georges ; situation internationale, politique extérieure, armée, marine, Corse ; témoignages français contemporains sur Gênes.

La République de Gênes au milieu du XVIII^e siècle se gouvernait encore d'après la constitution que lui avait donnée André Doria en 1528 et qu'on s'était borné à retoucher sur quelques points en 1576. Cette constitution était essentiellement oligarchique¹. Elle concentrait, en effet, toute la puissance politique entre les mains des nobles dont la liste était publiée chaque année dans un *livre d'or*. Cette liste ne comprenait que quelques centaines de noms, cinq à six cents. L'assemblée générale des nobles constituait ce qu'on appelait le *Grand Conseil*, et exerçait la puissance législative. Le patricien génois y entrait dès l'âge de 22 ans, à la condition toutefois qu'il ne fût pas noté d'une manière défavorable, qu'il ne fût pas revêtu de l'habit ecclésiastique, ou ne fût pas en service auprès d'un prince étranger. Mais, en réalité, le

1. L'analyse qui suit de cette constitution en bonne partie d'après Doria (G. F.). *Della storia di Genova dal trattato di Worms fino alla pace di Aquisgrana*, Leida, 1750 (Modena), libro I, et aussi *passim* d'après les nombreuses allusions au fonctionnement de ses rouages qui se trouvent dans les dépêches des ministres génois à Paris et des envoyés français à Gênes. Au reste, les voyageurs français à Gênes au XVIII^e siècle insistent volontiers sur les aspects saillants de cette constitution et en font volontiers la matière de commentaires assez souvent dénués de bienveillance. Voir mes *Pages françaises sur Gênes la Superbe de Montesquieu à Michelet*, Paris-Gênes, 1928. Et j'ai à peine besoin de dire que ces voyageurs, comme tous les voyageurs, doivent être lus avec précaution ! Ils ne voient pas tout, et surtout ne comprennent pas tout, de ces rouages complexes.

pouvoir appartenait au *Minor Consiglio*, composé de deux cents nobles, âgés de 27 ans au moins, se recrutant lui-même dans le *Gran Consiglio*, chaque année, par l'intermédiaire d'une commission de trente de ses propres membres, élue *ad hoc*, en décembre, et investie du droit de cooptation définitive. C'est à ce *Minor Consiglio* qu'appartenait la délibération sur la guerre, la paix et les traités. Le quorum nécessaire à la validité de ses décisions était de 130, et la décision devait être prise par assentiment de quatre cinquièmes des présents. Mais la convocation de l'un et de l'autre conseil, la direction de leurs débats, l'initiative dans tous les domaines, et d'ailleurs même le pouvoir de décider définitivement dans la plupart des cas, appartenaient à un double comité de gouvernement, disons même plutôt à un comité de gouvernement, en deux sections délibérant le plus souvent en commun et qu'on appelait les *Collèges*. L'un de ces collèges portait le nom de *Sénat*, l'autre de *Chambre*. Le Sénat comprenait douze membres, tirés au sort tous les six mois, mais à raison de trois seulement chaque fois. L'urne servant au tirage au sort comprenait 120 noms, choisis chaque année en séance du Grand Conseil parmi les membres de ce conseil remplissant certaines conditions, la plus importante étant celle de l'âge : 40 ans au moins.

Autre condition : n'avoir pas été sénateur depuis cinq ans au moins. L'autre collège, ou section du comité de gouvernement, c'est-à-dire la *Camera*, comprenait huit membres portant le titre de *procurateurs*, jouissant des mêmes honneurs et prérogatives que les sénateurs, et désignés d'ailleurs, comme les sénateurs, par tirage au sort, de la même urne, à raison de deux tous les six mois. Toutefois, faisaient partie de la *Camera*, à perpétuité, les anciens doges, avec le titre de « procurateurs perpétuels ». Ainsi donc, à l'exception de cet élément de stabilité absolue dans ce double conseil de gouvernement, le personnel investi de la direction effective de la République se renouvelait complètement en deux années, et partiellement par quart tous les six mois. Il pouvait d'ailleurs revenir aux affaires — si le sort en décidait ainsi — après cinq ans d'intervalle, pour les sénateurs, et trois pour les *procurateurs*. Au sommet de toute cette hiérarchie politique, le

doge, élu pour deux ans par le Grand Conseil, parmi les nobles âgés d'au moins cinquante ans. Pendant toute la durée de sa haute magistrature, il devait rester claustré au Palais ducal, d'où il ne pouvait sortir que par décret, ce qui permet de comprendre facilement le mot — à la fois célèbre et incompris — du doge de Gênes à Versailles en 1685, *que ce qui l'étonnait le plus dans le Palais de Versailles, c'était de s'y voir*. Comme compagnons de sa claustration, et conseillers immédiats de gouvernement, le doge avait deux sénateurs qui se succédaient à tour de rôle au Palais de 4 mois en 4 mois. Ainsi le gouvernement de Gênes, qui, à l'analyse, paraît en quelque sorte insaisissable, invisible, et même pour ainsi dire inexistant, apparaissait au contraire aux yeux de tous les Génois comme une unité puissante, visible, incarnée en trois personnes, toujours présentes, nuit et jour, au Palais du doge.

A la dispersion voulue — et d'ailleurs plus apparente que réelle — de la délibération préalable, faisait contrepoids la concentration indubitable, et la majesté, de l'action gouvernementale.

Ajoutons que pour veiller au bon fonctionnement de tous ces rouages, et maintenir collèges, conseils et magistrats dans leurs limites constitutionnelles, il y avait un collège de cinq *Supremi Sindicatori* que Lalande, en 1765, rapprochera avec justesse, des Ephores de Sparte. Notons enfin les inquisiteurs d'Etat chargés de la police, et aussi de la censure des mœurs, en particulier des mœurs de la jeunesse. Inquisiteurs qu'il ne faut pas confondre avec l'inquisition ecclésiastique exercée par un Dominicain, mais sous la surveillance et le contrôle très attentif du Sénat et, par suite, de l'aveu de tous, parfaitement bénigne.

Ce gouvernement d'une si pure formule oligarchique ne pèse pas sur le peuple d'un poids aussi lourd qu'on pourrait le penser. Sans doute, les témoignages sur ce point sont tout à fait contradictoires, et il est difficile d'y voir clair. Ce n'est pas cependant impossible si on filtre avec soin ces témoignages. Montesquieu ¹, qui traverse en 1728 l'Etat de Gênes,

1. Voir ses notes de voyage publiées par le baron Albert de Mon-

et qui est très prévenu — j'ai précisé ailleurs pourquoi — contre cette République, note cependant en parlant de l'Apenin génois :

Tout le pays n'est que montagnes et collines aussi bien cultivées que le peuvent être des terres très ingrates et très maigres... Ces collines sont pleines de maisons de paysans et ce mauvois pays paroît très peuplé.

Il transporte ce passage de ses notes de voyage dans la grande *Lettre sur Gênes* qu'il écrit ensuite à loisir rentré en France et ajoute :

Cela peut venir de ce que les Génois ont la maxime de ne point trop charger d'impôts la campagne.

Notations et réflexions dont il est inutile de souligner la valeur et qui font comprendre pourquoi les paysans de l'Apenin génois se soulèveront en masse, lorsque le tocsin de Gênes les appellera à l'insurrection libératrice contre les troupes autrichiennes, dans les journées épiques de décembre 1746 ! Qu'on ajoute la fidélité héroïque de presque toutes les petites villes de la Ligurie à la République au cours des longues années de la lutte contre l'étranger.

Aucune cependant n'était représentée dans les conseils de la République, mais aucune n'était foulée par une administration oppressive.

Reste le cas du peuple à Gênes même. Ici le témoignage de Montesquieu est nettement en sens inverse :

Ce n'est pas un grand bonheur d'être habitant de cette ville. Premièrement le peuple y est accablé de monopoles sur le pain, sur le vin et sur tout le comestible. La République vend ces choses-là elle-même... Je n'ai pas vu un seul Génois qui ne déteste ses souverains. A Venise, au contraire, les nobles sont aimés du peuple ¹.

tesquieu, en 1894 (Paris, Picard, et Bordeaux, Gounouilhout, éditeurs, 2 volumes), et de plus sa correspondance publiée par F. Gebelin et A. Morize (Paris, Champion, éditeur, 1914, en 2 volumes). Et sur ces impressions, mes propres remarques dans mes *Pages françaises sur Gênes la Superbe*, 1 vol. Paris et Gênes, Alliance française, 1928, p. 19-33.

1. Sur Gênes et Venise, comparées, à cet égard, voir plus loin, p. 24, note 1, le témoignage tout à fait opposé d'Addison, en 1703.

Mais si l'on observe que Montesquieu n'est resté que dix jours à Gênes et que le genre de vie qu'il a mené ne lui a évidemment pas permis d'avoir contact suffisant avec le peuple, on sera bien forcé d'être sceptique sur la valeur de son témoignage. S'il avait vu juste, comment expliquerait-on le grand fait qui frappera de stupeur toute l'Europe, mais que Voltaire, entre autres, enregistrera loyalement, du respect de ce même peuple de Gênes, victorieux par ses seules forces de toute une armée autrichienne maîtresse de ses portes et cantonnée dans ses faubourgs, pour cet antique gouvernement qui semblait tombé en décrépitude ? Qu'il y ait du mécontentement çà et là dans le peuple au moment où écrit Montesquieu, cela n'est pas douteux, mais ce mécontentement n'est ni intense ni général. La France a connu une certaine armée — la Grande Armée — qui grognait toujours mais qui marchait toujours et dont les grognards gardaient au fond du cœur admiration, respect et affection pour ses chefs. C'est ainsi qu'il faut concevoir, je crois, l'attitude du peuple de Gênes à l'égard de sa vieille et patriarcale aristocratie. Il n'y a pas de raison de le supposer plus foulé que le peuple des campagnes génoises, bien au contraire ! Et ce n'est qu'ainsi qu'on pourra s'expliquer sa conduite au cours de ces années dramatiques. Et c'est qu'en effet, bien que Gênes soit en déclin relativement aux siècles précédents, bien qu'elle ait cessé d'être la grande puissance maritime qu'elle a été à tous les égards, elle a encore de beaux restes, et je dirai même que sur certains points elle manifeste des progrès. Montesquieu le remarque :

Le commerce de Gênes est très grand avec la France, l'Espagne et l'Angleterre... Les Piémontais qui tiraient autrefois les draps d'Angleterre par Genève les tirent à présent par la voie de Gênes, de façon que le commerce de Genève est presque tombé. De plus Gênes fait un grand commerce avec Cadix.

Lalande, en 1765, insiste sur l'importance du commerce d'importation qui se fait par Gênes et où la France figure par ses vins, ses soies et ses articles de luxe. De plus, il énumère de nombreux articles qu'exporte Gênes : les produits de ses papeteries, de ses belles manufactures de velours, velours de toutes les espèces et dont la réputation est universelle ; ses

pâtes, qui passent pour les meilleures de l'Italie et dont elle exporte de grandes quantités ; ses meubles, à la fois très solides et du meilleur goût, ses superbes lampes à réverbère, ses constructions navales pour le commerce et pour la guerre, etc. Toute cette activité commerciale et industrielle donne au menu peuple et à la classe moyenne de Gênes activité et large aisance. La puissante banque Saint-Georges y trouve une base solide. Elle est d'ailleurs à bien des égards un Etat dans l'Etat, car ayant prêté à l'Etat chaque fois qu'il en a eu besoin, elle en a reçu comme garanties ou hypothèques une part considérable des revenus de la République. Or, dans le gouvernement de la fameuse banque, la classe moyenne est largement représentée et tire de là une importance politique indirecte que les institutions lui refusent. Addison, au commencement de ce siècle, a été très frappé de ce contrepoids apporté par la Banque de Saint-Georges à la constitution oligarchique de Gênes¹. Montesquieu, malgré sa malveillance pour Gênes, le redira après lui dans son *Esprit des lois*, et même avec une exagération qui provoquera un peu d'humeur chez le représentant à Paris de l'aristocratique république.

*
* *

Si maintenant, après avoir vu cet Etat de Gênes par le dedans, on examine sa situation relativement aux autres Etats, il nous offre un spectacle aussi confus d'apparences et de réa-

1. *The administration of this bank is for life and partly in the hands of the chief citizens, which gives them a great authority in the state and a powerful influence over the common people... It is very certain that the people reap no small advantages from it, as it distributes the power among more particular members of the Republic and gives the commons a figure: so that it is no small check upon the aristocracy and may be one reason why the genoese Senate carries it with greater moderation towards their subjects than the Venetian.*

(J. Addison, *Remarks on several parts of Italy in the years 1701, 1702, 1703*, London, MDCCXLV.)

Sur la modération comparée des Sénats de Venise et de Gênes on voit que le témoignage d'Addison est tout à fait opposé à celui de Montesquieu. C'est à celui de Gênes que l'écrivain anglais donne la palme. Ils n'écrivent qu'à vingt-cinq ans d'intervalle, qui n'ont pas dû changer grand'chose d'un côté ou de l'autre. Et Addison, *au témoignage même de Montesquieu*, « était l'homme du monde qui savait le mieux ce qu'il disait ». (Montesquieu à M^{me} de Tencin, 15 avril 1749.)

lités contradictoires. En apparence, il a encore grand air. L'Europe, et surtout lui-même, n'ont pas perdu le souvenir de ce qu'il fut autrefois. Il a sur lui une patine de gloire plusieurs fois séculaire. Mais la réalité actuelle c'est que, comme le note également Montesquieu, ses troupes ne montent guère qu'à 4 ou 5.000 hommes, et sa marine militaire à quatre ou cinq galères ! Ce n'est pas évidemment avec cela qu'il peut compter dans les conseils de l'Europe ! Il n'arrive même pas à faire respecter son commerce par les pirates barbaresques. C'est pourquoi la plupart des bâtiments génois — tous ceux en somme qui naviguent en haute mer — naviguent sous le pavillon de puissances qui ont des traités avec les Barbaresques et savent, plus ou moins, en imposer le respect. Ces puissances se limitent d'ailleurs à la France et à l'Angleterre.

Dans cet état de faiblesse réelle, la République de Gênes a pour règle invariable d'observer dans les grands conflits une neutralité prudente. Elle a réussi ainsi à traverser sans dommage les périodes orageuses qui n'ont pas cessé de se succéder en Europe depuis un demi-siècle. Son amère expérience, avec Louis XIV, des dangers d'une neutralité sans doute trop visiblement partielle¹, lui a du moins appris à pratiquer la neutralité impartiale. Elle n'a plus, il est vrai, à tenir la balance égale entre la France et l'Espagne depuis que le trône d'Espagne est devenu, en un certain sens, un trône français, mais si tout danger a disparu de ce côté, il a pris d'autres formes avec l'installation des Allemands en Lombardie, au revers de l'Apennin génois. Il y a même eu un moment critique lorsque l'Espagne, cédant en 1713 toutes ses possessions italiennes à l'Autriche, et au duc de Savoie devenu roi, Gênes s'est trouvée menacée d'encerclement. Elle a eu cependant l'adresse de se faire vendre le marquisat de Finale, enclavé dans son territoire. Ce marquisat de Finale, minuscule puisqu'il n'a pas vingt mille habitants, mais précieux par sa position,

1. Telle est du moins mon impression, mais je n'entends pas du tout, par là, prendre position définitive dans cette querelle célèbre. *Non est hic locus !* Mais le souvenir, encore très vivant alors, de cette querelle, constituait un élément incontestable de l'esprit public génois et donnait à sa volonté systématique de neutralité dans les querelles entre grandes puissances une netteté et une franchise qu'il importe de noter.

servait auparavant aux Espagnols pour établir leur liaison avec leurs terres lombardes. Il eût pu servir aux Autrichiens, qui succédaient aux Espagnols en Lombardie et dans le royaume de Naples, pour établir même liaison, par mer, entre ces deux masses territoriales. Ils l'ont cependant vendu à Gênes pour 1.200.000 piastres, tant le besoin immédiat d'argent peut faire commettre de sottises. Il est vrai que les Génois se sont engagés à donner eux-mêmes le passage, par la vallée de la Polcevera et le col de la Bocchetta, aux troupes autrichiennes qui iraient de Naples à Milan. Droit de passage dangereux qui pourrait bien mener Gênes plus loin qu'elle ne voudrait ! Mais le droit international du temps et ses définitions de la neutralité admettent ces tolérances de passage, et Gênes espère bien pouvoir continuer sans plus de risques sa politique traditionnelle de neutralité entre les grandes puissances. Elle y réussit encore, en effet, pendant cette nouvelle grande guerre que déchaîne la succession de Pologne, de 1731 à 1738. Français, Espagnols et Piémontais sont aux prises avec les Autrichiens dans toute l'Italie, et en particulier en Lombardie, sans que Gênes soit inquiétée. A la paix, un infant espagnol Don Carlos devient roi des Deux-Siciles, dont l'Autriche est chassée définitivement. Au fond, Gênes y gagne encore, puisque dorénavant les troupes autrichiennes n'auront plus à demander le passage par la Polcevera ! Se maintenir en paix et trouver cependant chaque fois le moyen de gagner quelque chose à toutes ces commotions qui ébranlent l'Europe, voilà évidemment qui fait honneur à la diplomatie génoise ! Malheureusement, il y a un autre chapitre où cette diplomatie perd lamentablement toutes ses mesures : celui de la Corse.

Ce royaume de Corse — car l'île portait le titre de royaume — sujet de la sérénissime République depuis le milieu du xiv^e siècle, époque à laquelle Gênes avait réussi à éliminer ses concurrents pisans et aragonais, n'avait jamais été pour ses maîtres une possession de tout repos. La fierté indomptable de ces insulaires, on le sait, avait autrefois déjà étonné les Romains, qui les avait jugés comme les plus mauvais des esclaves, car ils préféraient se laisser mourir plutôt que de servir ! Rome s'était bornée, assez sagement, à occuper les

côtes, à exiger un tribut de pure forme et à se servir de l'île comme poste d'observation pour la police de la Méditerranée. Poste d'observation et lieu de déportation. Gênes plus ambitieuse voulut de sa domination faire une réalité profitable. L'historien franco-italien Carlo Botta, Italien par la naissance, Français par sa carrière, assure que le cas de Gênes et de la Corse n'est qu'une illustration, entre bien d'autres, de l'incompréhension et de l'hostilité inévitables entre maîtres continentaux et sujets insulaires¹. Les premiers pèchent par orgueil et avidité, les autres par impatience de toute autorité et individualisme incoercible. Cependant la Sardaigne et la Sicile, avec des territoires encore plus étendus et des populations plus nombreuses, se sont toujours montrées assez facilement gouvernables. Et la Corse elle-même a su montrer, depuis, qu'elle était capable de participer loyalement et de tout cœur à une vie nationale élargie. Il est vrai aussi que dans cette vie nationale élargie on lui a reconnu aussitôt l'égalité des droits et que les événements prodigieux de la Révolution et de l'Empire ont ajouté pour elle à la communauté des droits la communauté des gloires. Bien plus, avec un éclatant privilège moral : celui d'avoir été le point de départ de la plus fulgurante de ces gloires ! Cela, évidemment, on ne pourrait reprocher à Gênes de n'avoir pas su le fournir, mais elle eût pu sans doute, avec plus d'attention, et de sagesse, éviter bien des fautes qui rendirent la Corse irrémédiablement rebelle. La principale de ces fautes fut l'exclusion progressive, et qui dans la première moitié du XVIII^e siècle finit par devenir absolue et totale, de toutes les fonctions d'autorité, officiellement, sur le territoire de l'île, et, en fait, sur

1. ... *I governi poi che la sede hanno in terraferma, difficilmente si persuadono che gli abitanti delle isole siano da equipararsi agli altri sudditi... alterigia da una parte, disaffezione e sdegno dall' altra.*

(Carlo Botta, *Storia d'Italia dal 1534 al 1789*, XXXIX.)

Cet historien a beau être vieilli — et il se vieillissait déjà artificiellement par son imitation du style de Guicciardini, dont il voulait être le continuateur et l'émule — on le lit encore avec intérêt et avec fruit. Nul d'ailleurs mieux que cet excellent Franco-Italien, n'était placé pour parler impartialement de cette question corse que l'histoire posa, sous sa forme aiguë presque de son propre temps et qu'il vit ensuite se résoudre par la mise en jeu des forces morales imprévisibles issues de la Révolution française et de l'épopée napoléonienne.

tout le territoire de la République. C'était blesser mortellement un peuple fier et passionné dont l'intelligence naturelle et les aptitudes ont toujours frappé tous les observateurs attentifs. Ce qui devait, sous un autre gouvernement, séduire, subjuguier moralement ce peuple, ce fut précisément la carrière largement ouverte au mérite, sous toutes ses formes et à tous ses degrés. Qu'on ajoute, à la charge de beaucoup trop de ceux à qui Gênes déléguait en Corse son autorité ¹, les dénis trop fréquents de justice, parfois même l'exploitation de la justice, et l'arbitraire administratif, et on comprendra que le divorce devenait inévitable. D'autant plus que l'aggravation de la domination coïncidait avec des exigences et des susceptibilités croissantes de l'opinion. Il y avait eu à l'origine, dès le xiv^e siècle, entre Gênes et la Corse des pactes qui avaient fait l'union des Corses et des Génois contre les Pisans et les Aragonais. Or, en ces temps de nouvelles théories politiques qui supposaient toujours des pactes implicites — un contrat social — entre gouvernants et gouvernés, les pactes et contrats historiques, si vieux qu'ils fussent, reprenaient toute leur valeur. La religion elle-même en Corse donnait la main, sur ce point, à la philosophie. On vit une assemblée de théologiens corses invoquer au bénéfice du droit à l'insurrection l'autorité de saint Thomas ! Tout cela avait amené dix ans auparavant une insurrection générale, le début de ce qu'on a appelé, non sans raison, l'Iliade corse. Gênes désarmée n'a-

1. De brillantes exceptions à part, ils sont mal choisis et très mal payés, surtout aux bas échelons de la hiérarchie. Il y avait cependant à Gênes auprès du Sénat, un *orateur* de la Corse, et auprès du gouverneur génois, à Bastia, un conseil de dix-huit nobles corses pour exprimer les doléances. Mais l'élection de ces représentants corses se faisait sous une telle pression du gouvernement de Gênes que les nobles choisis n'étaient guère que des courtisans du pouvoir. La racine du mal était évidemment dans l'indulgence de Gênes pour ceux qui la compromettaient en Corse. Et cette indulgence elle-même ne s'explique que par le dédain génois pour ces pauvres insulaires. Cependant, si l'opinion à Gênes n'avait pas assez de force pour réprimer les abus, elle voyait assez clair, et ne ménageait pas son ironie à ceux qui revenaient de la grande île plus riches qu'ils n'y étaient allés ! Botta signale quelques savoureux dictons populaires génois sur les agents génois en Corse, et notamment celui qui disait qu'il était inutile de prier pour les âmes de ceux qui avaient administré ou jugé en Corse car ils étaient damnés irrémédiablement. Cf. Botta, *ibid.*, livre XXXIX.

vait pu y faire face qu'en jetant dans l'île douze mille hommes de ses meilleures troupes, et, comme cela ne suffisait pas, en obtenant à force d'instances et de subsides, la coopération d'un corps autrichien de près de dix mille hommes ¹. Et comme cela même n'arrivait pas à bout de la farouche détermination des Corses, l'empereur, à la requête de Gênes, avait engagé dans le débat toute l'autorité morale, toute la majesté mystique, du vieil empire, en offrant sa médiation, et en promettant sa garantie à l'accord qui interviendrait. Alors et alors seulement — en mai 1732 — les chefs corses avaient accepté de discuter, sur le pied d'égalité, avec le Sénat de Gênes et de négocier, sous la présidence du prince de Wurtemberg, délégué de l'empereur, un traité de paix qui imposait à la souveraineté de Gênes sur la Corse le caractère d'une souveraineté consentie, contrôlée, aux actes passibles d'appel devant une cour de justice instituée à Bastia par l'empereur ² ! Sur quoi la petite armée autrichienne s'était embarquée. Mais à peine s'était-elle embarquée que la lutte avait repris ! Les Corses criaient à la violation du nouveau pacte ! Les Génois à l'humeur ingouvernable des Corses ! L'empereur engagé dans la guerre de succession de Pologne et aux prises, pour ne parler que de l'Italie, avec la France, l'Espagne et le nouveau royaume de Savoie-Piémont-Sardaigne, avait évidemment autre chose à faire qu'à intervenir à nouveau dans cette querelle, malgré toutes ses promesses de garantie ! Les Corses, pour tenir tête à Gênes, s'offrirent à

1. Sous le commandement du général Wachtendock, puis du prince Louis de Wurtemberg. Ils commencèrent à arriver en août 1731. La République payait à l'empereur pour ces troupes 30.000 florins par mois et 100 écus pour chaque homme mort, disparu ou déserteur. Ce premier corps de débarquement de 4.000 hommes, appartenant aux régiments impériaux de Charles VI, subit échec sur échec. Gênes demanda qu'il fût renforcé. 6.000 hommes de plus débarquèrent en avril 1732, sur les côtes de la Bologne, sous le commandement des prince Louis de Wurtemberg. (Voir Le Glay, *Théodore de Neuhoff, roi de Corse*, Monaco-Paris, 1907, ch. 1.)

2. Bien entendu, je résume. Le débarquement des derniers détachements autrichiens a lieu en juin 1733 : toute l'année est remplie par l'affaire des 4 chefs corses arrêtés en violation de l'amnistie, à la grande indignation de la Corse, et finalement libérés, sur intervention de l'empereur, du roi de France et du prince Eugène de Savoie, mais sur promesse de faire acte de soumission, qu'ils firent en effet devant le Sénat de Gênes le 8 mai. (Voir Le Glay, *op. cit.*, *ibid.*)

l'Espagne. Mais l'Espagne avait bien d'autres visées, puisqu'elle n'aspirait à rien moins qu'à la reprise sur l'Autriche du royaume des Deux-Siciles, à quoi en effet elle parvint, au profit de l'infant Don Carlos. La France, très justement inquiète, et craignant qu'à défaut de l'Espagne les Corses ne se donnassent à l'Angleterre ¹, accueillit volontiers des ouvertures de Gênes tendant à lui faire jouer en Corse le rôle même que venaient d'y jouer, assez médiocrement, les Autrichiens. Toutefois, la guerre de la succession de Pologne ayant pris fin sur ces entrefaites, elle consentit à jouer ce rôle, en principe, de concert avec l'empereur, mais en fait seule. Au lieu du corps autrichien, les Corses, surpris et indignés, virent arriver, en février 1738, des régiments français commandés par le comte de Boissieux, puis, ce dernier étant mort, par le maréchal de Maillebois. Et on eut une deuxième édition toute franco-génoise, de la petite histoire toute austro-génoise racontée plus haut !

Avec quelques variantes cependant, et d'ailleurs fort intéressantes. Maillebois, sorte de Bugeaud avant la lettre de cette guerre d'un genre nouveau, y réussit beaucoup mieux que ses prédécesseurs autrichiens, bien secondé d'ailleurs par une agile et nerveuse infanterie très supérieure elle aussi, pour cette guerre, à la lourde infanterie germanique.

Au reste, la cote de prestige, aux yeux des Corses, de ce nouvel adversaire était autrement élevée ! Et il s'y mêlait comme une affection diffuse, de vieilles habitudes d'attachement. Que de Corses depuis des siècles dans les régiments étrangers de la vieille France d'avant l'annexion ! On avait même vu dès le xvi^e siècle des Corses maréchaux de France ².

En résumé, lorsque Maillebois ayant complètement échoué

1. Je passe sur l'assemblée générale corse de janvier 1735, qui déclara donner la Corse à la sainte Vierge, mais, observe Voltaire, celle-ci « ne parut pas accepter cette couronne » (*Précis du Siècle de Louis XV*, ch. xl). Ce qui était plus gros de conséquences, c'est qu'on y décréta la peine de mort contre quiconque proposerait de traiter avec Gênes et qu'on s'y donna des chefs aussi intelligents qu'énergiques : Hyacinthe Paoli et Giafferi.

2. Les deux d'Ornano, fils et petit-fils du célèbre Sampietro. Le premier, Alphonse, fut fait, par Charles IX, colonel-général des Corses au service du roi, et par Henri IV, maréchal de France. Son fils, Jean-Baptiste, eut également ces deux titres.

dans son rôle préliminaire de médiateur entre les Corses et Gênes, se décida à marcher, il le fit non seulement par des mouvements si heureux, si rapides, mais encore dans une atmosphère si différente de celle où avaient manœuvré et combattu les Allemands, que la soumission complète et totale de l'île fut bientôt un fait accompli. Hyacinthe Paoli, le père du grand Paoli, fut un des premiers à se soumettre. Bien plus, il seconda Maillebois, dont il se fit en quelque sorte l'aide de camp et le conseiller. Le conseil qu'il lui donna exprimait bien la donnée du problème : « Que les Français marchent seuls, sans renfort de Génois : les Corses ne résisteront pas ! » Et le conseil fut suivi, avec tous les résultats prophétisés ! Maillebois dicta donc finalement les termes d'un *modus vivendi* entre Corses et Génois, puis, comme elle l'avait promis, la France s'appêta à retirer ses troupes, ce qui allait laisser une fois de plus Corses et Génois en tête à tête !

C'est là qu'en sont les choses à la fin de 1740, au moment où commence la période des relations franco-génoises qui est le sujet de ce travail ¹. Il est facile de comprendre que cette décade agitée, 1730-1740, n'a rien ajouté au prestige de Gênes en Europe ! L'opinion européenne, qui commence à cette époque à s'échauffer pour les peuples opprimés, ou qu'elle croit opprimés, est bien entendu pour la Corse contre Gênes.

❧ 1. Il n'y a pas lieu d'insister sur les négociations du ministre génois à Londres en 1739 et 1740, au sujet de la Corse. Le Glay, qui en fait l'analyse au chapitre 1 de son livre sur la *La Corse pendant la guerre de la Succession d'Autriche*, veut y voir une preuve de « duplicité ». Cette accusation ne me paraît pas justifiée : ainsi que l'expliqua spontanément le ministre génois à Londres à son collègue français, le 23 août 1740, il était indispensable à la République d'obtenir la garantie des principales puissances pour sa possession de la Corse, afin d'ôter toute espérance de secours aux rebelles, alors surtout que la France allait rappeler ses troupes de l'île. Lomellini, l'envoyé génois à Paris, faisait remarquer au même moment à Amelot, notre ministre des affaires étrangères, que la République, en vertu même de son traité avec la France, avait toute liberté pour demander aux autres cours de l'Europe, appui moral pour la tranquille possession de la Corse, le seul but de Gênes, par ces négociations, étant de calmer l'imagination des Corses. Le Glay n'explique pas en quoi ces explications n'étaient pas parfaitement satisfaisantes. Mais assurément la cour de Versailles avait le droit de les demander et de redouter machinations et surprises de ce côté. Au reste, le gouvernement anglais refusait au même moment de donner la garantie sollicitée, voulant évidemment conserver de ce côté son entière liberté d'action !

De peu sympathique qu'était déjà la République dans cette affaire, elle est devenue ridicule lorsqu'elle a dévoilé toute son impuissance à dompter la rébellion, en faisant appel aux armes autrichiennes et à la médiation dédaigneuse de l'Empire. L'hostilité et l'ironie redoublent lorsque, les Autrichiens partis en 1732, tout recommence et que Gênes, en désespoir de cause, fait appel à la médiation armée de la France. Cette intervention produit le résultat dont personne ne doutait, mais les Français allant se rembarquer, la galerie, décidément amusée, attend la suite. Sans compter qu'un élément de haute comédie, au cours de ces dix ans, est venu se mêler à cette tragédie : un aventurier westphalien, le baron Théodore de Neuhoff, qui a fait de la prison pour dettes un peu partout en Europe, d'Amsterdam à Lisbonne et de Londres à Livourne, a réussi à se faire reconnaître comme roi par bon nombre de Corses, et avec des canons, des fusils et de la poudre que lui ont fournis des mercantis de l'Europe et les Barbaresques de Tunis ¹, a tenu en échec plusieurs années durant, pour son propre compte, la Sérénissime ! Il a fallu l'apparition des Français dans l'île pour fermer — du moins il le semblait — cette parenthèse burlesque, et renvoyer cet aventurier à d'autres aventures !

*
* *

Il est assez facile de comprendre qu'avec tout cet ensemble — constitution peu intelligible, domination à première vue antipathique d'oligarques et de marchands, politique extérieure sans gloire — la cote du prestige de Gênes à Paris,

1. Par là, il faut entendre, s'il faut en croire Voltaire, le bey de Tunis lui-même, mais Le Glay (*Théodore de Neuhoff*, ch. 1), tout en reconnaissant comme certain que le débarquement théâtral du baron Neuhoff à Aleria fut machiné à Tunis, déclare que le bey n'y fut absolument pour rien. Ce serait le consul d'Angleterre à Tunis qui aurait été le collaborateur et le garant du baron westphalien ; le navire qui portait Neuhoff, battant pavillon anglais, était commandé par un fils naturel du consul. Mais il est bon de faire remarquer que Le Glay ne se fonde que sur un seul document, la déposition, en 1736, de deux esclaves rachetés, conservée aux archives de Gênes (filza 11/3009) dont il ne discute pas de près la véracité, se bornant à observer que ces « faits rapportés sont tellement conformes à la manière d'agir de Théodore qu'il faut nous en tenir à ce document ».

vers 1740, soit assez basse ! Le ton des Français passant alors par Gênes, et notant sous une forme ou une autre leurs impressions, est surtout celui du persiflage. L'exemple de Montesquieu est caractéristique de ce ton. Sans doute il n'est encore — en 1728 — que l'auteur des *Lettres Persanes*, où c'est Paris même qui est persiflé, mais il prélude à son *Esprit des lois* par un voyage d'étude en règle à travers l'Europe et il est déjà de l'Académie française. Mais, outre son humeur et ses préventions de Français du temps contre Gênes, il s'imprègne au passage, à Venise, à Milan, et surtout à Turin, de nouvelles formes d'hostilité ou d'ironie à l'égard des Génois.

A peine arrivé, le voilà accaparé par M. de Campredon, le ministre de France, fort acerbe contre les Génois, par la princesse de Modène, Charlotte d'Orléans, fille du régent de France, très irritée de n'avoir pas trouvé à Gênes les égards qu'on lui avait prodigués à Venise, et enfin la comtesse Guicciardini, femme de l'envoyé de l'empereur, et dont il dit qu'elle est *au couteau liré avec toutes les Génoises*. Il a beau essayer de se tenir un peu sur ses gardes à l'égard de ce clan diplomatico-mondain, au fond il se laisse conduire, ne va même pas présenter les lettres d'introduction dont il était chargé pour des membres du gouvernement et de la société génoise, et quitte Gênes presque aussitôt après y être arrivé ! Il n'y est en effet resté que dix jours, alors qu'il a passé 28 jours à Venise, 22 à Milan, 15 à Turin et consacrera 45 jours à Florence et cinq mois à Rome. Aussi à côté de quelques notations sérieuses, et fort précieuses, sur la République, que de réflexions malveillantes, et surtout que de brocards ! Le plus intéressant, du point de vue de cette étude, est certainement celui-ci :

Il y a toujours quelque noble de Gênes en chemin pour demander pardon à quelque prince des sottises que sa république a faites ; lorsque j'étais à Turin il y avait un marquis Mari qui y était envoyé pour satisfaire à un accord fait par la médiation de l'empereur à l'occasion de quelques bâtiments d'Oneille ¹ que la République avoit fait arrêter, et de plus ils avoient fait mettre les matelots en prison

1. Oneglia, cédée par Gênes aux ducs de Savoie en 1576 et, par conséquent, en cette année 1728, port sarde — du nouveau royaume de Sardaigne — enclavé sur le territoire de la République.

sous prétexte de certaines contrebandes. Le roi de Sardaigne disoit qu'il falloit se plaindre à son agent et non se faire justice soi-même. Le roi menaça... Ils demandèrent la médiation de l'empereur qui jugea qu'ils enverroient un noble pour reconnaître le roi de Sardaigne en cette qualité, ce qu'ils n'avoient point fait jusque-là. Mais il leur fit un discours où l'excuse n'étoit contenue que dans des termes généraux.

Le ton et le fond de ce passage sont bien expressifs du peu de prestige dont jouit alors l'Etat de Gênes ! On lui dénie donc le droit de saisir au collet des contrebandiers en flagrant délit de contrebande !! Elle devrait se contenter de se plaindre à leur prince !!! Et ce n'est pas si petit prince qui ne soit, ou ne se croie, en position d'exiger d'elle des excuses ! Ajoutez que si faible qu'elle soit, ou ait l'air d'être, elle commet par vanité ou indolence des maladresses dangereuses. Il est certain que le duc de Savoie, qui est roi de Sardaigne depuis 1720, a raison d'être froissé de n'avoir pas encore été reconnu en cette qualité, huit ans après, par la République de Gênes ! Mais Montesquieu passe toute mesure lorsqu'il écrit dans un petit poème, intitulé *Adieux à Gênes*, tant d'impertinences à l'adresse de ses hôtes ¹. Son excuse c'est que ce méchant petit poème n'était pas destiné à la publicité. A la rigueur, admettons l'excuse, mais ce document de persiflage français ne doit pas moins être retenu par l'historien curieux de té-

1. Il faut bien en donner quelques échantillons, quoi qu'il en coûte !

Adieu, Gênes détestable,
Adieu, séjour de Plutus ;
Si le ciel m'est favorable,
Je ne vous reverrai plus.

Adieu, bourgeois, et noblesse
Qui n'as pour toutes vertus
Qu'une inutile richesse :
Je ne vous reverrai plus.

Adieu, superbes palais,
Où l'ennui, par préférence,
A choisi sa résidence ;
Je vous quitte pour jamais.

Suivent quelques strophes qui bravent un peu trop l'honnêteté !
Il conclut :

Mais un vent plus favorable
A mes vœux vient se prêter.
Il n'est rien de comparable
Au plaisir de vous quitter.

moignages sincères. Pour la même raison, il doit retenir, dix ans après, en 1739, les mêmes brocards à la même adresse, du président de Brosses ¹. Un pareil accord prouve évidemment un état de l'opinion en France. Si on fait quelques compliments à Gênes sur la beauté de ses palais et sur son aspect monumental, politiquement, en prenant ce mot au sens le plus étendu, il est trop clair que la France et l'Europe ont cessé complètement de la prendre au sérieux. Et cela va entraîner de graves conséquences !

1. Citons-en deux :

... Pour faire les savants, nous voulûmes chercher des gens de lettres : *niente*, ce n'est pas ici le pays ; les *mercadans* ne s'amuse pas à la bagatelle et ne connaissent de lettres que les lettres de change. (Du 1^{er} juillet 1739.)

Et cet extrait d'une lettre écrite de Milan le 8 juillet :

Parmi les plaisirs que Gênes peut procurer, mon cher Neuilly, on doit compter pour un des plus grands celui d'en être dehors...

Mais c'est Jean-Jacques Rousseau qui emporte la palme du dédain pour Gênes à cette époque : se rendant à Venise, où il avait accepté la place de secrétaire de l'ambassadeur de France, il arrive à Gênes par mer — août 1743 — venant de Toulon. On l'oblige à passer 14 jours au Lazaret, mais il en passe ensuite huit dans Gênes, chez M. de Jonville, l'envoyé de France. Le secrétaire de l'envoyé, Dupont, lui fait en détail les honneurs de Gênes. On pourrait s'attendre par conséquent, de lui, à quelques pages intéressantes sur la Sérénissime, à tous les points de vue, et surtout au point de vue politique, puisqu'il entre dans la diplomatie. Or pas un traître mot sur Gênes ! Rien, absolument rien ! (Voir *Confessions*, II, VII.)

CHAPITRE II

L'ouverture de la succession d'Autriche vue de Paris et de Gênes.

La Pragmatique et l'Europe. — Les réserves menaçantes de l'Espagne. — L'agression totalement imprévue de la Prusse, point de départ de la guerre. — Intelligence et pénétration du ministre génois à Paris.

Le 20 octobre 1740, l'empereur Charles VI mourait. Bien que cette mort survînt beaucoup plus tôt qu'on ne s'y attendait — l'empereur n'ayant que 56 ans — tout était préparé à Vienne depuis longtemps en vue de cette éventualité. On peut même dire que la grande affaire de Charles VI, toute sa vie durant, avait été de prendre ses sûretés pour que sa succession s'effectuât paisiblement, au profit de sa fille Marie-Thérèse. Traités avec la plupart des puissances, adhésion préalable des assemblées d'Etats dans les divers pays dont se composait sa vaste monarchie, tout avait été, ou du moins semblait avoir été prévu et soigneusement réglé. Il n'y avait en somme qu'un seul motif d'inquiétude : l'Espagne s'était refusée à souscrire à la Pragmatique saction. Pressée de le faire au moment de la signature de ce traité de Vienne, qui lui assurait pour l'infant Don Carlos le magnifique royaume des Deux-Siciles, elle s'y était obstinément refusée, ne voulant même pas que mention fût faite, dans son acte d'accession audit traité, de ce règlement anticipé de la succession d'Autriche auquel presque tout le reste de l'Europe avait déjà souscrit ¹. C'est qu'en effet l'Espagne, ou pour parler plus

1. Cf. l'exposé de M. de La Marck sur son ambassade à Madrid de novembre 1738 à février 1741. Il parle de la Pragmatique comme d'un acte que le roi et la reine d'Espagne « vouloient absolument

exactement la reine d'Espagne, attendait impatiemment l'ouverture de cette succession pour tailler à un autre infant, Don Philippe, un riche établissement dans l'Italie du Nord. Cette excellente mère n'éprouvait pas le moindre scrupule de conscience à préméditer de mettre l'Europe à feu et à sang pour bien établir son second fils ! Sa volonté seule comptait en Espagne et elle était bien résolue à l'imposer à l'Europe comme elle l'imposait à son mari Philippe V ! Sous le nom d'un Bourbon dégénéré, cette Italienne despotique, maîtresse de l'Espagne et de presque toute l'Amérique, semblait donc de plus maîtresse de la paix et de la guerre en Europe ¹ ! Tou-

ignorer et ne pas reconnaître ». Il ajoute que le cardinal Fleury usant de son autorité morale, c'est-à-dire de la confiance qu'ont toutes les puissances de l'Europe dans sa modération et sa justice, a trouvé le moyen

de porter la cour de Vienne à se contenter de l'accession de l'Espagne [au traité de Vienne] en la forme que l'offroit Sa Majesté catholique et dans laquelle il ne fut fait aucune mention de la Pragmatique sanction.

Et La Marck d'ajouter avec raison :

On a reconnu depuis la mort de l'empereur, par les droits que le roi d'Espagne réclame sur la succession de la maison d'Autriche, quelle était la cause secrète du refus si constant qu'il avoit fait d'accéder à la garantie de la Pragmatique sanction.

(*Recueil des Instructions données aux ambassadeurs et ministres de France*, XII bis, Espagne, t. III, 1722-1793. Introduction et notes par A. Morel-Fatio et H. Leonardon.)

1. Bien que l'autorité tyrannique que la deuxième femme de Philippe V, Elisabeth Farnèse, sut conquérir aussitôt dans le gouvernement de l'Espagne, soit de notoriété publique, il n'est pas inutile de noter ici à quel point on s'en rendait compte à Paris. On lit, en effet, dans le mémoire pour servir d'instruction au comte de La Marck, nommé en novembre 1738, ambassadeur à Madrid :

L'ambassadeur du roi doit considérer la reine catholique comme celle de qui dépendra absolument et uniquement le succès de toutes les affaires qu'il aura à traiter.

Il est bon qu'on s'en souvienne constamment chaque fois qu'il est question de l'attitude du gouvernement espagnol au cours de toute cette guerre. Gênes n'aura pas souvent à s'en louer et la France non plus ! Elles ne doivent pas en rendre responsable l'Espagne elle-même ! L'Espagne, en effet, fut la première à en souffrir et La Marck pouvait écrire justement, au retour de son ambassade en février 1741 :

... La reine serait moins sensible aux avantages les plus considérables du royaume d'Espagne qu'à quelque établissement pour ses enfants.

(*Recueil*, etc. v. *supra*, note 1.)

L'ambassadeur de France à Madrid, Vauréal, évêque de Rennes, dira d'elle cinq ans après, au moment de la mort de Philippe V, et appuyé sur la longue expérience de son orageuse ambassade :

... Sans esprit, sans jugement, vaine sans dignité, avare sans économie, dissi-

tefois, si grand que fût le danger de voir troubler la succession de Charles VI, tout le monde l'estimait annulé par l'adhésion loyale que la France avait donnée au règlement de la succession. Que pouvait l'Espagne contre les domaines de l'Autriche dans l'Italie du Nord si la France lui interdisait le passage par terre, par fidélité à la parole jurée, et si l'Angleterre, maîtresse de la Méditerranée, lui interdisait le passage par mer ! Car l'état de guerre existait depuis un an entre l'Angleterre et l'Espagne. Et l'Autriche pouvait mépriser les prétentions des électeurs de Bavière et de Saxe fondées sur de vieux parchemins périmés et appuyés par des armées étiques ! Bien entendu, toujours si la France tenait sa parole, et nul n'en doutait.

La succession s'ouvrit donc et tout se passa d'abord, en effet, comme on l'avait prévu. Marie-Thérèse fut reconnue légitime héritière des Etats héréditaires de son père, et nul, d'abord, ne bougea.

Ce n'est pas que la reine Elisabeth Farnèse et son mari, le pauvre roi d'Espagne, n'eussent pas aussitôt cherché à réaliser leurs vues. L'ambassadeur de France à Madrid, M. de la Marck, dit qu'il

vit toute la joie que leur donnait un événement — la mort de Charles VI — qu'ils regardaient comme l'occasion la plus favorable qu'ils pussent souhaiter pour parvenir au succès de leurs anciennes vues en Italie... Le roi d'Espagne parloit fort vivement de la nécessité de profiter au plus vite de cette conjoncture pour entrer brusquement en Italie avant que la cour de Vienne eût le temps d'y envoyer des troupes.

Mais encore fallait-il que la France donnât aux troupes espagnoles libre passage et elle fit comprendre, en termes polis mais fermes, qu'elle ne croyait pas devoir l'accorder. Et les instructions données à M. de la Marck avant son départ pour Madrid étaient péremptoires :

patrice sans libéralité, fausse sans finesse, menteuse plutôt que secrète, violente sans courage, faible sans bonté, craintive sans prudence ; sans aucun talent à l'exception de celui de contrefaire, sans aucune grâce ; son rire afflige, son récit assomme, sa plaisanterie tue ; implacable dans la haine, jalouse et ingrate dans l'amitié qu'elle n'a jamais connue, insatiable dans ses désirs, aveugle dans ses intérêts et incapable de profiter même de sa propre expérience.

(Vauréal à d'Argenson, 11 juillet 1746. Cf. Baudrillart, V, p. 445.)

Le sieur comte de La Marck, toujours occupé de l'objet principal que le roi donne à son ministère et qui est de ramener la cour d'Espagne à l'union et l'intelligence avec celle de France se souviendra aussi toujours que ce ne sauroit être au prix d'aucun consentement du roi à des atteintes que la reine d'Espagne voudroit porter à l'état présent de l'Italie. Aussi longtemps que l'empereur ne contraviendra point aux traités, Sa Majesté se croira obligée de ne point consentir, et bien moins de concourir, à ce que l'on l'attaque, ou le grand-duc, dans leurs possessions actuelles d'Italie. Elle s'en répute garante en vertu des dernières conventions.

Ceci visait l'empereur en septembre 1738, mais s'appliquait à sa fille avec d'autant plus de force en 1740, et on le vit bien.

Le danger pour Marie-Thérèse vint d'ailleurs et d'un côté d'où personne ne l'attendait. Il vint d'un jeune roi de 28 ans, monté sur le trône depuis quelques mois, et qui n'avait encore fait parler de lui que par les brutalités qu'il avait subies de son père, et par d'étonnantes dispositions — semblait-il — pour faire un jour le bonheur de ses peuples. Il avait ému d'admiration tous les philosophes du temps par son réquisitoire éloquent contre le manque de scrupule en politique, symbolisé — à tort ou à raison — par le *Prince* de Machiavel ! C'est de ce nouveau Marc-Aurèle — car rien de moins n'était promis par l'enthousiasme de Voltaire à l'heureuse Prusse et à l'heureuse Europe — que vint le signal de la violation des traités et, par un engrenage désormais inévitable, de la guerre générale. Le 4 juin, Frédéric était monté sur le trône : le 20 octobre mourait l'empereur, et aux premiers jours de décembre l'armée prussienne, sans déclaration de guerre, entra en Silésie !

Frédéric, dit justement Macaulay, porte la responsabilité de tout le sang qui fut répandu dans cette guerre, et cette guerre devait faire rage plusieurs années durant dans toutes les régions de la terre ¹.

1. Macaulay, *Frederick the Great*, 1842. L'historien anglais souligne cette circonstance aggravante que Frédéric, prince royal, n'avait probablement échappé à la peine de mort, lors de sa tentative d'évasion, que grâce à l'énergique intervention de Charles VI auprès du roi de Prusse. Comme remerciement, il allait dépouiller la fille de son bienfaiteur !

Nor must it be forgotten that he owed the highest personal obligations to the house of Austria. It may be doubted whether his life had not been preserved by the intercession of the prince whose daughter he was about to plunder !!!

Les historiens allemands ont naturellement cherché à laver Frédéric II de cette terrible accusation, mais comme l'accusé lui-même — dans ses Mémoires — n'a pas cherché à se défendre et a tranquillement bravé l'opinion universelle par l'aveu cynique qu'il ne se détermina au fond que par le désir de faire éclater son nom à la face du monde, ils ne peuvent s'empêcher, après s'être évertués à plaider leur dossier, où la meilleure pièce n'a qu'une valeur partielle et était vieille alors de plus de deux siècles¹, de s'exclamer douloureusement que leur client les trahit ! Oncken, pour ne citer que le plus représentatif, après avoir constaté que Frédéric II, dans sa propre *Histoire de son temps*, ne parle de ses droits sur la Silésie que d'une façon superficielle et rapide et insiste fâcheusement au contraire sur *le désir de se faire un nom*, écrit avec une sévérité comique :

1. Cf. Oncken, *L'époque de Frédéric le Grand*, livre III, ch. iv. Et en particulier ceci :

Le droit de succession de la maison de Brandebourg aux trois duchés de la basse Silésie se fondait sur une convention de réciprocité stipulée le 18 octobre 1537 entre l'électeur Joadrim II de Brandebourg et le duc Frédéric de Liegnitz, Brieg et Woblaue.

Mais d'ailleurs, pour comble d'éloignement, et d'obscurité du droit, il se trouvait que l'empereur avait ensuite annulé cette convention, le 18 mai 1546. Mais, réplique avec indignation Oncken,

le droit de conclure de pareilles conventions avait été conféré explicitement aux ducs de Liegnitz par un privilège du roi Vladislas II de Bohême en 1511, confirmé par ses successeurs Louis et Ferdinand.

C'était pourtant ce dernier qui ensuite avait annulé la convention de 1537 ! « Violence illégale », assure gratuitement Oncken. On voit dans quel maquis il faudrait se plonger pour élucider la question de droit ! Sachons du moins gré à Frédéric de n'avoir pas pris cela au sérieux et d'avoir franchement déclaré la vérité. Cela a plus de style, si j'ose dire !

Sur cette question des responsabilités de la guerre de Succession d'Autriche, il est intéressant de rappeler ici l'opinion de Voltaire, qui n'est certainement pas le juge le moins autorisé et le témoin le plus mal placé de l'époque : or, Voltaire, dans le temps même de sa plus grande ferveur d'enthousiasme pour le roi de Prusse, et alors qu'il était chargé auprès de lui d'une mission confidentielle de Fleury — c'était après la paix de Breslau et Frédéric était aux eaux d'Aix-la-Chapelle —, écrivait confidentiellement à Cideville, de Bruxelles, le 1^{er} septembre 1742 :

Je pars demain pour aller trouver à Aix-la-Chapelle le roi de Prusse, qui a changé deux fois le système de l'Europe et qui pourtant n'est pas puni de Dieu ; car il est aux eaux sans avoir besoin de les prendre et les médecins sont au nombre des puissances dont il se moque.

Sous son persiflage habituel son sentiment est clair !



Le marquis AGOSTINO LOMELLINI

MINISTRE DE LA RÉPUBLIQUE DE GÈNES A PARIS (1740-42), DOGE EN 1760.

D'après un tableau de la Villa Durazzo Pallavicini, Gênes.

(Cliché exécuté sur ma demande par les soins
de l'Office des Beaux-Arts et d'Histoire de la Ville de Gênes.

Il s'est fait tort à lui-même et a porté un grave préjudice à sa juste cause !!

Mais serrons de plus près la suite des événements.

Le ministre génois auprès de la cour de France — Agostino Lomellini — dans une longue dépêche du 24 novembre 1740 à son gouvernement, fait de la situation générale de l'Europe au moment où s'ouvre la succession d'Autriche, un examen critique qui concorde parfaitement avec les vues qui précèdent. J'en traduis ¹ le passage essentiel :

En ce qui concerne les affaires générales, malgré la crise dont semble menacée l'Europe à la suite de la mort de l'empereur, on peut espérer la continuation de la paix. Le fait que la politique française soit dirigée par un ministre pacifique peut y contribuer beaucoup. Outre l'aversion naturelle qu'a le cardinal pour la guerre, et les dépenses qu'elle entraîne, ajoutons deux années consécutives de disette dont on sent douloureusement les effets et dans les provinces et dans la capitale. D'autre part la France, dans le dernier traité de Vienne, ayant donné sa garantie à la Pragmatique sanction, ne saurait contester à la fille de l'empereur la possession des Etats héréditaires : bien au contraire, elle est tenue de la lui assurer. L'Espagne, à la vérité, n'a pas voulu s'associer à cette garantie dans le traité précité, mais elle est occupée avec les Anglais. L'électeur de Bavière n'a pas assez de force s'il n'a pas l'aide de la France et le cardinal s'est rendu compte avec plaisir que ses prétentions sont sans fondement. S'il en eût été autrement, le cardinal, quel qu'eût été peut-être son parti pris (de ne pas bouger), aurait trouvé de la difficulté à résister à la poussée de l'opinion publique mal disposée pour la maison d'Autriche et qui voit dans l'électeur de Bavière un allié qui a bien mérité de la France. Bien que la cour de France proteste qu'elle ne veut pas s'ingérer dans l'élection de l'empereur, il y a de la vraisemblance à supposer qu'elle fera son possible pour soutenir la candidature bavaroise ².

1. J'avertis, une fois pour toutes, que les ministres ou envoyé génois écrivent toujours en italien à leur gouvernement, et en français dans leurs notes au cabinet de Versailles. Tout extrait que je donne de leurs dépêches à Gênes est donc ma traduction de leur texte manuscrit conservé aux archives de Gênes. Mais je donne le texte italien en note chaque fois qu'un contrôle peut paraître désirable, ou encore lorsque l'énergie de la forme mérite d'être bien connue — et c'est d'ailleurs ce qui arrivera le plus souvent.

2. Voici le texte même :

Circa gli affari generali non ostante la crisi a cui sembra soggetta l'Europa per la morte dell'Imp^{te} può sperarsi che non debba essere interrotta la pubblica tranquillità. Il trovarsi alla testa di questa monarchia un ministro che ama la pace può

Si je ne me trompe, ce premier extrait donnera une haute idée des talents de diplomate du ministre de Gênes : il note avec justesse les éléments d'une situation compliquée et qui permet d'espérer le maintien de la paix sans pouvoir l'assurer. Il voit bien que la France ne pourra se désintéresser de l'élection à l'Empire, pour laquelle elle ne se trouve pas liée par sa garantie de la Pragmatique. Celui qui rédigeait cette dépêche, Agostino Lomellini, n'avait alors que 31 ans. Il avait fait à Rome, comme beaucoup de patriciens génois, une partie de ses études. Il se distinguera au cours de la guerre non seulement comme diplomate mais comme homme d'action dans les événements dramatiques dont Gênes sera le théâtre en 1746-47. Il sera élu doge en 1760 ¹.

Poursuivant son examen de la situation générale de l'Europe, Lomellini, dans la même dépêche, soulignait l'attitude très réservée de son collègue sarde sur l'attitude qu'observerait le gouvernement de Turin, car après tout, disait ce ministre, le roi de Sardaigne n'avait pas expressément garanti la Pragmatique. Sur quoi le ministre génois faisait ce commentaire que l'accession aux Préliminaires du traité de Vienne semblait bien cependant avoir impliqué cette garantie ², et que d'ailleurs le roi de Sardaigne n'avait aucune

molto contribuirvi. Oltre la naturale alienazione che ha il Sig. cardinale per la guerra, e per la spesa, si aggiungono due anni consecutivi di carestia per cui una somma penuria si vede nella Provincia e nella Capitale. Garantita avendo nell' ultimo trattato di Vienna la Prammatica sanzione, non può la Francia contrastare il possesso degli Stati ereditari alla figlia dell' Imperatore, obbligata anzi a sostenerla. La Spagna benchè appartatasi dalla garanzia nel sud^o Trattato è occupata cogl' Inglesi L'elettore di Baviera non ha forza sufficiente senza l'aiuto della Francia. Il Sig. cardinale ha sentito con piacere che la pretensione del Sud^o Duca sia insussistente. In caso diverso, per quanto forse preso avrebbe il suo partito, avrebbe potuto difficilmente resistere a tutta questa nazione poco affetta alla casa d'Austria e che rigguarda l'elettore come alleato e bene merito di questa corona. Non ostante le proteste di non ingerirsi nell' elezione dell' Imperatore si suppone verisimile che procurerà al possibile questa Corte di favorirlo.

(Agostino Lomellini au Sénat, Paris, 24 novembre 1740, in Archives d'Etat Gênes, Lettere Ministri Francia n. g. 2222, mazzo 46.)

1. Ajoutons qu'il laissera un nom dans l'histoire des lettres génoises par de curieux sonnets d'inspiration philosophique et scientifique. D'Alembert lui dédia en 1749 ses travaux sur la précession des équinoxes. (Cf. P. Levati, *I Dogi di Genova e Vita genovese*, Genova, 1913-1914, et Spotorno, *Storia letteraria della Liguria*).

2. Le Roi de Sardaigne avait-il ou n'avait-il pas garanti la Pragmatique ? On voit que les deux interprétations étaient possibles. Pour Sir Richard Lodge la réponse, en sens négatif, n'est pas douteuse :

prétention justifiable sur les Etats héréditaires de la maison d'Autriche et ne pouvait se flatter d'amener la France à seconder ses désirs.

Le 5 décembre, le ministre génois informait le Sénat que la France était résolue à maintenir dans toute leur vigueur les stipulations du traité de Vienne, c'est-à-dire, en particulier, à respecter, et à faire respecter, la Pragmatique sanction et qu'elle le faisait savoir, officiellement, à toutes les cours. Les premiers contacts s'étaient établis entre Versailles et Marie-Thérèse, toutefois après une difficulté de procédure rapidement surmontée. Marie-Thérèse, en effet, s'autorisant des habitudes de son père, avait cru pouvoir adresser une lettre autographe directement au roi de France — et en italien — sans communication préalable aux ministres français. Le cabinet français ayant fait difficulté sur ce procédé, la reine de Hongrie avait expédié une autre lettre — en latin — lettre que le cardinal et le ministre des affaires étrangères avaient cette fois accepté de remettre au roi.

Tout semblait donc devoir se stabiliser après cette période de nervosité, lorsque, vers le milieu de décembre, les premières nouvelles du mouvement des troupes prussiennes commencèrent à arriver à Paris. Le ministre génois en rendit compte aussitôt — le 19 décembre — après un paragraphe un peu inquiet consacré aux visées persistantes de l'Espagne sur l'Italie :

Un autre motif de discussions politiques est fourni par la marche de vingt ou vingt-deux mille hommes de troupes prussiennes, dont il est encore impossible de savoir positivement le motif et la destination. On parle avec certitude de magasins, de trains d'artillerie et généralement de tout ce qui est nécessaire à une campagne, et d'autre part on sait que le roi de Prusse devait partir le 12 de Berlin pour aller se mettre à la tête de son armée. L'opinion la plus commune est qu'il se propose d'entrer dans le duché de Silésie, bien que d'après quelques lettres ce soit dans les Etats de l'électeur de Saxe qu'il faille chercher l'objet de quelque entreprise. Il est bien difficile d'accommoder ensemble et la façon dont les envoyés du roi de Prusse dans les cours étrangères ont exprimé leur respect pour

The king of Sardinia was, it is true the brother-in-law of Maria-Theresa's husband, but he had given no guarantee to the Pragmatic sanction, and did not intend to do so without adequate inducement.

(Studies in Eighteenth Century diplomacy, p. 41.)

la Pragmatica sanction et de pareils desseins contre les Etats héréditaires d'Autriche. Le ministre de Prusse à Londres a eu ordre tout dernièrement de protester à S. M. Britannique que le roi son maître était prêt à sacrifier toutes ses troupes et tous ses trésors pour soutenir la Pragmatica sanction et la tranquillité de l'Europe. Le roi de Prusse a fait montre des mêmes sentiments en Hollande. Une pareille conduite a fait conjecturer à quelques-uns que le roi de Prusse est d'accord avec la cour de Vienne et que c'est sur la requête de cette dernière qu'il fait marcher ses troupes comme alliées et auxiliaires ; mais comme on ne voit pas actuellement que la cour de Vienne ait besoin d'une telle aide, il semble vraiment trop invraisemblable que, sans avoir d'ennemis, elle veuille recevoir ainsi dans ses Etats une armée étrangère ¹.

La perspicacité du ministre génois refusant d'admettre l'hypothèse d'un concert secret entre Frédéric et Marie-Thérèse me paraît d'autant plus remarquable que cette hypothèse fut d'abord admise par la plupart. Bien plus, pour De Broglie, « ce fut bientôt une conviction générale que tous les indices semblaient confirmer » (*Frédéric II et Marie-Thérèse*, ch. I, p. 112). On concevait ainsi ce pacte secret : Frédéric promettait sa voix comme électeur de Brandebourg pour l'élection du grand-duc de Toscane à l'Empire, et Marie-Thérèse se laissait prendre la Silésie en protestant pour la forme. Botta Adorno, ce marquis italien que Marie-Thérèse envoie à ce moment en toute hâte à Berlin comme ambassadeur extraordinaire pour exiger des explications, a beau tempêter, les plus fins diplomates de l'Europe ne veulent y voir qu'une comédie : Marie-Thérèse ne veut paraître céder qu'à la force

... Altro motivo di politici discorsi è la marcia di venti o venti due mila uomini di truppe prussiane senza sapersene positivamente ancora ne il motivo ne la destinazione. Magazeni, treno di artiglieria, in genere tutto il necessario per una campagna si ha da notizie sicure, come altresì che il Re partir dovesse il 12 da Berlino per porsi alla testa della sua Armata. La più commune opinione si è che entrar pensi nel Ducato di Slesia, ancorche da alcune lettere rivenga che negli stati dell'elettor di Sassonia sia l'oggetto di qualche intrapresa. La maniera con cui altamente dichiarati si sono i ministri del re di Prussia nelle corti estere, riguardo la Prammatica sanzione è difficile a combinarsi colli presenti disegni contro gli Stati ereditari. Il ministri prussiano ha avuto ordine in ultimo luogo di protestare a S. M. Britannica che il Re suo padrone pronto era a sacrificare tutte le sue truppe e tutti i suoi tesori per sostenere la Prammatica sanzione e la pubblica tranquillità. Gli stessi sentimenti erano stati spiegati in Olanda. Questa condotta ha fatto ad alcuni congetturare che il Re di Prussia sia d'accordo colla corte di Vienna e a richiesta della medesima marciar faccia le sue truppe alleate e ausiliarie ; ma siccome non si vede attualmente il bisogno di un tale aiuto sembra troppo inverosimile che la corte di Vienna senza aver nemici ricever voglia ne' suoi stati un' armata straniera.

(Ag. Lomellini au Sénat, Paris, 19 décembre 1740, Gènes, Arch. d'Etat, *ibid.*)

afin qu'on ne dise pas que c'est elle qui renonce à la Pragmatique !

Seul en somme, le ministre de Gênes à Paris refuse d'être dupe, et voit clair dans la manœuvre diplomatique prussienne destinée à immobiliser l'opinion tandis que ses troupes, sans déclaration de guerre, surprennent l'adversaire sans défense !! Et il ne manque pas non plus d'information historique, car, cherchant quelles peuvent bien être les prétentions du roi de Prusse sur la Silésie, il ne trouve, avec tout le monde autour de lui, que ces vagues titres du xvi^e siècle, archipérimés, dont nous avons parlé plus haut, et qui, même absolument, ne valent rien puisque, dit-il, ils ont fait depuis longtemps l'objet d'une transaction !! Et il lui paraît inouï que sur de pareils titres, se rapportant d'ailleurs à une petite partie de la Silésie, le roi de Prusse se lance dans une pareille aventure en présence des grands Etats qui ont garanti à Marie-Thérèse une succession paisible ! Mais, note-t-il, il est vrai que ce petit roi de Prusse vient de porter le chiffre de ses troupes à cent vingt mille hommes ! Frédéric n'en avait pas fait mystère, puisque dès sa première lettre à Voltaire, après son avènement, il écrivait :

... J'ai d'abord commencé par augmenter les forces de l'Etat de seize bataillons, de cinq escadrons de hussards et d'un escadron de gardes du corps. (27 juin 1740.)

Et l'armée qu'il éprouvait le besoin de renforcer, sans que personne le menaçât, c'était celle, magnifique et intacte, que lui avait léguée le Roi-Sergent !

Mais, non moins attentif à scruter tous les points de son tour d'horizon, Lomellini signalait, dans la même dépêche du 19 décembre, quelques démarches inquiétantes de Marie-Thérèse : elle venait en effet d'associer officiellement à son autorité, avec le titre de corégent, son mari le grand-duc de Toscane, ce qui était certes d'une bonne épouse mais un peu imprudent puisque c'était violer la Pragmatique Sanction (du moins le roi de Pologne, électeur de Saxe, l'assurait avec véhémence) au moment où elle allait réclamer à tous le respect et même la garantie de cette même Pragmatique, fondement essentiel de ses droits ! Bien plus, comme son titre d'é-

lectrice de Bohême, au dire des juristes, ou de certains juristes, ne devait pas lui donner le droit de siéger dans le Collège des Electeurs, attendu que la vénérable Bulle d'Or du xiv^e siècle, qui réglait l'élection à l'empire, excluait les femmes de ce collège, elle avait renoncé à ce titre en faveur de son mari, lui ouvrant ainsi la route vers la dignité impériale. Grande irritation de ce chef en Saxe et en Bavière devant l'ambition, ouvertement manifestée désormais, de ce principicule qui par lui-même n'était rien ! Et commencement d'inquiétude à Paris, où, tout en étant bien résolu à respecter et à faire respecter la Pragmatique, qui assurait à Marie-Thérèse les Etats *héréditaires* de la succession d'Autriche, on entendait bien profiter de l'occasion pour essayer d'en disjoindre, comme Lomellini l'avait naturellement présumé, le sceptre impérial ¹. Précaution légitime dans l'intérêt de la sécurité française et de l'équilibre de l'Europe, droit et devoir tout ensemble sur lesquels la discussion fut véhémement tout d'abord mais sur lesquels l'accord unanime ne tarda pas à se faire. Comment ne pas voir en effet qu'il fallait empêcher la réunion nouvelle entre les mêmes mains de toute la puissance autrichienne et de la puissance impériale ! Sans doute, cette puissance impériale n'était plus guère qu'une apparence, mais elle était toujours susceptible de virtualités redoutables ². Si gouverner c'est prévoir, il faut bien reconnaître que le cabinet de Ver-

1. J'observe que dans ses *Studies in Eighteenth century Diplomacy*, le meilleur ouvrage qui ait paru en Angleterre sur l'histoire diplomatique de la guerre de Succession d'Autriche, sir Richard Lodge reconnaît formellement qu'en soutenant la candidature à l'empire de l'électeur de Bavière, la France ne violait pas la garantie de la Pragmatique, mais j'avoue ne pas le comprendre lorsqu'il affirme que la France eût pu le faire sans guerre, alors qu'il est si clair que Marie-Thérèse tenait à l'empire pour son mari avec toute sa passion de femme et d'Autrichienne ! Si on admet — comme le fait Lodge — que l'occasion s'imposait naturellement à la France (*an obvious opportunity*, p. 81) de tenter de disjoindre le titre impérial — potentiellement sinon actuellement si dangereux pour la France — de l'hérédité autrichienne, il fallait évidemment en assumer les risques inévitables. Ce que l'histoire anglaise appelle *France's ill-judged plunge into the Succession war* (p. 81), me paraît avoir été l'inévitable suite d'une décision nécessaire.

2. Sur le parti qu'il convenait à la France d'adopter en face de ces virtualités, voir, dans l'appendice général à cet ouvrage, la thèse du duc de Broglie et les raisons pour lesquelles elle me paraît tout à fait inacceptable.

sailles gouverna lorsqu'il désigna pour aller à Francfort comme ambassadeur auprès de la Diète électorale, le chef même à la cour du parti anti-autrichien le comte et futur maréchal de Belle-Isle ¹ !

L'horizon s'assombrissait, par conséquent, même du côté de Vienne et de Francfort. D'autre part, le cynisme dont faisait preuve au même moment Frédéric, dans une communication qu'il faisait faire aux Etats généraux de Hollande, continuait à stupéfier l'opinion. Le 26 décembre, Lomellini donnait connaissance au Sénat de Gênes de ce document extraordinaire, dont voici le texte français :

Le roi en faisant entrer ses troupes en Silésie ne s'est porté à cette démarche par aucune mauvaise intention contre la Cour de Vienne, et moins encore dans celle de vouloir troubler le repos de l'Empire.

S. M. s'estime indispensablement obligée d'avoir sans délai recours à ce moyen pour revendiquer les droits incontestables de S. M. sur ce duché, fondés sur des anciens pactes de famille et de confraternité entre les électeurs de Brandebourg et les princes de Silésie aussi bien que sur d'autres actes respectables.

Les circonstances présentes et la juste crainte de se voir prévenir par ceux qui forment des prétentions sur la succession de feu l'empereur ont demandé de la promptitude dans cette entreprise et de la vigueur dans son exécution.

Mais si ces raisons n'ont pas voulu permettre au roi de s'éclaircir préalablement là-dessus avec la reine de Hongrie et de Bohême, elles n'empêcheront jamais S. M. de prendre toujours les intérêts de la maison d'Autriche fortement à cœur et d'en être le plus ferme appui et soutien dans toutes les circonstances qui s'en présenteront.

Bien entendu, le ministre génois ne s'étonne pas que les Etats généraux de Hollande aient pris connaissance de ce document *avec la plus grande consternation* et en aient pris

1. Si « Autrichien », *ut ita dicam*, que soit de Broglie, il rend parfaitement hommage au comte de Belle-Isle :

C'était un vrai Français, et de la meilleure race de nos compatriotes, par l'éclat de sa valeur et la vivacité et les ressources de son esprit, que ce maréchal de Belle-Isle qui fut l'inspirateur et un instant le héros de ce projet grandiose...

(De Broglie, *Frédéric II et Marie-Thérèse*, avant-propos.)

Quand on songe à tout ce que cet historien a mis de véhémence, de talent et d'érudition à contrebattre la politique dont de Belle-Isle fut l'incarnation, pareil hommage mérite bien d'être souligné !

motif pour une augmentation immédiate de leurs forces ¹. La réaction autrichienne, diplomatique et militaire, ne pouvait d'autre part être douteuse et il était impossible de prévoir jusqu'où en iraient les répercussions de tout ordre, surtout avec la vieille disposition d'esprit anti-autrichienne qui commençait à reparaitre à Paris sinon encore à Versailles. Et à Versailles même, où faisait agir l'Electeur de Bavière ², ne commençait-on pas à dire qu'après tout la garantie de la Pragmatique ne s'entendait que sous la réserve du droit des tiers, principe élémentaire du droit. Dans cette fermentation générale des esprits, le spectre d'une guerre générale reparaisait, et Gênes devait s'en préoccuper comme tout le monde. D'autant plus que, dès cette fin de décembre 1740, les nuages chargés de foudre qui s'étaient formés si loin d'elle commençaient à apparaître dans son ciel, et même sur quatre points à la fois de son horizon !

1. *Riviera che somma sia stata la costernazione* (Ag. Lomellini à son gouvernement, Paris, 26 décembre 1740, in Archives de l'Etat, Gênes, *ibid.*)

2. Sur la protestation de l'électeur de Bavière contre la Pragmatique :

Il n'appuyait pas cette protestation sur les droits de son épouse auxquels il avait expressément renoncé, mais sur ceux de son aïeule, fille de Ferdinand I^{er}, nièce de Charles-Quint. Or, du moment qu'une protestation se produisait pour une raison bonne ou mauvaise, il fallait s'attendre que d'autres en trouveraient une d'égale valeur pour en faire autant. On allait donc voir arriver l'électeur de Saxe, roi de Pologne, au nom de sa femme, nièce de Charles VI et la plus âgée des archiduchesses vivantes ; puis le roi d'Espagne et le duc de Savoie, héritiers l'un et l'autre par les femmes de Philippe II qui représentait la branche aînée de la maison d'Autriche. Bien que chacun de ces plaideurs couronnés pût prétendre à la totalité de la succession litigieuse, un intérêt commun pouvait les conduire à s'accommoder entre eux pour la partager. C'était donc la coalition aujourd'hui et demain le démembrement.

(De Broglie, *Frédéric II et Marie-Thérèse*, ch. 1, p. 74.)

CHAPITRE III

Les premières inquiétudes de Gênes.

Menaces à l'Ouest et à l'Est, au Nord et au Sud.

Simultanément, en effet, le Sénat de Gênes dut tourner ses regards inquiets et du côté de sa frontière occidentale, vers le passage de Vintimille, et du côté de ses frontières septentrionale et orientale, vers la Lombardie et la Toscane, devenues de droit ou de fait autrichiennes, et enfin du côté de la mer et surtout de sa grande île méridionale, la Corse.

*
* * *

Dès le 9 janvier 1741, Lomellini, qui avait d'abord, comme on l'a vu plus haut, écarté, d'un ton tranquille et péremptoire, l'hypothèse d'une descente espagnole dans l'Italie du Nord, par cette double raison que l'Angleterre l'empêcherait du côté de la mer à coups de canon, et la France du côté de la terre par le refus que lui dictait sa signature au bas de la Pragmatique, Lomellini, dis-je, se voyait contraint de revenir nerveusement sur cette hypothèse et de lui donner corps. Il lui revenait, en effet, que l'ambassadeur d'Espagne avait sérieusement sondé le cabinet de Versailles en vue d'obtenir le passage, à travers le Languedoc et la Provence, de l'armée qu'on destinait à l'Italie, et qui se rassemblait à ce moment en Catalogne. Evidemment, la reine d'Espagne, excitée par l'exemple du Roi de Prusse et par les nouvelles de l'occupation victorieuse d'une bonne partie déjà de la Silésie, brûlait à son tour de se saisir, par invasion brusquée, de la plus grande partie possible des terres italiennes de Marie-Thérèse ! Ce qui avait si bien réussi pour l'infant Don Carlos, devenu roi des

Deux-Siciles aux dépens de l'Autriche, ne pouvait manquer de réussir aussi bien pour l'infant Don Philippe. Le roi de France ne pouvait pas déceimment refuser le passage — et c'était tout ce qu'on lui demandait ! — aux troupes chargées de procurer un honnête établissement en Italie, à son gendre ! que dis-je ! au mari de sa fille aînée ! Car disait, indignée, la reine Elisabeth à l'ambassadeur de France :

ledit infant n'ayant aucun fonds en Espagne, mais simplement du viager, il était de l'honneur de la France, depuis le mariage, de ne pas laisser ce prince dans cette situation ¹.

Or, si la France accédait à cette demande — et il fallait bien désormais admettre que ce n'était pas aussi impossible qu'on l'avait jugé en novembre — qu'allait-il se passer ? L'armée espagnole pouvait évidemment passer en Italie en traversant les terres continentales — niçoises ou savoisiennes — du roi de Sardaigne, si ce souverain se décidait à marcher contre l'Autriche, comme il l'avait fait dans la guerre précédente et comme son attitude très réservée semblait le rendre possible. Dans ce cas, évidemment, il y aurait accord entre Madrid et Turin pour se partager les dépouilles italiennes de Marie-Thérèse. Le territoire de la République de Gênes resterait sans doute en dehors de la zone d'opérations, comme il l'était resté dans la guerre précédente, mais ne fallait-il pas prévoir qu'à la paix le vainqueur — surtout le roi de Sardaigne — pourrait être tenté d'en user un peu librement avec la Sérénissime, au cas où quelques cantons de terre génoise seraient trouvés à sa convenance pour rectifier ses frontières, comme on l'avait fait précisément au traité de Vienne où le roi de Sardaigne s'était fait attribuer, et avait effectivement occupé, toute une collection de « fiefs » dits *impériaux*, théoriquement peut-être sous la dépendance de Vienne, mais qui étaient immédiatement et en fait du domaine réel de Gênes !

Et dans le cas, au contraire, où l'accord n'aurait pu se faire préalablement entre Turin et Madrid pour le partage du butin, et où le passage à travers les terres du royaume sarde

1. Relation de M. de La Marck. *Recueil*, etc., xii bis, Espagne, p. 237.

en deviendrait impossible ou tout au moins serait jugé trop difficile, ne fallait-il pas prévoir que cette armée espagnole rassemblée sur la rive droite du Var, à Antibes, pourrait être tentée sous le couvert d'une escadre espagnole, ou même franco-espagnole, — ce qui était parfaitement vraisemblable — de se jeter dans l'Italie du Nord en prenant terre près de Vintimille ou sur quelque autre point de la côtegénoise entre Vintimille et Savone ? Et dans ce cas que ferait Gênes ? L'Autriche installée à Milan, et sur tout le revers de l'Apennin génois, à Parme et Plaisance, tolérerait-elle que Gênes ne fit pas respecter sa neutralité ? Au premier signe de la menace espagnole l'Autriche ne prendrait-elle pas les devants en se saisissant des cols génois, ou même en descendant sur le rivage pour rejeter à la mer les envahisseurs ? Le Sénat de Gênes ne pouvait hésiter, en principe, sur la nécessité d'affirmer, et de soutenir, une neutralité impartiale : il n'avait pas perdu le souvenir de ce que lui avait coûté, au siècle précédent, une neutralité jugée partielle ! On comprendra donc facilement avec quelle anxiété le ministre génois à Paris s'efforça de saisir les moindres signes d'acquiescement ou de refus de la cour de Versailles aux demandes pressantes de celle de Madrid. Mais rien de décisif ne lui apparaissait ni dans un sens ni dans l'autre. Tout ce qu'il put dire dans sa dépêche du 16 janvier 1741 c'est qu'il tenait de bonne source que le cardinal « s'efforçait de contenir le plus possible les visées ambitieuses de l'Espagne » ¹. Il était fort bien renseigné car nous voyons qu'au même moment la Marck, l'ambassadeur de France à Madrid, s'efforçait de faire entendre raison, ou du moins de faire prendre patience, à la reine. Nous lisons, en effet, dans la relation de la Marck au retour de son ambassade :

Ce fut environ dans ce temps là que, la vivacité de la Reine la rendant impatiente d'exécuter les desseins qu'elle avoit peine de voir différer, demanda en France le libre passage pour un corps de troupe qu'elle vouloit envoyer en Italie. Mais j'eus ordre de lui faire con-

1. *Mi riviene che il Sig. Cardinale si studj di contenere al possibile le viste della Spagna.*

(Ag. Lomellini au Sénat de Gênes, Paris, 16 janvier 1741, in Archives d'Etat, Gênes, Lettere Ministri Francia, n. g. 2222, mazzo 46.)

naître que cette démarche de la France ¹ seroit prématurée et plus nuisible que profitable pour le but qu'on se propose puisque ce seroit annoncer à toute l'Europe des desseins qu'il est essentiel de ne faire paroître que lorsque la France aura pris tous ses arrangements. J'ajoutai les mauvaises suites que cela auroit, puisque ce n'étoit pas assez de traverser la France pour arriver aux Alpes ; il s'agissoit encore de traverser les Etats du roi de Sardaigne, ce qu'on ne pourroit pas faire sans que l'Espagne fût d'accord avec ce prince ; que si on entreprenoit de le forcer, ou par crainte ou par voie de fait, à livrer passage, on ne pouvoit douter qu'outré du peu de ménagement qu'on aurait eu pour lui, et dans la crainte de se voir encore exposé à pis, il ne cherchât avec empressement à s'accommoder avec les ennemis de la France et de l'Espagne, ce qui ôteroit à LL. MM. CC. toute communication avec la France et l'Espagne, et même toute espérance de retraite, en cas de quelque malheur, le chemin de mer étant fermé par les escadres que les Anglais tiennent dans la Méditerranée et celles qu'ils peuvent y envoyer lorsqu'ils le trouveront nécessaire.

La Marck ajoute que

LL. MM. CC. parurent touchées de ces raisons, puisqu'elles dirent qu'elles attendroient qu'elles fussent préalablement d'accord avec le Roi de Sardaigne.

Mais Lomellini ne pouvait savoir si la résistance du cardinal pourrait brider l'impatience de la cour d'Espagne, et surtout pour combien de temps ! D'autre part, si ses renseignements

1. L'éditeur du *Recueil des Instructions* (XII bis, Espagne, p. 237) met ici, après *France*, un *sic*, qui signifie évidemment que, dans son esprit, La Marck a voulu dire *Espagne*, ce qui est bien possible ; mais je crois plutôt que par *démarche de la France*, La Marck entend véritablement *l'attitude que la France prendrait au regard de l'Europe en accédant à la démarche de l'Espagne* qui après tout vient réellement d'être faite. Le 6 février, Lomellini écrit que

Wasner est informé, d'une source qu'il tient pour excellente, que le cardinal aurait refusé le passage aux troupes d'Espagne pour ce motif que permettre ce passage équivaldrait à une déclaration de guerre à la cour de Vienne et mettrait en garde toutes les puissances de l'Europe jalouses de l'agrandissement de la maison des Bourbons.

Lomellini ajoute « qu'il tient pour probable que le cardinal ne s'est pas encore positivement expliqué et ne cherche qu'à gagner du temps ».

... *Ho per probabile che il Sig. Cardinale non si sia ancora positivamente spiegato, ma che cerchi di pigliar tempo.*

Il sait que Fleury a dit à Madrid : Entendez-vous d'abord avec Turin.

lui donnaient à croire que l'Espagne était hors d'état de rassembler un nombre suffisant de navires de transport pour tenter le transport direct d'un corps expéditionnaire en Italie, en se passant ainsi du concours de la France, d'autres renseignements lui faisaient craindre que l'Angleterre ne fût pour le moment hors d'état de s'opposer au passage, au cas où l'Espagne pût après tout constituer le convoi.

Il était donc impossible pour le Sénat de Gênes de sortir d'appréhension du côté de l'ouest, et dans le même temps il apprenait que le grand-duc de Toscane, en bon mari de la reine de Hongrie, prévoyant le coup qui allait venir de l'Espagne, prenait déjà des dispositions pour le prévenir en se saisissant par surprise d'un point du golfe génois de la Spezia ! (Dépêche de Lomellini du 27 février 1741.)

Et comme si ce n'était pas assez de cette tenaille hispano-allemande qui menaçait de broyer la République, si étrangère qu'elle fût au débat et n'aspirât qu'à rester tranquille et neutre, de nouvelles menaces de complications s'accumulaient du côté de la Corse. Comme nous l'avons dit plus haut, à la fin de 1740 les Français, après avoir remis les Corses, par un judicieux dosage de diplomatie et de vigueur militaire, sous l'autorité de Gênes, s'apprêtaient à se rembarquer, comme il était convenu. Mais Gênes ne trouvait pas tout à fait son compte dans ce départ. Elle eût voulu auparavant que son autorité fût non seulement mieux rétablie mais renforcée. De l'amnistie générale qu'elle consentait à accorder aux rebelles pour pacifier les esprits, elle entendait excepter les principaux responsables et insistait même pour faire quelques exemples dont le souvenir fût une leçon pour les générations à venir. C'est ce que Lomellini s'efforçait de faire entendre au cardinal dès novembre 1740, mais, disait-il dans sa dépêche au Sénat en date du 24, sans le moindre succès. Le Cardinal lui répliquait que c'était une politique diamétralement opposée qui s'imposait désormais à Gênes en Corse, dans l'intérêt de la République comme dans celui des insulaires :

Regagner le cœur de ce peuple, éloigner de soi tout esprit de vengeance, ne pas obliger les chefs à chercher leur salut dans des actes

de désespoir, rendre le joug léger, telles sont les expressions toujours répétées du cardinal et du ministère ¹.

Et comme Lomellini représentait les dépenses énormes faites par la République pour venir à bout d'une révolte si longue et si obstinée, et la nécessité de perfectionner le système fiscal en Corse pour en obtenir compensation, les ministres français,

tout en reconnaissant la force de ces motifs, m'ont toujours fait comprendre la misère de ce peuple et l'impossibilité matérielle de tirer, pour le moment, de ce royaume de Corse épuisé, dépeuplé, et inculte, des contributions plus fortes que celles qu'il fournit actuellement ².

Le comte de Maurepas, de plus, chaque fois qu'il a été question de rechercher les moyens « de civiliser les peuples de l'île, de les accoutumer à l'agriculture et au commerce », n'a jamais manqué de faire sentir au ministre génois que le gouvernement de la Sérénissime aurait bien dû au cours de sa longue domination trouver le moyen de tirer de cette île de plus grands avantages, « de telle sorte que les Corses, tout en contribuant beaucoup plus aux finances génoises, fussent restés contents et tranquilles » ³.

La conclusion que donnait Versailles à ses conseils mêlés de récriminations c'était que, pour l'instant, la tâche de la France dans l'île était finie, et qu'elle n'avait plus par suite qu'à retirer ses troupes, dont elle prévoyait, en raison de l'état général de l'Europe, qu'elle pourrait bien avoir besoin !

Ainsi donc, un effet immédiat de l'ouverture de la succession d'Autriche et de l'incendie qu'elle venait d'allumer dans

1. *Riacquistare il cuore de'Popoli, allontanare ogni spirito di vendetta, non obbligare i capi a cercare la loro salute nella disperazione, rendere il giogo soave, sono state le costanti espressioni del Sig. Cardinale e del ministero.*

(Agostino Lomellini au Sénat de Gênes, Paris, 24 novembre 1740, Archives de Gênes, *ibid.*)

2. *Per quanto riconoscer dovessero i ministri l'evidenza di questi motivi, mi hanno sempre fatto comprendere la miseria de'Popoli e la reale impossibilità di ricavare per ora dal Regno esausto, spopolato ed inculto maggiore contribuzione della stabilita...* (id., *ibid.*)

3. *Tutte le volte che il Sig. Conte di Maurepas mi ha parlato delle providenze opportune a civilisare i Popoli della Corsica, ad assuefarli alla coltivazione e al commercio, mi ha fatto sempre sentire che avrebbero potuto V. V. S. S. Ser^{me} nel decorso del tempo ritrarre dal Regno una maggiore utilità e che i Corsi, molto più alle Finanze della Rep^{ca} contribuendo, sarebbero stati contenti e tranquilli.* (Id., *ibid.*)

le nord de l'Europe, c'était pour Gênes la perspective de se retrouver seule en présence des Corses mal soumis, alors qu'elle devait se préoccuper d'une violation possible, probable même, de sa neutralité, par l'Espagne du côté de Vintimille, et d'une violente réaction allemande et anglaise du côté de la Spezzia !

Il fallait éviter, à tout prix, une pareille *τροχουλα* de calamités ! Dès novembre 1740, le ministre génois insista pour que la France laissât du moins une partie de ses troupes en Corse. Il ne faisait pas mystère en même temps de l'intention de son gouvernement de demander à Marie-Thérèse l'exécution des promesses de son père, en ce qui concernait la Corse, c'est-à-dire l'engagement d'y entretenir un corps de troupes égal à celui qu'y emploierait la France — engagement que Marie-Thérèse était parfaitement prête à tenir, à ce que déclarait le ministre autrichien à Paris.

A ces suggestions, le cabinet de Versailles répondit sans tarder que l'empereur était mort et que l'engagement qu'il avait assumé, solidairement avec la France, passait non pas à sa fille héritière de la maison d'Autriche mais à *son successeur à l'empire*. Sur ce point, malgré l'insistance de Lomellini qui opinait en sens contraire, en faisant remarquer que c'était au titre de souverain possessionné en Italie, donc au titre autrichien, que Charles VI avait été amené à s'intéresser à la question corse, — Fleury fut catégorique : c'était, disait-il, le chef de l'empire qui avait stipulé et ses obligations ne pouvaient, par suite, passer qu'à son successeur à l'empire. La France ne pourrait donc admettre que l'archiduchesse d'Autriche, reine de Hongrie, se mêlât de cette affaire. Amelot et Maurepas avaient nettement parlé dans le même sens ¹. Il

1. Toute cette passe d'armes diplomatique, en conversations à Fontainebleau, vers la mi-novembre 1740. Le ministre génois en rend compte au gouvernement dans sa dépêche du 24 novembre. On remarquera que Lomellini en a discuté avec trois ministres : celui des affaires étrangères, celui de la marine, et le premier ministre lui-même. L'opposition des thèses porte sur le fait lui-même :

... *Rilevai che l'Impero non aveva avuta parte alcuna negli atti convenuti a questo riguardo, a i quali avevano potuto determinare il fu imperatore gli stati che possedeva in Italia. Replicò [Il cardinale] che assolutamente il Capo dell'Impero aveva stipulato e che ogni obbligazione doveva passare al successore... Il sig. di Mau-*

ne pouvait donc être question pour le moment que d'un corps français, très réduit, à laisser en Corse. Mais alors, observaient les ministres français, pour garantir ce corps, formé de quelques bataillons tout au plus, contre toute fâcheuse surprise, soit de la part des Corses soit de la part des Anglais, il devenait nécessaire qu'il fût solidement établi dans une ou deux places de sûreté — Calvi et Ajaccio par exemple —, dans lesquelles d'ailleurs tous les signes et attributs essentiels de la souveraineté génoise seraient respectés.

Lomellini exposait au Sénat génois cette attitude du cabinet de Versailles, dès le 24 novembre 1740. Il y ajoutait un intéressant commentaire : bien certainement, la France, tout en affectant une indifférence totale pour la Corse et en annonçant à bref délai le retrait complet de ses troupes, ne pouvait pas, au fond, renoncer si facilement à surveiller de là les mouvements de l'Angleterre en Méditerranée, mais spéculant sur l'intérêt de Gênes à ne pas perdre dans l'île mal domptée le secours indispensable des troupes françaises, elle entendait bien se faire payer ce service en se faisant donner, en fait, une ou deux places corses, où elle serait véritablement chez elle. C'était donc sur ce point qu'il fallait marchander, discuter, en cédant le moins possible, en prenant ses sûretés, car évidemment il n'était que trop vrai que Gênes ne pouvait se passer de la France. D'autant plus que l'évacuation totale entraînait la cessation de cette garantie du territoire continental que la France avait donnée à la République au moment de l'accord. Et cette garantie de son territoire continental devenait singulièrement précieuse pour Gênes avec toutes les menaces qui planaient d'une guerre générale.

Il est facile d'inférer des dépêches suivantes qu'il reçut l'ordre de faire traîner les choses en longueur, et sans insister davantage sur l'idée de faire revenir des troupes autrichiennes dans l'île, de s'arranger pour que les troupes françaises y demeuraissent aussi nombreuses que possible, et le plus longtemps possible, et avec la mission de coopérer, avec une nou-

repas mi disse in Fontainebleau : suppongo che non si parlerà più presentemente di truppe tedesche.

(Lomellini au Sénat, Paris, 24 novembre 1740. Archives de Gênes. Lett. Min. Francia, n. g. 2222-46.)

velle énergie, au rétablissement très effectif de la souveraineté génoise. Mais, vers le milieu de janvier 1741, le cabinet français commença à perdre patience. Amelot, si poli et si parfaitement courtois qu'il fût, puis Fleury lui-même firent vivement remarquer à Lomellini que la Corse était redevenue parfaitement tranquille, que les autorités génoises étaient partout réinstallées, que les tribunaux étaient rouverts, que l'administration avait repris son cours normal, que les Corses au reste avaient livré leurs armes, et qu'on ne voyait vraiment pas ce qu'on pouvait demander ou espérer de plus ! Le roi ne pouvait laisser se perpétuer le maintien de ses troupes en Corse, et supporter de ce fait, malgré la contribution de Gênes aux frais, une dépense qui depuis près de quatre ans ne s'élevait pas à moins de deux millions deux cent mille livres par an ! Que si la République tenait absolument à conserver le secours d'un corps réduit de troupes françaises, le roi se résignerait à le lui laisser mais aux conditions déjà indiquées ; que c'était à prendre ou à laisser et qu'il fallait enfin que le gouvernement génois prît son parti.

J'assurai à Son Eminence — rapporte Lomellini dans sa dépêche du 23 janvier — que Vos Seigneuries Sérénissimes se rendaient parfaitement compte combien était pesante la tâche que Sa Majesté très chrétienne avait assumée en faveur de Gênes ; que vous en conserveriez la plus vive et la plus respectueuse reconnaissance ; qu'il n'était pas question de perpétuer le maintien des troupes françaises dans le royaume de Corse, mais d'y achever avec leur aide l'œuvre glorieuse entreprise par la France, c'est-à-dire de convertir la tranquillité actuelle de la Corse en une soumission telle qu'elle la devait à son souverain naturel ; ... en définitive, qu'après avoir fait exécuter le règlement publié, et après avoir restauré véritablement l'autorité de la République, la France pourrait disposer de ses troupes ¹.

1. *Assicurai Sua Em^a che W. SS. Ser^{me} persuase erano che oneroso fosse a SMX^{ma} l'impegno assunto a Loro favore ; che conservata ne avrebbono la piu viva e la piu rispettosa riconoscenza ; che non si trattava di perpetuare la permanenza della truppe francesi nel Regno di Corsica ma di compire coll'assistenza della medesima l'opera gloriosa dalla Francia intrapresa, cioè di convertire la tranquillità attuale della Corsica nella dovuta sommissione al principe naturale ; ... che in somma posto in esecuzione il Regolamento, ristabilita di fatto l'autorità della Rep^a avrebbe potuto la Francia disporre delle sue truppe.*

(Agostino Lomellini au Sénat de Gênes, Paris, 23 janvier 1741. Archives de Gênes, Lett. Min. Fr., n. g. 2222-46.)

La discussion se prolongea. Le 11 février, Lomellini rend compte qu'il est allé jusqu'à soutenir que « la France n'avait pas le droit de retirer ses troupes avant d'avoir réduit la Corse d'une façon durable à sa première obéissance à la République ¹ ». Mais Amelot lui a répliqué nettement et Fleury lui a ensuite confirmé, que si Gênes n'acceptait pas les conditions mises au maintien de six bataillons — c'était le chiffre que le cabinet de Versailles acceptait éventuellement de laisser, — le maréchal Maillebois avait déjà reçu l'ordre de se rembarquer avec toutes ses troupes.

On pourrait croire, que dis-je ! on doit naturellement croire que pendant tout ce débat, si important, le ministre de France auprès de la République de Gênes a des instructions pour agir dans le sens voulu à Gênes. Il n'en est rien, et j'ai déjà, dans mon introduction, expliqué les raisons générales de son rôle passif. Il ne saurait être plus passif en l'espèce. Le 4 janvier, ayant vaguement ouï dire qu'il y avait une négociation engagée entre Versailles et Gênes, sur la Corse, mais ignorant tout de cette négociation, il écrit plaintivement — il y a de quoi ! — à son ministre :

Comme un bon et fidèle sujet du roy, je ne désire que la réussite de ce qui peut intéresser icy Sa Majesté, sans aucune curiosité sur ce que vous ne jugés pas à propos de me communiquer.

Il n'en sait d'ailleurs pas davantage du côté du gouvernement génois qui ne lui dit absolument rien, et ne laisse absolument rien transpirer de ses intentions. Le secret des discussions du Sénat est bien gardé ! Ces gens-là ne sont pas des bavards et la réputation de taciturnes que nos voyageurs leur font est méritée ! — En effet, le 11 janvier suivant, Jonville écrit à son ministre :

¹ ... *per quanto rilevassi non essere in diritto la Francia di ritirare le sue truppe prima di aver ridotta stabilmente la Corsica alla primiera ubbidienza della Rep^{ca}.*
(Id., 11 février 1741, *ibid.*)

Le Glay, dans son livre *La Corse pendant la guerre de la Succession d'Autriche*, ne dit rien de ce curieux dialogue franco-génois, où chacun tient un langage si inattendu ! Mais malgré le titre un peu trop général de son travail, Le Glay nous avertit, dans sa préface, qu'il entend se restreindre à l'« historique des entreprises anglaises, sardes et autrichiennes contre la Corse pendant la guerre de la Succession d'Autriche ».

Il n'a encore rien transpiré de la réponse qui a été envoyée par le retour du courrier de M. Lomellini ny de la résolution qui a été prise icy sur le projet d'arrangement que vous avez remis par ordre du roy à M. Lomellini pour la Corse. On est persuadé dans le public que les dépêches de ce courrier regardoient cette isle.

Et le 15 février, du même au même :

Comme j'ignore l'état ou est presentement la negociation de notre cour avec cette République sur les affaires de Corse, cela m'empêche de me former une idée des sentiments qu'elle peut avoir ¹...

Nous les connaissons par ailleurs : ils oscillaient entre des inquiétudes violemment contradictoires. D'une part, en effet, le ministre de Gênes à Paris ne doutait pas que, en tout état de cause, quel que fût le parti que la France se disposait à prendre au regard de Marie-Thérèse, la soutenir, la combattre ou voir venir, elle n'eût besoin de ses troupes de Corse pour se donner une attitude plus imposante sur le continent, son armée étant en ce moment fort réduite. D'ailleurs, l'hypothèse de la guerre générale paraissait de jour en jour plus probable. La France s'y préparait visiblement : on armait dans tous ses ports en vue de porter la flotte à cinquante vaisseaux de ligne. Or si la France évacuait complètement la Corse, comme elle venait de l'annoncer, Lomellini estimait « hors de doute », pour le lendemain de l'évacuation, un soulèvement général de la Corse ². Et pour aggraver les choses, dans cette

1. Ces trois dépêches de Jonville, aux Archives des affaires étrangères, Paris, *Correspondance politique de Gênes*, vol. CVI.

On ne sera pas étonné que, dans ces conditions, il insiste — *orat et obsecrat* ! — pour obtenir la permission « d'aller cete annee passer quelques mois en France où ma presence seroit tres necessaire, pour mes affaires personnelles »... Et on ne sera pas étonné que cette autorisation ne tarde pas trop à lui arriver. Amelot la lui donnera, après avoir consulté Fleury, par lettre du 6 juin suivant. Evidemment, puisqu'on lui interdisait tacitement, à Versailles et à Gênes, de s'occuper des affaires de France ou de celles de Gênes, c'était bien le moins qu'on lui permit de s'absenter quelques mois — en pleine période de négociations graves — pour s'occuper des siennes ! Et remarquons bien que si ce n'est pas un aigle ce n'est pas non plus un sot ! C'est le système, c'est la nature même des choses, abstraction faite de ce qu'il peut valoir personnellement, qui le réduisent à ce néant !

2... *ed in fatti è fuori di dubbio che se le truppe francesi uscissero tutte dal Regno una così funesta conseguenza [nuova generale sollevazione] se ne dovrebbe temere...*
(Agostino Lomellini au gouvernement génois, Paris, 11 février 1741. Archives de Gênes, Lett. Min. Francia n. g. 2222-46.)

hypothèse, c'était le moment où l'Espagne demandait formellement le passage en Languedoc et Provence du corps de trente mille hommes qu'elle destinait à l'Italie. Cette armée obligerait Gênes à se compromettre dans un sens ou dans l'autre. On pouvait craindre d'ailleurs, et le bruit en courait, que les Français partis, et Gênes abandonnée à son isolement, les Espagnols ne se jetassent en Corse pour leur propre compte. Un autre bruit courait, non moins inquiétant : on disait que l'Angleterre cherchant quelque monnaie d'échange avec l'Espagne pensait à se saisir de la Corse pour l'offrir à l'infant Don Philippe, ce qui avec Parme et Plaisance eût constitué pour lui un établissement décent ¹.

Pour écarter tous ces dangers, il n'y aurait eu qu'à souscrire aux conditions que posait Versailles au maintien des troupes françaises en Corse. Mais Lomellini et le Sénat s'obstinaient à ne pas croire que le cabinet français voulût vraiment évacuer la Corse. Cette menace d'évacuation totale était, pensaient-ils, certainement simulée. Ainsi, il n'y avait qu'à attendre : les troupes françaises resteraient, écartant ainsi le danger corse, le danger espagnol et le danger bri-

1. *Il sig. Vasnaer non lascia di temere che il cavale Walpole, indeciso vedendo ancora il destino di Corsica, possa riguardarla in lontananza come un titolo all' Infante D. Filippo che unito a Parma e Piacenza possa essere un progetto capace di contentare la corte di Spagna.*

(Agostino Lomellini au Sénat de Gênes, Paris, 16 janvier 1741. Archives de Gênes, *ibid.*)

Le Glay, dans son ouvrage *La Corse pendant la guerre de la Succession d'Autriche*, fait précisément pour illustrer les visées anglaises, sardes et autrichiennes sur la Corse pendant cette guerre, ne fait aucune allusion à cette idée, *comme idée anglaise*. Il en parle (p. 43, 44), en novembre 1741, comme d'une idée que la cour de Turin attribue artificieusement, à la cour de Madrid. Le ministre sarde des affaires étrangères, d'Ormea, demande à Fleury que, dans ce cas, on donne au roi de Sardaigne des compensations. Mais personne ne songeait à cela ni à Madrid ni à Versailles !! La paternité de cette idée — la Corse à l'infant, avec Parme et Plaisance, pour pacifier l'Espagne — était bien anglaise : le gouvernement anglais cherchera tenacement à la faire aboutir pendant les négociations d'Aix-la-Chapelle, comme nous le verrons. Il n'y a donc aucune raison pour supposer que Vasnaer calomnie Walpole. Rappelons (et sur ce point Le Glay, *ibid.*, ch. I, est très instructif) que le gouvernement anglais, malgré toutes les instances de Gênes, a refusé de lui garantir la possession de la Corse. D'une façon ou d'une autre, soit pour lui-même, soit pour le roi de Sardaigne, soit pour Marie-Thérèse, soit comme monnaie d'échange, il entend en disposer s'il y a lieu !

tannique, sans que l'avenir fût compromis par une adhésion aux exigences dangereuses de Versailles.

Il fallut bien cependant se rendre peu à peu à l'évidence. Au commencement de mai, cette évacuation si redoutée commença par le départ de quatre bataillons. Les inquiétudes génoises redoublèrent, mais le Sénat trouvait tous les partis à prendre également hasardeux. L'idée d'installer les troupes françaises dans deux places fortes le troublait. Ces places deviendraient des refuges pour les chefs rebelles, de vrais foyers d'insurrection morale, en attendant la reprise de la rébellion ouverte. Les Anglais pouvaient en outre voir là une violation intolérable de la neutralité génoise. Le Sénat continua donc à temporiser, tandis que détachement par détachement, bataillon par bataillon, sans se presser mais d'une façon continue, les troupes françaises se rembarquaient. A la fin juillet, l'évacuation se trouvait presque complètement achevée. L'anxiété génoise fut alors à son comble. D'autant plus que la guerre générale n'était plus désormais un spectre dont on pouvait toujours espérer qu'il allait s'évanouir ! La guerre générale était là : après avoir si longtemps couvé, elle s'allumait de toutes parts !

CHAPITRE IV

Les débuts de la guerre générale et la neutralité génoise.

La Sérénissime encore indemne
mais en grand danger, au milieu de l'incendie.

Pendant tout le premier semestre de 1741, la France était restée hésitante, observant, d'une part, le développement de la guerre anglo-espagnole — commencée par les Anglais, sans déclaration de guerre, dès juillet 1739¹ — et d'autre part

1. Date à laquelle les escadres anglaises avaient reçu ordre d'attaquer les Espagnols ; toutefois le gouvernement anglais se mit en règle avec ces formes en procédant à une déclaration de guerre le 19 octobre. Et la guerre ne commence véritablement, en grand style, que fin novembre par l'attaque et la prise de Porto-Bello, qui ne s'attendait pas aux hostilités. Sur le fond des choses, les historiens anglais eux-mêmes, avec une loyauté qui les honore, reconnaissent que l'Espagne ne faisait que se défendre. L'oreille d'un certain marin anglais, Jenkins, avait-elle ou n'avait-elle pas été coupée, près de dix ans auparavant, lors de la visite d'un navire contrebandier anglais par un garde-côte espagnol, nous n'en savons encore rien, malgré d'ardentes recherches érudites, mais ce qui est certain c'est que l'Angleterre, je veux dire le peuple anglais, n'en douta pas (l'oreille avait été produite à la barre de la Chambre des Communes par Jenkins lui-même !) et l'opinion publique déjà fort échauffée contre l'Espagne s'embrasa aussitôt. Jamais on ne vit mieux que les peuples peuvent être plus dangereux pour la paix que les gouvernements ! — « Guerre injuste et impolitique », dit John Richard Green (*A Short History of the English People*, ch. ix, p. 733, 1874), si largement représentatif de l'opinion moyenne anglaise moderne. Guerre injuste, répètent des historiens anglais plus récents et scientifiquement plus autorisés. Lecky (*A history of England in the Eighteenth century*, 1878, ch. III), n'hésite pas à écrire :

It is clear that in the essential points of difference England was in the wrong... Walpole himself had no doubt on the subject but he tried in vain to convince the country.

La *Cambridge modern History*, dans son volume VI, chapitre II (par H.-W. Temperley), fait le même aveu :

The war... was not indefensible on the grounds of national self interest, though it certainly was on those of justice and right.

celui de la guerre austro-prussienne commencée par la Prusse, avec moins encore de formalités, en décembre 1740 ! Entre les deux groupes de belligérants, rien, en principe, de commun, mais, en fait, des liens multiples n'allaient pas tarder à les enserrer inextricablement, et avec eux l'Europe entière. L'Espagne qui n'aspirait, en face de l'Angleterre, qu'à se défendre, à maintenir l'intégrité de son commerce avec ses possessions d'Amérique et l'intégrité de ces possessions elles-mêmes, était au contraire virtuellement mais violemment agressive contre l'Autriche et aspirait à se substituer à elle dans toute l'Italie, en payant le moins cher possible les services du roi de Sardaigne, portier des Alpes. D'autre part, Marie-Thérèse appelait l'Angleterre en Allemagne en exécution de son engagement de garantie de la Pragmatique, et elle y appelait également la Hollande pour le même raison. D'elle-même, la Russie accourait à son secours, enchantée de cette occasion de prendre la Prusse de flanc, dans le moment même où elle ne devait pas avoir trop de toutes ses forces pour se maintenir en Silésie et observer l'Angleterre, le Hanovre et la Hollande.

Dans le même temps, la France, placée géographiquement et moralement au milieu des deux groupes hostiles, se recueillait, observait, dans la plus grande incertitude qu'elle eût jamais connue. Ce qui était certain, c'est que de son attitude, dorénavant, devait dépendre la localisation des deux guerres anglo-espagnole et austro-prussienne, ou la guerre générale. Dans sa dépêche du 15 mai 1741, le ministre génois l'exposait à son gouvernement dans des termes d'une singulière netteté :

Le roi de Prusse sera bien obligé de traiter si la France ne le soutient pas, et si la France le soutient, la guerre générale est inévitable. L'amour de la paix que professe le cardinal Fleury et les obligations que la France a assumées dans le traité de Vienne devraient écarter toute crainte, mais l'hostilité invétérée de cette nation pour la maison d'Autriche, l'opposition ouverte qui s'affirme ici à l'élection du grand duc à l'empire, opposition qui serait vaine sans l'emploi de la force, le désir de favoriser l'électeur de Bavière et l'Espagne peuvent tenir toute conjecture en suspens ¹.

1. *Il Re di Prussia sarà nella necessità di aggiustarsi se non è dalla Francia sostenuto e quando lo sia, sarà inevitabile una guerra generale. Le massime,*

Il est bien certain qu'en droit le respect de la Pragmatique, c'est-à-dire le fait de reconnaître le droit de succession de Marie-Thérèse sur les Etats héréditaires de Charles VI, était entièrement distinct de la question de la succession à l'empire. La France avait non seulement liberté, juridiquement, de régler sur ce point son attitude sur ses intérêts, mais encore, d'autre part, son intérêt vital lui commandait avec évidence de profiter de l'occasion pour disjoindre, s'il se pouvait, l'énorme accumulation de force que constituait la réunion, sous un même sceptre, de la monarchie austro-hongroise et de l'Empire germanique, cette puissance monstrueuse disposant par surcroît, au besoin, contre la France, et des marches belges et de la plus grande partie de l'Italie du Nord ! Lorsque le parti du comte de Belle-Isle déclarait que le cardinal serait comptable au regard de la postérité d'une politique qui laisserait la France exposée, comme par le passé, aux coups de cette puissance formidable, on est bien obligé d'avouer qu'il y avait là autre chose que le cri d'une noblesse désœuvrée et l'expression d'un préjugé anti-autrichien périmé¹. Si Fleury lui-même finit par capituler, c'est parce que Fleury lui-même, après tant de gages donnés à son amour de la paix et avec un pied dans la tombe, devait être sensible à d'aussi redoutables menaces. Les alliés de la France dans la lutte contre ces dangers étaient certes peu sympathiques : Frédéric, après avoir écrit l'*Anti-Machiavel*, s'était révélé en quelques

pacifiche del sig. card. de Fleury e gli obblighi assonti nel trattato di Vienna dove bbero allontanare il timore, ciò non ostante l'inveterato contragenio di questa nazione per la casa austriaca, la manifesta opposizione che qui si palesa riguardo l'elezione del gran duca alla dignità imperiale, opposizione che inutile riuscirebbe senza impiegarvi la forza, il desiderio di favorire l'elettor di Baviera e la Spagna puonno tener le congetture in sospenso.

(Agostino Lomellini au Sénat de Gênes, Paris, 15 mai 1741. Archives de Gênes, n. g. 2222, mazzo 46.)

1. M. Emile Bourgeois, dans son *Manuel historique de politique étrangère* (t. I, ch. xiv), s'efforce de nous persuader que dans la politique du parti de Belle-Isle, il n'y a pas autre chose. Je ne puis voir dans cette thèse, comme dans celle du duc de Broglie, que la déformation de la réalité et des virtualités du XVIII^e siècle, sous l'influence des événements de la fin du XIX^e. Le spectacle de l'Autriche de Sadowa se substitue dans cette thèse à la claire notion de ce que pouvait l'Autriche de 1741, si on lui permettait de ressaisir le sceptre de l'Empire germanique et d'attaquer la France, le jour où elle le voudrait, et elle le voulut en 1792, en ayant son centre sur le Rhin, sa droite à Bruxelles et sa gauche à Milan.

semaines, et allait rester pendant tout son règne, le prince le plus machiavélique de l'histoire ; l'électeur de Bavière n'était peut-être pas de bien meilleure foi dans ses revendications ; Elisabeth Farnèse, devenue d'insignifiante petite princesse italienne reine d'Espagne, que dis-je ! de fait véritable *Roi* d'Espagne, était probablement la femme la plus antipathique, et politiquement la plus immorale, d'un temps fertile en immoralité politique, mais, outre que leurs convoitises tendaient, en fait, à un plus juste équilibre de l'Europe, tout cela n'empêchait pas que le droit de la France, et son intérêt vital, à essayer d'empêcher le mari de Marie-Thérèse d'accéder à l'empire, ne fussent, en définitive, tout à fait clairs ! C'est ce qui fit la force du maréchal de Belle-Isle lorsque, de retour d'Allemagne, de Francfort et du camp de Frédéric, il plaïda, avec une fougue passionnée, pour l'exécution immédiate du traité d'alliance qu'il venait de conclure avec la Prusse, c'est-à-dire pour l'entrée en guerre contre Marie-Thérèse. Entrer en guerre contre l'Autriche, c'était sans doute s'exposer à se trouver aussi en face des Anglais en Allemagne, s'ils répondaient à l'appel de Marie-Thérèse. Mais en tout état de cause, la guerre avec l'Angleterre n'était-elle pas inévitable par suite de la solidarité qui liait la France à l'Espagne, solidarité qui ne résultait pas seulement des liens de famille entre les Bourbons de France et ceux d'Espagne, mais aussi et surtout du fait que l'agression anglaise sur le commerce et les colonies de l'Espagne en Amérique se répéterait évidemment contre le commerce et les colonies de la France dans le Nouveau Monde, si elle était encouragée par le succès ! Mieux valait faire bloc tout de suite, et c'est en somme ce que la France venait de faire, moralement tout au moins, en attendant mieux, en envoyant une escadre croiser en Amérique. La guerre maritime franco-anglaise, moralement déclenchée, avait déjà pris corps sous forme d'incidents répétés et même de véritables combats partiels, sous prétexte de méprises. S'il fallait faire la guerre sur mer à l'Angleterre, la France et l'Espagne n'avaient pas trop de leurs forces réunies pour la faire, tant était grand le délabrement de leurs marines.

C'est pourquoi les gestes décisifs à la fin du premier semestre de 1741 s'étaient précipités : le 18 mai, accord franco-hispano-

bavarois à Nymphenbourg, tenu secret bien entendu jusqu'à nouvel ordre ; le 5 juin, le pas décisif est franchi. L'alliance est signée entre la France et la Prusse. L'article 1^{er} stipule « amitié et correspondance sincère » entre les deux pays « dès ce jour et pour toujours ». L'article 3 stipule qu'en cas de guerre on ne fera jamais de paix séparée. L'article 4 constitue promesse de concert pour « faire porter au trône impérial le prince qui sera le plus propre à maintenir les prérogatives des princes de l'empire ». L'article 8 dispose que « le présent traité d'alliance défensive durera l'espace de quinze ans ».

Suivent quatre articles séparés et secrets. Le premier précise le rôle d'auxiliaire que va prendre le roi de France à l'égard de l'électeur de Bavière pour le mettre à couvert de tout péril dans l'exercice de son droit de revendication sur l'héritage autrichien, droit que l'électeur allait exercer par les armes, Marie-Thérèse ayant refusé le débat juridique. Le second de ces articles donne à la Prusse la garantie française pour la possession de la basse Silésie, Breslau compris ; — par contre, le roi de Prusse renonce à ses prétentions sur Bergue et Juliers en faveur de la maison palatine de Sulzbach. Le troisième prévoit une alliance prusso-suédoise contre la Russie alliée de l'Autriche. Et enfin, le quatrième dispose qu'il y aura concert d'efforts pour faire élire l'électeur de Bavière à l'Empire ¹.

De toutes ces dispositions, celle qui assurait à Frédéric la garantie française pour la basse Silésie constituait évidemment une violation de la Pragmatique, mais on était déjà, moralement tout au moins, dans l'engrenage de la guerre par suite du refus catégorique de Marie-Thérèse d'accepter un débat juridique sur ses droits avec qui que ce fût, et de sa volonté désormais certaine de porter son mari à l'empire envers et contre tous.

4. J'ai fait allusion plus haut à l'aveu du meilleur historien anglais de cette guerre, — au point de vue diplomatique — que la France était parfaitement libre sur les question élection à l'Empire. Son texte mérite ici d'être cité :

By supporting the candidature in the Empire of Charles Albert of Bavaria, France would discharge its obligations to the house of Wittelsbach, without incurring blame for any departure from that guarantee of the Pragmatic sanction by which France had purchased the reversion of Lorraine.

(Richard Lodge. *Studies in Eighteenth Century diplomacy*, ch. III, p. 81.)

Le jour même où on signait ce traité, premier acte de la guerre générale, le ministre de Gênes à Paris signalait à son gouvernement qu'on recrutait en France pour augmenter de dix hommes toutes les compagnies d'infanterie, soit au total 30.000 hommes d'augmentation. Ce recrutement, dit-il, se fait vite et bien, et on attend d'un jour à l'autre un ordre similaire pour l'augmentation de la cavalerie. Les ports militaires français sont en effervescence : on parle de l'envoi d'une escadre française dans la Baltique, évidemment pour paralyser la menace russe contre Frédéric ; mais cet envoi semble bientôt ajourné *sine die* à l'annonce — exagérée — du progrès des Anglais contre les Espagnols à Carthagène en Amérique.

Le 3 juillet, il signale que, bien qu'il n'y ait rien encore d'officiel qui la rende certaine, il n'est bruit dans le public que de guerre générale. Ce qui est certain, note-t-il le 10 juillet, c'est qu'on vient d'affirmer la fourniture des munitions à M. du Vernai, qui avait eu cette ferme dans la guerre précédente. On parle d'un impôt de 10 % sur la rente. Nombre d'officiers ont reçu l'ordre de préparer leurs tentes et tout ce qu'il leur faut pour entrer en campagne. Le plan de campagne transpire même dans le public : il y aurait une armée de la Moselle et une armée du Rhin. On mettrait trente mille hommes à la disposition de l'électeur de Bavière pour le mener à Prague, où il se ferait couronner comme roi de Bohême. On parle de la disgrâce imminente du cardinal coupable d'avoir trop résisté au parti de la guerre et suspect de ne la préparer qu'avec mollesse. D'ailleurs, la maîtresse du roi — la comtesse de Mailly — et nombre de personnages influents à la cour se prononcent contre lui ! Il se retirerait dans ses terres. Amelot également serait remplacé aux affaires étrangères et par le frère même du maréchal de Belle-Isle ! Les nouvelles de Carthagène, en Amérique, d'abord mauvaises, deviennent tout à fait bonnes. Les Anglais ont complètement échoué dans leur tentative. Le prestige de l'Espagne et la confiance de tout le monde montent d'heure en heure, on ne doute plus que l'armée espagnole, rassemblée en Catalogne pour l'expédition d'Italie, n'obtienne le passage dans la France méridionale et ne commence bientôt son mouvement. Au reste, le bruit court, au même moment, que Versailles,

Turin et Madrid sont enfin d'accord. Or c'est précisément sur ces entrefaites, et dans cette atmosphère d'optimisme, que le bouillant maréchal de Belle-Isle revient de son ambassade auprès de Frédéric : on sent le passage de ce météore dans la dépêche de Lomellini du 17 juillet :

Il est arrivé lundi soir à Versailles et doit repartir demain ou mercredi à Francfort. Il a eu des conférences continues avec les ministres. Mercredi il a assisté au Conseil qui s'est tenu sous la présidence du roi et auquel ont été admis cinq autres maréchaux de France. Puis, vendredi, il a eu à Issy une longue entrevue avec le cardinal, entrevue à laquelle ont assisté tous les ministres d'Etat ¹.

Les décisions graves, naturellement se précipitent : le même jour 17 juillet, Lomellini informe le Sénat de Gênes que presque tous les colonels ont reçu par circulaire l'ordre de se trouver à leurs régiments au 1^{er} août. Et enfin, ce qui fait passer le premier souffle de la tempête prochaine par-dessus les Alpes, le bruit se répand qu'un corps de quinze mille Français doit coopérer à la descente en Italie. Le roi de Sardaigne en aurait même fait une condition *sine qua non* de sa propre intervention aux côtés des alliés contre l'Autriche.

Le ministre génois est évidemment assez bien informé, —assez bien seulement —comme on peut s'en rendre compte en lisant la dépêche d'Amelot au ministre de France à Turin, le marquis de Saint-Nectaire, en date du 26 juin :

Dans ces circonstances, il est évident que les troupes de Sa Majesté catholique jointes à celles du roi des Deux-Siciles, sont plus que suffisantes, avec celles du roi de Sardaigne, pour faire la conquête de l'Italie.

Cependant, comme les moments sont précieux, et que l'arrivée des Espagnols pourroit être différée à cause de la difficulté que l'amiral Haddock peut mettre à leur passage, et que d'ailleurs le roi de Sardaigne a marqué une ferme résolution de ne vouloir rien entreprendre qu'avec le concours de la France, Sa Majesté s'est déterminée à condescendre aux désirs de ce prince et d'une manière qui

1. Il Sig. maresciallo di Belleisle giunse la sera dello scorso lunedì a Versaglies e deve dimani o mercoledì ritornare a Francfort. Ha avute egli continue conferenze col regio Ministero. Assistette mercoledì al real consiglio, a cui furono ammessi cinque altri marescialli di Francia, e successivamente in Issy venerdì passato ebbe lungo congresso col sig. Cardinale, a cui tutti i ministri di stato intervennero.

(Ag. Lomellini au Sénat de Gênes, Paris, 17 juillet 1741, Archives de Gênes, 2222-46.)

doit même lui être plus agréable puisque ce n'est qu'avec lui que Sa Majesté veut traiter.

Vous pouvez donc offrir au roi de Sardaigne de faire avec Sa Majesté un traité secret par lequel le roi s'engagera à lui fournir un certain nombre de troupes auxiliaires qui se joindront aux troupes du roi de Sardaigne pour le mettre en état d'agir, s'il le juge à propos, même avant l'arrivée des Espagnols. Sa Majesté voudra bien de plus lui garantir ses conquêtes. Le traité du roi de Sardaigne avec l'Espagne doit marcher d'un pas égal, puisque, avant toutes choses, il faut convenir d'un partage entre les cours de Madrid et de Turin, de manière qu'il ne puisse y avoir aucune dispute par la suite. Mais le meilleur moyen d'accélérer ce partage seroit d'en faire un projet comme je vous l'ai déjà marqué entre le roi et le roi de Sardaigne, qu'on pourroit ensuite présenter à Sa Majesté catholique.

Comme ce point est fort délicat vous tâcherez de faire parler M. d'Ormea le premier et de le voir venir. Vous sonderez s'il n'y auroit pas moyen de nous faire céder la Savoie ¹. M. d'Ormea vous en a parlé plus d'une fois comme d'un arrangement très faisable, dès que le roi de Sardaigne trouveroit ses avantages d'un autre côté ; et il vous a témoigné lui-même que quoique dans la dernière guerre la France eût déclaré qu'elle ne vouloit rien pour elle, il avoit toujours pensé qu'il étoit juste que Sa Majesté eût un dédommage-

1. C'étoit une idée déjà fort ancienne pour la diplomatie française : Henri IV l'avait eue et avait cherché à la réaliser par son traité avec le duc de Savoie en 1610. Richelieu l'avait reprise en 1635 dans son traité de Rivoli avec la duchesse Christine. Louis XIV l'avait inscrite dans son traité d'alliance offensive avec Victor-Amédée de 1696. Le principe est toujours le même : aider le duc de Savoie à se rendre maître du Milanais et en obtenir la Savoie. C'étoit tout simple et tout naturel en ces divers temps, alors que l'Espagne, maîtresse du Milanais depuis Charles-Quint, étoit une des plus redoutables ennemies de la France, mais tout changea lorsque par suite de l'avènement d'un petit-fils de Louis XIV à Madrid, la France fut amenée à défendre ses intérêts, en Italie comme ailleurs. En 1701, le duc de Savoie, allié de Louis XIV, essaie en vain de lui faire accepter un pacte secret en vertu duquel la France lui aurait assuré le Milanais en échange non plus seulement de la Savoie mais en outre du comté de Nice et de la vallée de Barcelonnette. Mais Louis XIV ne pouvait évidemment trahir ainsi les intérêts de son petit-fils au profit d'un allié et à l'occasion précisément d'un traité d'alliance entre France, Espagne et Savoie ! L'idée fut tout naturellement reprise lorsque les Autrichiens, au traité d'Utrecht, remplacèrent les Espagnols en Lombardie, mais comme l'Espagne ne renonçait pas à reconquérir ses vastes possessions d'Italie, sinon à titre de domaine direct, du moins comme apanages pour des infants, toute négociation entre la France et le nouveau royaume de Sardaigne sur la base de cette antique formule se trouva paralysée par cette prétention de la cour de Madrid s'interposant entre Versailles et Turin. On ne pourra plus satisfaire à la fois Turin et Madrid en Lombardie et par suite il deviendra pratiquement impossible de se faire rétrocéder la Savoie.

ment, à plus forte raison aujourd'hui que Sa Majesté n'est excitée que par l'intérêt de ses alliés. Il est vrai qu'il faudra laisser alors une plus grande portion au roi de Sardaigne dans l'Italie. Mais si on lui cédoit tout le Milanois jusqu'à l'Adda, ce prince en nous abandonnant la Savoie gagneroit encore beaucoup. Il resteroit à l'infant Don Philippe Parme et Plaisance, le Crémonois et le duché de Mantoue. Ce duché entre les mains de l'infant ne doit plus causer aujourd'hui le même ombrage au roi de Sardaigne dès que la Toscane en est détachée.

D'ailleurs il faut bien donner un partage honnête au prince fils du roi d'Espagne, qui est en même temps gendre du roi. Vous comprenez bien que ce n'est pourtant là qu'une première vue qui est susceptible de modification...

A l'égard du nombre de troupes que le roi fourniroit au roi de Sardaigne, en vertu du traité secret, le roi ne croit pas qu'il doive excéder 8 ou 10.000 hommes, non seulement parce qu'un nombre plus considérable seroit inutile, mais aussi parce qu'étant nécessaire d'agir en même temps de différents côtés, Sa Majesté emploiera plus utilement ailleurs les troupes qu'elle fournira de moins pour l'Italie ¹.

Comme on le voit le « traité secret » entre France et Sardaigne est à peine *suggéré* qu'il est connu, dans sa clause essentielle, du ministre génois ! A un certain point de vue, ce projet a quelque chose de rassurant pour Gênes : si Français et Espagnols descendent en Italie d'accord avec le roi de Sardaigne et à travers ses Etats, Gênes n'a pas à craindre de voir sa neutralité violée par eux ; elle pourra assister dans une sécurité relative à la lutte en Lombardie des armées franco-hispano-piémontaises contre les Autrichiens, comme elle l'a fait dans la guerre précédente. Mais il y aura en revanche deux autres dangers : d'abord celui des susceptibilités anglaises qui surveilleront évidemment de très près la sincérité de la neutralité génoise, et, même sans provocation, seront bien tentés de débarquer, en Corse, soit que les Corses n'étant plus contenus par la France dans l'obéissance génoise les appellent, soit que la présence de quelque contingent français dans l'île constitue à leurs yeux une provocation et une tentation. Le deuxième danger, comme nous l'avons

1. *Recueil des Instructions aux ambassadeurs et ministres de France, Savoie, Sardaigne et Mantoue, op. cit., t. I, p. 382-383.*

noté déjà, c'est, à la paix, la manière sarde de s'accommoder au détriment de Gênes sans même crier gare ! Et la France alliée du roi de Sardaigne fermera les yeux, surtout si les rapports entre France et Gênes sont devenus moins cordiaux, et c'est précisément ce qui se produit ! La France, en effet, très mécontente du refus de Gênes de lui céder provisoirement deux places de sûreté en Corse, ce qui lui eût permis d'y garder pied avec peu de forces, évacue l'île mais manifeste sa mauvaise humeur de toutes les manières, à propos même des incidents les plus chétifs. Il y a à ce moment une affaire de portier français — à la vérité le portier de la légation de France ! — et de sbire génois, sur laquelle le pauvre Lomellini et le Sénat s'exténuent à donner satisfaction au roi qui n'a pas dédaigné de se mêler lui-même de cette affaire ¹. Mais ce n'est qu'un prétexte ! Maurepas, à propos d'un Génois protégé français qui n'a pas été traité avec assez d'égards, fait une sortie au ministre génois. Il en fait une autre plus vive et mieux justifiée à propos de l'abus que commettent les navires de commerce génois en se couvrant du pavillon français pour imposer respect aux Barbaresques. Sur cet abus, la France avait jusque-là fermé les yeux en raison des bonnes relations entre les deux Etats, mais ces relations étant devenues aigres-douces, elle n'entend plus le tolérer : les frégates françaises ont reçu l'ordre de le réprimer durement. Nous n'avons,

1. Et à plus forte raison, comme on peut bien le penser, notre envoyé extraordinaire à Gênes ! Le malheureux a trouvé enfin un sujet pour ses dépêches hebdomadaires : du 22 mars 1741 au 30 mai il en profite, intarissablement. A Versailles on est partagé entre le sentiment du ridicule de l'affaire et la tentation d'en user un peu plus pour ennuyer le gouvernement génois, qu'on finira par contraindre à emprisonner son agent de police, dont la culpabilité ne m'apparaît pas, je le dis à ma honte, et malgré toute mon attention, je le dis aussi à ma honte, à voir clair dans son cas ! Jonville n'admettait pas qu'il pût s'en tirer à moins de « quelques mois de galères », mais ayant enfin obtenu son incarcération, et la pauvre femme de l'agent étant venue pleurer avec ses enfants à la légation de France, notre envoyé agit aussitôt, avec la même énergie, pour le faire libérer et nourrit la pauvre famille ! Grâce à ce joli geste, venu du cœur, un Français peut raconter sans rougir cette ridicule mais divertissante et instructive histoire !

(Archives des affaires étrangères, Paris, *Correspondance politique de Gênes, Jonville à Amelot et Amelot à Jonville, de mars à fin mai 1741*, vol. CVI et CVII, et bien entendu Archives de Gênes, même période. Lett. Min. Fr. 2222-46.)

dit Maurepas à Lomellini, aucune raison de ménager Gênes, puisqu'elle manifeste à l'égard de la France autant d'aversion que le font les Tunisiens ! Et il traite avec ironie le vœu instant de Gênes de se voir garantir par la France ses territoires de terre ferme ! Que la République se tire d'affaire comme elle pourra avec les Anglais qui évidemment convoitent la Spezzia et avec le roi de Sardaigne qui convoite Savone ! La France s'en désintéresse ! Dans le même temps — fin juin — Lomellini a une entrevue avec le maréchal de Maillebois qui revient de Corse et va recevoir un gros commandement dans la guerre contre l'Autriche. Maillebois lui déclare rudement que la Corse n'attend pour se soulever à nouveau contre Gênes que le départ du dernier soldat français et que Gênes est hors d'état de dompter avec ses seules forces le soulèvement, qu'elle perdra donc l'île irrévocablement et l'amitié de la France par surcroît ! Il ajoute avec sa rude franchise de soldat parfaitement au courant des intentions de la cour, que si Gênes s'avisait, en désespoir de cause, de céder ses droits sur la Corse aux Anglais, ou à quelque autre puissance, la France ne le tolérerait pas et traiterait dès lors Gênes en ennemie ¹ !

Etourdi par ces coups de massue successifs, le malheureux Lomellini adjure le Sénat de ne pas s'aliéner irrémédiablement la France. Dans l'état présent des affaires de l'Europe, écrit-il, Gênes ne se sauvera que si elle garde l'amitié de la France. C'est le 24 juillet qu'il pousse ce cri d'alarme. Dans la nuit du 14 au 15 août les premières colonnes de l'armée française d'Allemagne franchissaient le Rhin. Cette armée, selon l'état qu'avait réussi à se procurer Lomellini ², comprenait 44 bataillons d'infanterie, 12 compagnies franches, 100 escadrons et 6 compagnies franches de dragons, soit plus de quarante mille hommes. Elle avait officiellement qualité d'armée auxiliaire mise à la disposition de l'électeur de Bavière pour l'aider à faire valoir ses droits, et ledit électeur en

1. Sur ces deux entrevues orageuses, voir les dépêches de Lomellini au Sénat de Gênes, les 19 et 26 juin 1741 (Archives de Gênes, *ibid*).

2. Les listes des corps composant les armées françaises d'Allemagne ou de la Meuse sont jointes aux dépêches de Lomellini du 21 août et du 11 septembre 1741 (Archives de Gênes, *ibid*.).

recevait le commandement avec le titre de lieutenant général du roi de France. D'autre part, le maréchal de Maillebois rassemblait autour de Givet une armée dite de la Meuse, destinée à menacer les Pays-Bas autrichiens ou le Hanovre et dont la force était équivalente à celle de l'armée d'Allemagne selon les précisions que fournissait également Lomellini au Sénat de Gênes. Au même moment, la Suède, évidemment d'accord avec la France, et pour venir au secours de Frédéric engagé en Silésie, déclarait la guerre à la Russie, alliée de l'Autriche. Comme l'avait prévu Lomellini dans sa dépêche du 17 juillet, « le feu s'allumait à la fois de toutes parts ».

CHAPITRE V

La neutralité de plus en plus anxieuse de Gênes.

Flux et reflux de la guerre.

Menaces sardes et insinuations espagnoles (août 1741-octobre 1742).

Le ferme dessein de la Sérénissime de maintenir sa neutralité entre tous les belligérants, actuels et virtuels, et même de ne donner à aucun de légitimes sujets de plainte, allait se trouver mis à rude épreuve. De tous les côtés, et continuellement, elle allait se trouver en butte à des doléances formulées sur un ton plus ou moins menaçant jusqu'au jour où, par un acte de perfidie et de brutalité véritablement incroyables, elle allait être contrainte de choisir, d'une part, entre le suicide moral et politique et, d'autre part, tous les risques de la participation à cette mêlée acharnée.

Dès le 14 août 1741, l'envoyé génois signalait de Paris à son gouvernement, que son collègue bavarois venait de se plaindre à lui de l'impossibilité où se trouvaient les agents de l'électeur de Bavière de trouver argent à emprunter à Gênes, alors que le grand-duc de Toscane en avait trouvé sans peine, aux conditions mêmes que l'électeur de Bavière était prêt à accepter, et même à des conditions moins avantageuses pour les banquiers génois. Pour souligner cette plainte, Amelot et Fleury s'en faisaient simultanément les interprètes ¹.

1. Jonville, en effet, et même, après son départ en congé, Dupont son secrétaire, avaient réussi à obtenir quelques renseignements fort vagues sur les tentatives de l'électeur de Bavière et du grand-duc de Toscane pour emprunter à Gênes. Le premier offrait, paraît-il, en gage, des pierreries, et le second de l'argenterie ! Le premier échouera dans sa tentative, le second réussira ! (Jonville à Amelot,

Ils avaient beau jeu pour se plaindre ouvertement de ces sentiments d'austrophilie que les instructions à un envoyé du roi signalaient déjà quatorze ans auparavant comme le complément de la gallophobie génoise. Les instructions parlaient du « penchant naturel et aveugle » d'une bonne partie de la noblesse pour la maison d'Autriche, et voyaient d'autre part dans le souvenir inoubliable du bombardement de Gênes, sous Louis XIV, « la cause de l'antipathie du peuple de Gênes pour les Français » ¹. Malgré la collaboration franco-génoise en Corse qui aurait dû depuis effacer ces mauvais souvenirs, ce passé qui ne remontait qu'à guère plus d'un demi-siècle, menaçait d'envenimer les moindres griefs nouveaux. A celui que les ministres français et bavaïois formulaient dans un accord inquiétant, l'envoyé génois ne put répondre qu'en termes vagues et peu convaincants, en assurant qu'il ne pouvait y avoir là que l'effet de convenances privées, d'intérêts particuliers qui ne pouvaient engager en rien le gouvernement de Gênes. Mais Amelot ne tardait pas à lui prouver que si l'emprunt bavaïois n'avait pu se conclure à Gênes,

31 mai 1741, Dupont à Amelot, 28 juin 1741, Arch. des aff. étr., Paris, *Corresp. de Gênes*, vol. CVII.) On en concluait à Versailles que les sympathies génoises étaient tout acquises au grand-duc contre l'électeur. Peut-être fallait-il simplement en conclure que l'argenterie du grand-duc était de valeur certaine et que les pierreries de l'électeur étaient de valeur incertaine !

1. Mémoire de Maurepas pour notre envoyé à Gênes, en 1727). (*Instructions*, etc., t. XIX.) Je vois que Jonville formule ce grief à plusieurs reprises :

... Leur haine pour nous augmente tous les jours ainsy que leurs mauvaises manières pour moy (Lettre à Amelot, 4 janvier 1741) ; ils sont, comme j'ay eu l'honneur de vous le marquer plusieurs fois, très zélés pour la maison d'Autriche... (*id.*, 1^{er} février 1741.) — Je pense que sur toutes les affaires présentes et à venir ces républicains seront plus portez à favoriser la cour de Vienne et même celle de Londres qu'aucune autre (*id.*, 1^{er} mars 1741), etc.

(Archives du ministère des affaires étrangères, Paris, *Correspondance politique de Gênes*, vol. CVI.)

Il donne d'ailleurs de cette orientation de leurs sympathies une raison qui n'a rien de sentimental : c'est qu'ils ont beaucoup d'argent placé dans les Etats de la maison d'Autriche. Maurepas se fait souvent l'écho de ces doléances dans ses sorties fougueuses contre le ministre génois à Paris, et celui-ci nie énergiquement les sentiments de gallophobie prêtés à sa République.

(Voir, par ex., sa dépêche du 27 juin 1741 au Sénat. Archives de Gênes, vide *supra*.)

c'était parce que le gouvernement de Vienne était intervenu avec la menace de cesser de payer les rentes dues par Vienne aux particuliers génois ses créanciers, si cet emprunt se faisait. Et Lomellini ne pouvait, dans son embarras, et d'ailleurs fort mal renseigné sur le fond de l'affaire, que persister dans son assurance vague et peu satisfaisante qu'il ne pouvait être question là que d'intérêts commerciaux privés où son gouvernement n'avait rien à voir.

La France avait d'autant plus le droit de demander à Gênes qu'elle ne favorisât pas ses adversaires, qu'elle lui donnait en ce moment une preuve éclatante de loyauté : le 2 octobre, le cardinal Fleury informait l'envoyé génois que l'évacuation de la Corse par les troupes françaises était entièrement accomplie. Sans doute, Gênes ne pouvait en éprouver une satisfaction sans mélange. Comme nous l'avons dit plus haut, elle craignait, non sans raison, que cette évacuation ne fût le signal d'une nouvelle insurrection corse, et elle avait bien espéré, tout en le redoutant, que les Français ne sortiraient pas de sitôt de l'île, que les agents génois prétendaient mal pacifiée et où, en tout cas, la souveraineté génoise était encore loin d'être solidement rétablie. Si les Français s'étaient déclarés prêts à rester plus longtemps, bien qu'en plus petit nombre, c'était à des conditions — la concession temporaire de deux places de sûreté — que Gênes n'avait pas cru pouvoir accepter. Mais en même temps, elle avait espéré que les Français passeraient outre à ce non-consentement et lui feraient douce violence en occupant sans plus de formalités les deux places en question ! C'était un état d'esprit bien singulier et cependant facilement explicable par le désir des chefs de la République de paraître avoir cédé à la force, en se résignant à une diminution morale qui aurait sauvegardé les intérêts immédiats de Gênes. Maurepas, d'un air à la fois confidentiel et ironique, dit à Lomellini que Villemur, l'officier français chargé d'achever l'évacuation de l'île, lui avait dit que les représentants de la République en Corse s'attendaient évidemment à tout autre chose qu'à cette évacuation, mais que cet officier n'avait pas cru pouvoir, sans ordre de la cour, procéder à l'occupation refusée pour la forme et consentie au fond. Mais, avait ajouté Maurepas,

la France n'avait pas la moindre intention de faire violence à Gênes et admettait que chacun réglât ses intérêts à sa convenance ¹.

Or, les convenances officielles de Gênes étant parfaitement respectées, il ne restait plus au Sénat qu'à manifester officiellement sa gratitude pour l'œuvre accomplie si loyalement par la France dans l'île. Le ministre génois demanda et obtint audience solennelle du roi pour exprimer cette gratitude. Il déclara, en effet, dans cette audience,

que c'était au puissant secours et à la généreuse assistance de Sa Majesté que la République devait attribuer l'état actuel de la Corse ; que le Sénat n'avait rien de plus à cœur que de manifester la respectueuse reconnaissance qu'il en éprouvait, et qu'il en conserverait pour tant de bienfaits ; qu'il se flattait que Sa Majesté voudrait bien lui continuer cette magnanime bienveillance qui faisait l'objet principal des vœux de son gouvernement et la garantie la plus sûre du bonheur de Gênes ².

Le roi, après avoir remis à son ministre le message du Sénat, répondit à l'envoyé génois qu'il était très touché des termes dans lesquels la République lui exprimait ces sentiments reconnaissants et qu'on pouvait compter à Gênes sur son amitié. Puis, les ministres français, dans leurs audiences particulières, avaient exprimé à l'envoyé génois leur ferme con-

1. *Maurepas... confidentemente mi palesó che il sig. di Villemur gli aveva detto che i Rappresentanti della Rep^{ca} parevano aspettarsi di vedere le Piazze suddette occupate di fatto dalle truppe francesi, ma che non aveva egli potuto pensarvi senza ordine della corte. Soggiunse che infatti la Francia era aliena dal violentare altrui e che ogni uno si regolava secondo i propri interessi.*

(Ag. Lomellini au Sénat de Gênes, de Paris, 9 octobre 1741. Archives de Gênes, Lett. min. Fr. n. g. 2222, m. 46.)

2. *... Dissi che al potente soccorso e alla generosa assistenza di S. M. doveva la Rep^{ca} attribuire lo stato presente della Corsica ; che nulla avevano più a cuore VV. SS. Ser^{me} quanto l'autenticare la viva rispettosa riconoscenza di cui erano piene, e che avuta avrebbero sempre per tanti benefici ricevuti ; che si lusingavano avrebbe voluto S. M. conservar loro quella magnanima benevolenza che faceva l'oggetto principale de i voti loro e il pegno più sicuro della loro felicità.*

(Ag. Lomellini au Sénat de Gênes, de Paris, 23 octobre 1741. Archives de Gênes, *ibid.*)

J'observe qu'il n'y a rien, sur toute cette phase si curieuse des relations franco-génoises au sujet de la Corse, dans le livre de Le Glay intitulé *La Corse pendant la guerre de la Succession d'Autriche*. Mais j'ai déjà dit, et ne répéterai plus, que sous ce titre évidemment trop vaste, l'auteur, comme il en avertit loyalement dans sa préface, s'est borné à relater les intrigues et les expéditions anglo-sardes en Corse, durant cette période.

viction que Gênes, par une politique modérée et prudente à l'égard des Corses, et surtout par tout un ensemble de mesures propres à encourager l'agriculture, l'industrie et le commerce dans l'île, réussirait certainement à rendre définitive l'œuvre de pacification accomplie. Ils ajoutèrent que la France n'avait eu nullement l'intention — et l'évacuation le prouvait — de se rendre maîtresse de l'île, qu'il lui suffisait pour ses propres intérêts que Gênes en demeurât souveraine, à la condition toutefois, mais cette condition était catégorique, que cette souveraineté génoise fût effective, paisible, et ne donnât pas prétexte à quelque autre grande puissance de s'installer sur des rivages d'où il lui serait facile de faire la loi dans la Méditerranée et de menacer la Provence.

Sous l'influence de cette attitude loyale et paternelle du gouvernement français, et sans doute aussi du fait que l'armée franco-bavaroise entraît victorieusement en Bohême, enlevait Prague d'assaut et y couronnait l'électeur de Bavière roi de Bohême, Gênes se rapprocha visiblement de la France. Son envoyé dès les premiers jours de décembre fit une démarche pressante pour intéresser le cabinet français, au cas qui semblait probable, d'une paix prochaine dictée par la France, aux amères doléances de Gênes en ce qui concernait certaines dispositions du dernier traité de Vienne. Dans ce traité, Gênes, alors qu'elle était restée loyalement neutre pendant la guerre, s'était vu dépouiller de terres qui lui appartenaient depuis un temps immémorial : ces fiefs impériaux dits des Langhes que l'empereur avait cédés, sans qu'il en eût le droit, au roi de Sardaigne, privant ainsi la République de sa barrière du côté du Piémont et de sa libre communication avec l'Etat de Milan. Le roi de Sardaigne était ainsi devenu le maître de la seule route carrossable qui joignît l'Etat de Gênes à la Lombardie. Non seulement le Sénat espérait qu'à la paix la France voudrait bien intercéder pour faire réparer cette injustice, ce qui lui serait facile, l'empereur — car on ne pouvait plus douter que l'électeur de Bavière ne ceignît la couronne impériale — lui étant redevable de toute son élévation et l'Autriche étant vaincue, — mais encore il comptait bien que la France veillerait à ce qu'aucune nouvelle surprise de ce genre ne rééditât pour les fiefs

impériaux de Gênes au Levant ce qui s'était passé pour ceux du Ponant ! Le futur empereur n'était certainement pas au courant de ces questions : il importait que la France les lui fit connaître ; elle y était elle-même intéressée, si elle voulait se ménager dans l'avenir un accès possible en Italie à travers les terres génoises. Et il appuya son argumentation par l'inspection des cartes.

Mais le cardinal lui répliqua que l'heure n'était pas encore venue d'examiner ce problème : on était encore loin de négocier en vue de la paix, malgré le progrès des armes franco-bavaroises, et la proclamation de l'électeur de Bavière à Prague, comme roi de Bohême ; malgré même l'entrée en ligne, aux côtés des alliés, du roi de Pologne électeur de Saxe et l'entrée de ses troupes en Bohême en coopération avec les troupes prussiennes ¹. C'est qu'en effet, sans parler des ressources qui restaient à Marie-Thérèse, l'attitude de l'Angleterre inspirait les plus vives inquiétudes — : Georges II, certes, plus électeur de Hanovre que roi d'Angleterre, et tremblant pour son Hanovre menacé de la tenaille franco-prussienne, s'était hâté en septembre de conclure secrètement, et sans même consulter personne de ses ministres anglais, un traité de neutralité absolue entre Marie-Thérèse et ses ennemis. Par ce traité, que son agent Hardenberg avait négocié à Paris — où il s'était tenu plusieurs semaines tout à fait incognito et à l'insu même de l'ambassadeur anglais Thompson ! — Georges II s'était engagé à ne pas s'opposer au règlement des affaires d'Allemagne tel que le voudraient la France et ses alliés, et il avait même promis sa voix à la Diète pour l'électeur de Bavière ! Mais lorsque tout ceci avait fini par se savoir à Londres, il y avait eu tempête d'indignation. Il fallait prévoir, comme suite de cette tempête, le naufrage du ministère Walpole et l'arrivée au pouvoir du parti de la guerre à outrance, aux côtés de Marie-Thérèse, contre la France, dont les colonies demeureraient probablement sans défense. Et l'entrée en guerre de l'Angleterre entraînerait certainement celle de la Hollande qui ne cessait pas de dire qu'elle réglerait

1. Le compte rendu de cette démarche et de la réponse de Fleury dans la épêche de Lomellini au Sénat en date du 11 décembre 1741 de Paris. (Arch. de Gênes, *ibid.*)

son attitude sur celle du cabinet britannique. Dès lors, la situation deviendrait sérieuse. Par surcroît de péril, l'accord escompté entre Turin et Madrid et qui eût permis une diversion foudroyante contre Marie-Thérèse en direction Milan-Vienne, n'avancait pas du tout par suite des exigences inconciliables des deux cours, celle de Madrid exigeant pour Don Philippe le plus possible de la Lombardie et celle de Turin ne voulant pas en céder un pouce ! La France, nous l'avons vu plus haut, offrait le compromis du cours de l'Adda comme ligne de partage entre les deux compétiteurs : ainsi le roi de Sardaigne aurait eu la meilleure part du Milanais avec sa capitale, et l'infant aurait eu, outre Parme et Plaisance, Crémone et Mantoue. Ce partage semblait d'autant plus acceptable pour le roi de Sardaigne que la France cessait d'insister pour se faire céder la Savoie et montrait le plus complet désintéressement. L'Espagne se contentait de la part offerte pour l'infant par la formule française. Mais le roi de Sardaigne ne se résignait pas à laisser installer à ses portes un voisin aussi puissant par lui-même et qui pourrait toujours compter au moindre conflit sur l'appui des cours de Naples, de Madrid et de Versailles. Et c'est un état d'esprit qu'il était facile de comprendre ! Beaucoup devaient le comprendre à Paris même, puisque le ministre génois, malgré ses préjugés antisardes, et les préjugés français pour l'Espagne, se faisait l'écho dans sa dépêche du 31 juillet 1741 du bruit que l'accord entre les trois cours de Versailles, Turin et Madrid était empêché par les exigences de Madrid. La paix était donc encore loin, et rien n'était plus trompeur, comme s'en rendait compte mélancoliquement Fleury, que le succès théâtral qu'on venait de remporter en Bohême ! Pour comble d'inquiétude, il courait de méchants bruits sur des tractations secrètes entre Frédéric et Marie-Thérèse. Lomellini les signale dès le 6 novembre 1741, ce qui prouve que le secret de l'accord de Klein-Schnellendorf, du 9 octobre précédent, en vertu duquel Frédéric se faisait payer sa défection par l'entière renonciation à la basse Silésie, avait été assez mal gardé ¹. Il est vrai que ses résultats ne pouvaient tarder

1. Sur l'armistice dissimulé de Klein-Schnellendorf, 9 octobre

à mettre au grand jour le renversement qui se préparait par suite de l'incroyable duplicité du roi de Prusse, de toute la situation militaire.

Le 23 janvier, les Autrichiens prenant violemment l'offensive le long du Danube, menaçant ainsi les lignes de communication de notre armée de Bohême avec la France, contraignaient Ségur à évacuer Linz et à signer une capitulation en vertu de laquelle ses troupes, pendant un an, cesseraient de servir contre l'Autriche. Comme contrecoup de cet échec, les Bavares évacuaient Passau, livrant ainsi aux Autrichiens la porte d'entrée de la Bavière. Ces graves revers militaires étaient-ils compensés par l'élection de l'électeur de Bavière le 24 janvier, à Francfort, comme empereur d'Allemagne ? L'opinion française elle-même ne le croyait pas. Après s'être enthousiasmée pour l'idée de régler définitivement par les armes le duel deux fois séculaire avec la maison d'Autriche, elle se retournait violemment contre ceux qui avaient voulu cette guerre, contre son grand instigateur surtout le maréchal de Belle-Isle, en ce moment malade à Francfort et prétendant toujours imposer sa direction diplomatique et militaire. Une dépêche de Lomellini en date du 12 février porte déjà témoignage de ce profond revirement de l'opinion :

La haine contre Belle-Isle, écrit-il, est à son comble, car c'est

1741, voir DeBroglie, *Frédéric II et Marie-Thérèse*, vol. II, ch. iv, p. 95 et suivantes : « Il faut avouer, dit justement de Broglie, que jamais dans aucune comédie à caractère, fourbe de profession ne recourut à de pareils tours de passe-passe. » En effet, Frédéric, acceptant l'offre de Marie-Thérèse, mais voulant cacher sa défection à ses alliés, déclarait verbalement — il se garda de rien signer — que la guerre continuerait en apparence et il en régla le cours comme une pièce d'opéra, mais que Marie-Thérèse pourrait retirer son armée de Silésie pour l'envoyer contre l'armée franco-bavaroise. Et ainsi fut fait ! — Mais l'Europe ne tarda pas à voir clair dans cette comédie perfide ! Le même jour — 9 octobre 1741 — il avait envoyé à ses agents les pouvoirs nécessaires pour accéder au traité de partage des Etats autrichiens et le traité fut effectivement signé le 4 novembre ! Trompant ainsi tout le monde à la fois, Frédéric ne savait même pas lui-même qui il trompait et trahissait réellement ! L'événement devait le dire.

Ici l'événement imprévu de la prise de Prague, le 26 novembre, par Maurice de Saxe et Chevert, fit qu'après avoir trahi les Français en se retirant de *facto* de la lutte et en libérant contre eux une armée autrichienne, il se décida à trahir les Autrichiens en rentrant en ligne aux côtés des Français ! Bien entendu, jusqu'à nouvelle volte-face latente ou dissimulée, et qui ne devait pas tarder !

lui qui est l'auteur de tout le système politique actuel et du plan de campagne qui a été suivi ¹.

L'ironique prophétie de Voltaire, dans sa lettre du 9 août précédent au marquis d'Argenson, se réalisait plus tôt encore qu'il ne l'avait pensé :

Toute votre nation, à ce qu'on dit, veut passer le Rhin et la Meuse, sans trop savoir ce qu'ils y vont faire; mais ils partent, ils font des équipages, ils vont à la guerre et cela leur suffit. Ils chantent et dansent la première campagne; la seconde ils baillent, et la troisième ils enragent.

Ils n'avaient pas attendu la troisième ! Dès le milieu de la première le *tolle* était général !

Or, à ce moment même les menaces de complication pour Gênes se précisaient brusquement. Les Espagnols, las d'attendre le laissez-passer de Turin pour entrer en Italie, venaient de prendre le parti de s'en dispenser et d'agir par leurs propres moyens : en décembre ils avaient embarqué une vingtaine de bataillons à Barcelone et, sous le couvert d'une escadre franco-espagnole, ils avaient réussi à les débarquer à Orbitello, où devaient les rejoindre des troupes de Naples, car Don Carlos, en bon fils et bon frère, se décidait enfin à mettre ses présides de Toscane et ses troupes à la disposition de Philippe V et de Don Philippe. A la fin janvier, nouveau convoi d'égale importance, mais cette fois, comme le cardinal Fleury en avertit Lomellini, les autorités navales franco-espagnoles, réfléchissant au peu de sûreté d'Orbitello et de Port-Hercule pour leurs navires, avaient pris le parti d'effectuer le débarquement dans le golfe de la Spezzia, en terre génoise. Le cardinal avait donné cet avis comme une chose toute simple. Au reste, non contente d'utiliser un point extrême du territoire génois pour débarquer le gros de ses troupes, l'Espagne prend au même moment la liberté de débarquer à Gênes même un petit corps de cavalerie. Le Sénat est inquiet mais le souffre. N'oublions pas que le simple pas-

1. *Somma è l'odiosità attuale contro il Sig^r Maresciallo di Belleisle che del presente sistema e delle disposizioni della campagna è stato l'autore.*

(Ag. Lomellini au Sénat de Gênes, Paris, 12 février 1742. Archives de Gênes, Lett. Min. Francia, n. g. 2223, mazzo 47.)

sage à cette époque de droit international mal défini, et d'inextricable enchevêtrement des possessions territoriales, n'est pas nécessairement considéré comme une violation de la neutralité. Le plus souvent, du moins quand on est un petit Etat, on le tolère en silence. Ceux qui ont le souci des formes courtoises demandent la permission qui ne se refuse pas ¹. En l'espèce, les relations séculaires d'amitié entre Gênes et l'Espagne réduisent au minimum les formalités et portent au maximum les facilités. Cette cavalerie espagnole débarquée sur la plage de San Pier d'Arena, à l'ouest de Gênes, gagne la côte orientale et rejoint les troupes débarquées à la Spezzia, en défilant par les soins du Sénat, *entre les deux enceintes* de la capitale, car la constitution ne permet pas de leur faire traverser la ville même. Le secrétaire de notre légation à Gênes, Dupont, donne là-dessus à Amelot et à Maurepas d'intéressantes précisions. (Dépêches du 24 janvier 1742, archives de nos affaires étrangères, *Correspondance de Gênes*, vol. CIX.) Le même jour, Coutlet, notre consul général, et qui en l'absence de Jonville, à ce moment en congé, rivalise de zèle avec Dupont pour renseigner Versailles, signale que quatre galères d'Espagne viennent d'entrer dans le port de Gênes et s'appêtent à y passer l'hiver. (Coutlet à Amelot, 24 janvier 1742, *ibid.*) Pour faire passer toutes ces libertés, l'ambassadeur d'Espagne à Paris prodigue les plus charmantes paroles à son collègue génois, surtout en présence des ministres français, et ne se lasse pas de rappeler les traditions séculaires d'amitié qui unissent Gênes et l'Espagne. Malheureusement, des attentions si flatteuses ne changeaient rien à la réalité, et cette réalité était grosse de menaces de représailles pour les condescendances génoises. Car c'était

1. Notre ministre à Gênes ne faisait que constater cet état du droit des gens lorsqu'il écrivait un an auparavant :

... Je crois que la Rep^e ne voudra permettre ny refuser l'entrée du dit golfe et port de la Spezzia aux puissances qui voudroient y envoyer des escadres... ceux qui y viendront les premiers s'y établiront de gré ou de force.

Au reste, en principe, venait-il de dire :

Elle accordera sans difficulté le passage aux puissances qui voudront faire passer des troupes par son Etat.

(Jonville à Amelot, Gênes, 15 février 1741. Archives des affaires étrangères, Paris, *Correspondance politique de Gênes*, vol. CVI.)

précisément au moment où la fortune des armes françaises déclinait si dangereusement en Allemagne, théâtre principal de la guerre, que la République se laissait compromettre avec la principale ennemie de l'Autriche ! Quelles allaient être les réactions de l'Autriche directement menacée en Italie, et de l'Angleterre son alliée, maîtresse de la Méditerranée ? Le gouvernement de Turin, lui-même, allait-il rester impassible ? Le bruit ne courait-il pas avec une persistance inquiétante que ce dernier allait enfin se déclarer et pour l'Autriche ! On donnait même la chose pour faite !

Lomellini n'osa cependant tout d'abord faire aucune do-léance : il n'avait pas d'instructions sur la situation nouvelle qui allait ainsi se créer. D'autre part, le cabinet de Versailles prenait soin de le tenir informé de son énergique effort pour rétablir la situation compromise en Allemagne. Le même jour, en effet, Fleury lui donnait les détails les plus précis sur l'importance des renforts qui allaient s'acheminer vers le Rhin : quarante bataillons et quarante-deux escadrons. Soit une quarantaine de mille hommes. La France n'avait pas dit évidemment son dernier mot, et il était prudent de fermer un peu l'œil sur la liberté prise par elle et son alliée dans le golfe de la Spezzia. D'autant plus, avait l'air de dire le cardinal, que l'armée hispano-napolitaine qui se rassemblait là allait prendre les routes toscanes et non les routes génoises pour attaquer l'Autriche à revers ¹. Au même moment, on recevait les détails sur le couronnement du nouvel empereur — Charles VII — le 12 février, à Francfort. Tout s'était bien passé. En somme, le principal objectif de la France était

1. Et c'est en effet ce que fit le corps de Castelar, mais, notons-le bien, après avoir demandé et obtenu la permission de passer par la Toscane. La France, en effet, exigeait absolument de l'Espagne qu'elle respectât, même dans les formes, la neutralité de la Toscane. Le grand-duc avait beau être le mari de la reine de Hongrie, il devait être respecté comme grand-duc, et comme tel, ignorant lui-même officiellement qu'il était le mari de la reine de Hongrie, il donna aux Espagnols l'autorisation de passer par ses Etats pour aller attaquer les troupes autrichiennes ! Quelle plus suggestive illustration de la compatibilité, à l'époque, entre le *transitus innoxius* et la neutralité ! Ayant donc la permission, Castelar remonta la vallée de l'Arno jusqu'à Prato, puis traversa l'Apennin jusqu'à Forli et à Rimini (février-mars).

Cf. Spenser Wilkinson, *The Defence of Piedmont (1742-1748)*, ch. III.

atteint : l'empereur d'Allemagne était son client, et c'était de l'empereur qu'allait dépendre le redressement de tous les griefs allégués plus haut par Gênes au sujet des fiefs que Turin lui avait pris avec la complicité de Vienne. Ajoutons que la Corse recommençait à s'agiter et que Gênes se demandait avec inquiétude si elle n'allait pas se trouver bientôt contrainte de solliciter le retour des troupes françaises pour contenir ce peuple indomptable. Mais la vague d'inquiétude ne tarda pas à revenir plus violente. Le 5 mars, Lomellini rendait compte au Sénat de la grave communication que le cardinal venait de lui faire : La Sardaigne prenait enfin parti, du moins provisoirement, et ce parti était celui de l'Autriche ! D'ordre de son gouvernement, le ministre sarde à Paris informait la cour de Versailles que son maître venait de promettre à la reine de Hongrie de s'opposer aux entreprises de l'Espagne en Italie. A cet effet, les troupes du roi de Sardaigne allaient s'avancer au-devant des Espagnols à travers le duché de Parme et en assurer la défense. Les deux souverains convenaient de réserver leurs droits respectifs et d'ajourner le règlement de leurs différends en présence du danger espagnol, danger commun. Le Génois demanda aussitôt, très inquiet, s'il n'y avait pas quelque cession territoriale en Italie consentie par Vienne à Turin pour payer ce service, mais le cardinal et tous les autres ministres français assurèrent qu'ils ne savaient rien de plus. Le roi de Sardaigne avait même, et très positivement, fait déclarer par son représentant qu'il n'avait rien stipulé de plus avec Vienne ¹. Pour mitiger l'effet déprimant que cette nouvelle ne pouvait manquer d'avoir à Gênes — car la coalition austro-sarde d'une part et la sur-

1. Le ministre génois ne se rend pas encore compte complètement du caractère tout à fait extraordinaire de cette convention de Turin du 1^{er} février. Il semble y voir une alliance au sens ordinaire du mot et y suspecte des clauses territoriales secrètes au préjudice de Gênes. Mais ce n'est pas encore le traité de Worms ! Le roi de Sardaigne se réserve le droit de changer de camp en prévenant son partenaire un mois à l'avance ! Il garde donc le droit de continuer à négocier avec l'adversaire. Ce n'est pas sans raison que Lodge souligne cette exclamation de Fleury qu'il n'y avait rien dans l'histoire diplomatique qui ressemblât à cette convention !

(*Studies in 18th century diplomacy*, p. 47. — Voir également les réflexions judicieuses de Wilkinson, *op. cit.*, ch. II.)

veillance anglaise d'autre part rendaient évidemment très périlleuse toute condescendance du Sénat pour les Franco-Espagnols ! — le ministre français des affaires étrangères prit soin d'informer l'envoyé génois que le maréchal de Belle-Isle avait déjà mis le nouvel empereur au courant de ce qui s'était passé au traité de Vienne de 1738 en ce qui concernait les fiefs impériaux de Gênes, côté du Ponant, et l'avait mis en garde en ce qui concernait ceux du Levant. Prise ainsi entre les deux groupes de belligérants également à ménager, et dont les chances de victoire finale semblaient être égales, la pauvre République ne pouvait que se faire aussi petite que possible et s'abstenir, si elle le pouvait, de marquer la moindre faiblesse en faveur des uns de peur d'être aussitôt assaillie par les autres.

Elle s'y efforçait. A ce moment la France, en vertu d'une ancienne tolérance, faisait du recrutement en terre génoise pour ses régiments italiens. Les instructions rédigées en 1715 pour un envoyé du roi à Gênes constataient nettement ce caractère de simple tolérance. Gênes, y était-il dit, « a toujours refusé d'en donner la permission expresse, pour ne point s'attirer de reproches de la part des autres puissances ¹. Et c'était bien naturel ! En fait, on procédait de la manière suivante : la République donnait verbalement l'autorisation aux officiers recruteurs français de rassembler, c'est-à-dire d'enrôler, les déserteurs et les vagabonds qu'ils pourraient trouver ; et cette autorisation n'était valable que pendant quinze jours. L'application donnait lieu à des « difficultés infinies ». Ces officiers étaient même assez souvent « emprisonnés sous de légers prétextes » — c'est du moins ce qu'affirmaient les « Instructions » — et on ne les élargissait qu'après bien du temps. Pour éviter les conflits avec les autorités génoises, le roi leur prescrivait de n'enrôler aucun soldat de la République ni aucun de ses sujets, mais, par une contradiction que pouvait seul expliquer le *quia nominor leo*, le roi leur interdisait de souffrir que le général de la République examinât leurs enrôlements et leurs soldats avant embarquement !

C'est à cette pratique que la France était naturellement

1. *Recueil*, etc., t. XIX. Instruction pour M. de La Faye, envoyé extraordinaire à Gênes, juillet 1715.

revenue et ses officiers mettaient, bien entendu, d'autant plus de zèle à s'acquitter de leur mission que les besoins en hommes grandissaient avec le tour que prenait la guerre. Mais, précisément pour les mêmes raisons, le Sénat venait de renouveler en termes énergiques l'interdiction, de principe, de se livrer à aucun recrutement sur le territoire de la République. Un officier du roi de France, surpris en train d'y contrevenir, avait été aussitôt arrêté, incarcéré à Novi, puis, en trois jours, expulsé. Et encore l'expulsion était-elle une mesure de faveur prise par égard pour le roi ! Mais le roi, habitué à la tolérance de fait, faisait protester contre ce procédé qu'il jugeait blessant. Il trouvait surtout intolérable l'incarcération qu'avait dû subir un de ses officiers et s'indignait que la République, au moment même où elle sollicitait ses bons offices auprès du nouvel empereur, témoignât de si peu d'égards pour le nom français ! A quoi le Sénat faisait répondre par son envoyé, et non sans raison, que, dans la situation où la République se trouvait placée, il était bien obligé de mettre fin à une tolérance dont tous les belligérants n'auraient pas manqué ou de s'autoriser à leur tour ou de s'indigner. Les Napolitains et les Espagnols, sous le couvert de la France, avaient déjà mis en campagne eux aussi des officiers recruteurs ! Amelot parut enfin s'apaiser et dit qu'il en reparlerait après avoir conféré avec le cardinal et avec son collègue de la guerre. Ces menus incidents perdaient d'ailleurs leur intérêt devant l'élargissement imminent des théâtres d'opération. L'Espagne, non contente de sa vigoureuse diversion, de concert avec les Napolitains, du côté de la Toscane, avait enfin obtenu liberté de passage en France, et on préparait ses étapes en Languedoc. Mais par où ensuite ces troupes passeraient-elles en Italie ? Sur quel point assailleraient-elles le vaste front sarde, de l'embouchure du Var aux rives du L^aman ? D'autre part, le nouvel empereur, comme il était naturel, allait essayer de faire déclarer la guerre contre l'Autriche guerre d'empire. Dans ce but, la Diète allait se transporter de Ratisbonne à Francfort. En Angleterre, Walpole était tombé, laissant la place à Carteret, c'est-à-dire au parti de la guerre. La Hollande à ce nouveau contact, s'échauffait enfin à son tour. Fleury déclinait, et tout à la fois, en santé et en crédit. Le naufrage de sa longue

prévoyance et de sa ferme volonté de paix dans une pareille guerre, emplissait évidemment son cœur d'amertume et troublait peut-être même sa conscience. Au dire de Lomellini, dès la fin mars on se battait autour de sa succession jugée imminente : le maréchal de Belle-Isle contre le cardinal de Tencin, le parti de la guerre à outrance contre celui de la paix par un compromis. Belle-Isle semblait le plus fort. Le roi venait de le faire duc héréditaire. Il avait pour lui la maîtresse du roi, et toutes les dames ! L'hypothèse de la guerre contre l'Angleterre et la Hollande était froidement envisagée ; on armait dans tous les ports de France. A la fin mars, le bruit courut qu'une escadre anglaise, commandée par l'amiral Haddock, était entrée dans le golfe de la Spezzia et allait s'y fortifier. Le cardinal interpella aussitôt là-dessus l'envoyé génois qui répondit que la République, fidèle à sa maxime d'observer la plus impartiale neutralité, permettrait aux Anglais comme à leurs adversaires, d'user librement des ports génois, mais ne souffrirait pas qu'ils se fortifiassent sur un point quelconque de ses côtes ¹. Il est certain que la notion de neutralité, à cette époque, était assez vague et permettait plus de complaisances qu'elle ne le fait aujourd'hui. Mais cela n'allait pas sans récriminations et dangers, surtout si la différence de mesure était trop visible. Les instructions de 1715 à l'envoyé de France à Gênes notaient que Gênes avait donné toutes facilités au passage des troupes et de l'artillerie franco-espagnoles destinées à la Lombardie, dans tout le cours de la guerre de Succession d'Espagne, mais aussi que les ennemis de la France et de l'Espagne l'avaient souvent menacée de l'en punir. Dans cette nouvelle guerre, le Sénat ne croyait pas manquer à ses devoirs de neutralité en tolérant le *simple passage* des troupes et des munitions. Cependant, d'une façon ou d'une autre, la partie adverse ne manquait pas d'en faire état à grands cris

1. Cette précision en matière de neutralité mérite bien qu'on cite le texte :

Assicurai Sua Eminenza che VV. SS. Serme, nella neutralità Loro mantenendosi si concesso avrebbero agl' Inglesi come alle altre Nazioni libero l'ingresso ne i Porti loro ma non avrebbero certamente permesso che in alcuna parte del loro dominio si fortificassero.

(Agostino Lomellini au Sénat génois, Paris, 2 avril 1742. Archives de Gênes, n. g. 2223, mazzo 47.)

et d'annoncer qu'elle userait, le cas échéant, des mêmes tolérances. Les Sardes, qui entraient à ce moment dans la lice contre l'Espagne, récriminaient le plus haut et demandaient à la République si elle voulait vraiment qu'ils vinssent chez elle attaquer leurs ennemis ! Là-dessus, Gênes, intimidée, fit une protestation de forme contre le débarquement du 2^e convoi espagnol qui n'en continua pas moins ¹ ! La guerre tendant de plus en plus à devenir générale, Gênes ne cessait pas d'en supputer anxieusement les répercussions et les chances. A ce moment, les Anglais, tout en menaçant de se saisir de la Spezzia, entraient décidément dans la lutte continentale et leurs troupes commençaient à débarquer à Ostende, dans les Pays-Bas autrichiens, ce qui donnait au parti de la guerre en Hollande une nouvelle vigueur. Et de plus, ce qu'on avait cessé depuis quelque temps de craindre de la part de Frédéric, se réalisait enfin de la façon la plus soudaine et la plus désastreuse : vainqueur des Autrichiens à Czsaslaw ², à douze lieues de Prague, et alors qu'on s'attendait à le voir profiter de sa victoire pour dégager définitivement les Français

1. Là-dessus quelques renseignements dans les dépêches de Dupont à Amelot les 3 et 14 février 1742. (Archives des aff. étr., Paris, *ibid.*, vol. CIX.)

2. Nous disons bataille de Chotusitz. Le prince Charles de Lorraine, frère du grand-duc, voulait se frayer un chemin sur Prague entre l'armée prussienne à sa droite et l'armée française à sa gauche. Le roi de Prusse se mit devant lui, barrant la route de Prague avec son centre autour de Czaslau et de Cholusitz, sa gauche à Chrudinn et sa droite étendue jusqu'à Kuttenberg. Le prince Charles l'attaqua et fut repoussé après trois heures de sanglant combat. Sept mille tués ou blessés du côté autrichien, quatre mille du côté prussien. Le Prince Charles battit en retraite et le roi de Prusse ne le poursuivit pas, ce qui frappa tout le monde. C'est qu'il voulait se borner à humilier Marie-Thérèse pour la contraindre à accepter les conditions de paix séparée qu'il lui offrait sur la médiation anglaise et qu'elle venait de rejeter. Aux termes qui avaient été proposés par Frédéric, Marie-Thérèse abandonnait la Silésie contre la neutralité prussienne. Mais Marie-Thérèse exigeait de plus que le roi de Prusse tournât son armée du jour au lendemain contre ses alliés de la veille ! Après cette défaite, elle allait se contenter de la neutralité prussienne. (Cf. de Broglie, *Frédéric II et Marie-Thérèse*, II, p. 277 et suiv.) Au reste, cette neutralité allait lui suffire pour opérer la jonction de ses forces contre les Français et les accabler ! Bien entendu toutes ces tractations de Frédéric avec Marie-Thérèse masquées par des protestations de fidélité à l'alliance ! Le roi de Prusse ne se démasqua que lorsque de Broglie se jeta dans Prague et était coupé de ses communications avec la France !

assiégés dans Prague, il signait brusquement avec Marie-Thérèse une paix séparée ! Par ce traité signé à Breslau, le 11 juin 1742, Marie-Thérèse cédait au roi de Prusse toute la Silésie, moins le duché de Troppau et la principauté de Teschen mais avec le comté de Glatz en Bohême, considéré comme dépendance de la Silésie. Le roi de Prusse s'engageait à retirer toutes ses troupes de la Bohême dans un délai de quinze jours et à demeurer neutre dans la guerre entre l'empereur et la reine de Hongrie. Le roi de Pologne en tant qu'électeur de Saxe avait quinze jours pour retirer ses troupes de la Bohême. Le roi d'Angleterre garantissait ce traité et s'engageait à le faire exécuter, si besoin était, avec ses troupes anglaises et hanovriennes ; de plus il se chargeait d'inviter la Hollande et la Russie à accéder au traité, et même à le garantir. Le roi de Prusse s'engageait à faire donner satisfaction aux Anglais et aux Hollandais ayant des créances en Silésie ¹.

Lomellini, le 2 juillet, en informant le Sénat de Gênes de ces graves nouvelles, ajoutait le judicieux commentaire suivant :

1. Sur les violents remous d'opinion causés un peu partout par cette paix séparée, voir de Broglie, *Frédéric et Marie-Thérèse*, II, p. 312 et suivantes. Mais je n'accepte pas du tout son commentaire sur la fameuse lettre de Voltaire à Frédéric en juillet 1742, car sous la légèreté inévitable des formes et l'adulation de style il y a vingt coups de pointe. Par exemple :

... Le *saigneur* des nations, Frédéric le Grand, a exaucé mes vœux... J'ai appris que Votre Majesté a fait un très bon traité, très bon pour vous sans doute ; car vous avez formé votre esprit vertueux à être un grand politique. Mais si ce traité est bon pour nous autres Français, c'est ce dont on doute à Paris : la moitié du monde crie que vous abandonnez nos gens à la discrétion du Dieu des armées..

Et là où de Broglie veut voir des « félicitations », je vois des suggestions de s'entremettre pour la paix générale :

Je crois que vous forcerez toutes les puissances à faire la paix et que le héros du siècle sera le pacificateur de l'Allemagne et de l'Europe.

Cette espérance, Voltaire pouvait bien l'exprimer, surtout sous cette forme, quand Fleury lui-même dans sa lettre du 30 juin au roi de Prusse croyait encore prudent de le ménager et usait d'une onction qui a certainement moins d'allure que les compliments sarcastiques du philosophe ! Quant à l'opinion populaire, inutile de dire que non tenue à ces ménagements de forme elle se déchaînait furieusement et à bon droit contre cette perfidie ! Quant à l'allégation de Frédéric qu'il allait lui-même être sacrifié par Fleury et qu'il ne faisait que prendre les devants, allégation reprise par Carlyle et Michelet, de Broglie en a fait bonne et complète justice. De Broglie a pu même dire en conclusion :

Disons enfin que rien de pareil n'est plus allégué par aucun des historiens allemands.

(*Frédéric II et Marie-Thérèse*, vol. II, p. 339.)

Critique au plus haut degré, devient par suite de ce traité, la situation de l'armée française de Bohême. L'armée du prince Charles lui est de beaucoup supérieure et en état soit de l'attaquer avec avantage, soit de lui interdire la retraite et le ravitaillement, surtout si le roi de Pologne se voit contraint de traiter avec la cour de Vienne. De plus l'Angleterre va peut-être chercher à profiter de ces avantages pour rétablir en quelque manière l'équilibre de l'Europe ¹.

Dans les deux mois qui suivirent, la situation générale alla en empirant pour la France, par suite du développement inévitable des suites de la défection prussienne : la Pologne fut obligée de se retirer de la lutte et, seule, la résistance indomptable des Français assiégés dans Prague, et abandonnés de tous leurs alliés, maintint dans le Nord, avec notre prestige militaire, une apparence de force à la cause de Charles VII. Mais Marie-Thérèse, enivrée de ses nouveaux succès, refusait de le reconnaître comme empereur, sous prétexte que l'élection de Francfort — faite cependant à l'unanimité — n'avait pas été libre. Elle occupait même Munich et toute la Bavière ! Comment eût-elle consenti à traiter, et comment la cour de Versailles engagée ainsi à fond dans cette guerre, dont elle supportait seule tout le poids, alors qu'en théorie elle n'agissait qu'à titre d'auxiliaire désintéressée de l'empereur, aurait-elle pu sans s'effondrer moralement et politiquement abandonner son client et livrer à une adversaire, devenue furieuse et irréconciliable, toute l'Allemagne et l'Italie ?

La diplomatie franco-espagnole essaya de regagner en Italie ce qui était perdu ou compromis en Allemagne. Dès le mois de mars, au moment de la démonstration anglaise devant la Spezzia, l'ambassadeur d'Espagne à Paris confia à son collègue génois qu'il venait de recevoir de sa cour les informations les plus précises prouvant que la cour de Turin s'apprêtait à faire valoir des droits sur diverses terres génoises et en parti-

1. *Critica sommamente è la situazione dell' armata francese in Boemia. Quella del principe Carlo di gran lungo superiore di forze è in istato di attaccarla con vantaggio, e di impedirgli l'uscire dalla Boemia e il soccorso de i viveri, tanto più concludendosi l'accomodamento del re di Polonia colla corte di Vienna... Inoltre l'Inghilterra cercherà forse di profiliare de i presenti vantaggi per rimettere in qualche modo l'equilibrio in Europa.*

(Agostino Lomellini au Sénat de Gênes, Paris, 27 juillet 1742. Archives de Gênes. Lett. Min. Francia 2223, 47.)

culier sur Savone, dont elle convoitait ardemment le port. On disait d'autre part que le prince de Savoie allait épouser une archiduchesse, à laquelle Marie-Thérèse donnerait en dot le duché de Milan ! L'ambassadeur espagnol demandait à l'envoyé de Gênes si son gouvernement acceptait paisiblement ces perspectives d'encerclement et de démembrement, et se résignait à *voir le Roi de Sardaigne devenir bientôt le maître de toute l'Italie*¹. Il lui suggérait de se joindre à l'Espagne et à la France en alliance, en échange de leur garantie de l'intégrité territoriale de la République. Mais à ces avances et suggestions faites ainsi à titre officieux, pour la première fois, Lomellini avait répondu en termes très évasifs, se bornant à remercier pour la preuve d'intérêt que manifestait ainsi la cour de Madrid pour l'Etat de Gênes. La République voulait d'autant moins prendre l'initiative de gestes imprudents dans cette direction que les choses allaient mal en Italie pour l'Espagne, depuis la convention de Turin ! Marie-Thérèse avait ordonné à Tr. un d'attaquer Montemar avant l'arrivée de Castelar, et sur cet ordre le général autrichien était entré, dès qu'il en avait été en état, dans le duché de Modène. Le roi de Sardaigne, d'autre part, conformément à son accord provisoire avec la reine de Hongrie, était entré comme allié dans les places autrichiennes de Pavie, Plaisance et Parme. C'était précisément le moment où le duc de Modène, mari d'une princesse française — une fille du régent — concluait secrètement à Aranjuez, le 30 avril, son alliance avec l'Espagne. Ce traité secret ayant été aussitôt connu, le roi de Sardaigne avait franchi l'Enza et marché vers le Panaro. Le 23 mai, il sommait le duc de Modène d'avoir à choisir dans le délai de 15 jours entre l'alliance austro-sarde ou la guerre. Se jugeant hors d'état de résister, le duc de Modène chercha refuge dans la nuit du 5 au 6 juin sur le territoire de Venise. Le roi de Sardaigne entra aussitôt dans Modène dont la citadelle cependant, défendue par le brave Génois de Negro, refusa de se rendre et fut aussitôt investie. L'armée hispano-napoli-

1. *Il Sig^r Ambasciatore di Spagna dimandommi negli scorsi giorni se si voleva che il re di Sardegna divenisse il Padrone dell'Italia.*

(Ag. Lomellini au Sénat de Gênes, Paris, 2 avril 1742. Archives de Gênes, *ibid.*, 47.)

taine était à portée de la secourir mais elle ne se jugea pas assez forte pour le faire, l'armée austro-sarde se trouvant dans une position très forte derrière le Panaro et à la veille de recevoir d'importants renforts. Le 29 juin, de Negro se rendit avec sa garnison de 3.000 hommes. Au cours de juillet Montemar dut battre en retraite vers le royaume de Naples, et fin août, sous la menace d'une escadre anglaise, Naples dut se séparer de l'Espagne. Non, décidément, tout cela n'encourageait pas Gênes à lier son sort à l'Espagne ¹ !

Il est vrai qu'une autre série d'événements militaires allait peut-être rendre à l'Espagne son prestige ! Ce qui restait de l'armée rassemblée en Catalogne pour la guerre d'Italie avait fini par s'acheminer vers les Alpes à travers la France méridionale, le passage, nous l'avons vu, ayant été enfin autorisé par Versailles. Et tout, d'autre part, semblait annoncer qu'un corps important de troupes françaises dût se joindre à ce corps espagnol, bien que, pour l'instant, les relations entre la cour de Versailles et celle de Turin fussent, en principe, normales. Solari à Paris pour le roi de Sardaigne et Saint-Nectaire à Turin pour le roi de France continuaient à négocier, à chercher la formule de l'impossible accord entre Turin et Madrid, car pas plus en Italie qu'en Allemagne la France ne prétendait rien pour elle-même. Tout indiquait cependant que s'apprêtait une tentative franco-espagnole pour pénétrer en Lombardie autrichienne à travers les terres sardes du comté de Nice et les terres génoises du comté de Vintimille ! L'envoyé génois s'empressa, dès qu'il le comprit — aux premiers jours de juillet — de faire remarquer à Versailles que cette route serait hérissée de difficultés et de dangers. Difficultés pour l'artillerie et le ravitaillement, à cause de la nature du pays, dont on n'avait pas l'air à Versailles de se faire une idée exacte, et dangers du fait de la résistance certaine des troupes

1. Ce résumé d'après l'excellente étude de Spenser Wilkinson : *The defence of Piedmont, 1742-1748*, ch. III.

Notons en outre, d'après les dépêches de Dupont, le secrétaire de notre légation à Gênes, en date des 31 mai, 6 juin et 18 juillet, que l'opinion génoise a suivi tous ces événements d'Italie et d'Allemagne avec la plus vive satisfaction, se réjouissant des succès austro-sardes sur l'armée hispano-napolitaine, et des succès autrichiens en Allemagne sur les Français.

sardes appuyées au terrain, à de grands ouvrages fortifiés et à la flotte anglaise. On apprit bientôt au reste —seconde quinzaine de juillet — que les Anglais et les Sardes venaient de travailler à rendre impraticable la route de Nice à Villefranche. A partir de ce moment, on parut chercher, parmi les militaires franco-espagnols, une route plus praticable, par Barcelonnette, et peut-être même plus au nord, en Savoie. On crut pouvoir un peu respirer à Gênes, d'autant plus que le gouvernement de Turin venait de faire savoir à Gênes qu'il s'avancerait — le cas échéant — au-devant des Espagnols en terre génoise ! Il désirait même prendre les devants pour organiser sa résistance !! Gênes ne pouvait guère songer à s'y opposer et le fit entendre à Versailles. C'était le moment — fin juillet — où la Cour de Vienne rejetait la demande de capitulation par laquelle le maréchal de Belle-Isle, abandonné à ses seules forces, ne demandait que la permission d'évacuer la Bohême sans être inquiété. Marie-Thérèse tenait enfin sa proie, la belle proie de toute une armée française ! et elle ne voulait pas la lâcher ! Et elle parlait de ne signer la paix que contre la restitution par la France de la Lorraine, et par l'Espagne du royaume de Naples !!! Ce n'était pas le moment pour Gênes de se brouiller avec elle et ses alliés ! D'autant plus que le corps français qui se rassemblait en Provence pour prêter main-forte aux Espagnols, rebroussait chemin pour étouffer un nouveau soulèvement des Camisards dans les Cévennes, soulèvement naturellement fomenté par les Anglais, dont les émissaires gagnaient facilement la montagne par Sète, et trouvaient ample matière à leurs excitations dans les absurdes et cruels édits qui renouvelaient périodiquement la révocation de l'Edit de Nantes !

Mais Gênes allait confier à un autre envoyé le soin de surveiller de Paris l'évolution de la guerre et de l'avertir des dangers qui la menaçaient continuellement de toutes parts. Ce n'était pas qu'elle fût mécontente de Lomellini. Bien loin de là ! Mais celui-ci, depuis plus de trois ans dans ce poste difficile, harassé d'inquiétudes et accablé de dépenses — car selon la bonne tradition diplomatique, il se ruinait au service de son pays ! — demandait depuis longtemps son rappel, et il avait bien fallu lui donner enfin satisfaction. Pendant

qu'il se préparait au départ, la situation générale commençait à subir, en sens inverse, d'importantes modifications. Fin août 1742, Marie-Thérèse atteignait le point culminant de sa fortune — pour l'année — lorsque le roi d'Angleterre déclarait mettre fin à sa neutralité en qualité d'électeur de Hanovre et rappelait son ministre à Paris, M. de Hardenberg. Entraînée par ce geste décisif, la Hollande prenait une attitude si menaçante que le marquis de Fénelon, notre ambassadeur à la Haye, se voyait obligé, par ses instructions, de proposer l'occupation de Dunkerque par des troupes hollandaises, jusqu'à la paix, comme gage des intentions pacifiques de la France à l'égard de la Hollande ! Et comme, depuis la paix d'Utrecht, de nouveaux travaux avaient renforcé la défense de cette place en face de la barrière autrichienne — cette barrière que les Hollandais estimaient indispensable à leur propre sauvegarde — la France acceptait que lesdites troupes hollandaises ne se retirassent qu'après la démolition de ces ouvrages ! C'était évidemment le comble de l'humiliation ! Mais au même moment la marée commençait à se renverser. Les Autrichiens serrant de près Prague avaient ouvert la tranchée et se vantaient d'enlever la place, en un assaut final, dans les huit jours. Mais l'héroïque garnison française réagissait si violemment, par une sortie, qu'elle arrachait un grand cri d'admiration à toute l'Europe, et même à Voltaire ¹ ! Une armée de secours sous le maréchal Maillebois marchait enfin vers la Bohême et y faisait sa jonction avec le comte Maurice de Saxe. L'armée autrichienne assiégeante, menacée à son tour, se voyait enfin contrainte à lever le siège ! De Broglie

1. Voltaire mérite bien, ici encore, d'être cité comme interprète de l'admiration publique pour la valeur de l'armée française enfermée à Prague :

... Jamais on n'a vu tant de zèle et tant d'intrépidité : chaque soldat semble être responsable de la gloire de la nation ; c'est une justice que leur rend le prince Charles.

(Lettre à M^{me} de Solar, datée de Bruxelles le 25 septembre 1742.)

Vauvenargues qui était là donne la même note. Jamais le sentiment de l'honneur militaire ne fut plus fort, malgré la submersion apparente ou réelle du sentiment national par le cosmopolitisme sous ses meilleures et pires formes ! C'est cette cote universelle d'admiration qui maintiendra intact à Gènes, comme ailleurs, le prestige français, à travers toutes sortes de vicissitudes.

se mettait aussitôt en liaison avec Maillebois par Egra. Les Autrichiens évacuaient Munich, repardant ainsi d'un seul coup la Bohême et la Bavière ! Dans le retentissement de ces grands coups frappés au cœur de l'Europe centrale entre les principaux belligérants, on n'avait pas pris garde qu'à l'extrême Nord, en Finlande, les Russes contraignaient les Suédois à capituler, le 24 août, devant Helsingfors. Toutefois l'armée suédoise rentrait en Suède avec ses armes et ses drapeaux, laissant cependant aux mains des Russes comme trophées son artillerie et ses magasins. Si ces événements étaient trop lointains pour avoir un effet immédiat sur la fortune de la guerre, ils n'étaient pas cependant sans influence puisque Marie-Thérèse pouvait y puiser l'espoir d'un secours russe plus efficace dans la campagne prochaine. Car elle ne pouvait admettre une paix signée sous le coup de si cuisants échecs après s'être flattée de l'espoir de faire la loi à l'Europe-Silésie à part, du moins pour le moment ! Et tant que la guerre continuerait entre les grands Etats, les petits devaient continuer à tout craindre.



LE MARQUIS FRANÇOIS DORIA

MINISTRE DE LA RÉPUBLIQUE DE GÈNES A PARIS (1742 1746)
ET SON PLÉNIPOTENTIAIRE AU CONGRÈS D'AIX-LA CHAPELLE EN 1748.

(D'après un tableau de Carbone, conservé au Château de Redabue, propriété des Doria.)

CHAPITRE VI

Agostino Lomellini remplacé par Francesco Maria Doria comme ministre de Gênes à Paris. La Sérénissime entre l'irritation de Madrid et de Paris, et la conjuration de Vienne, Turin et Londres. Le coup de foudre du Traité de Worms (octobre 1742-13 septembre 1743).

Sur l'envoyé que la République de Gênes donnait pour successeur à Lomellini, à Paris, le secrétaire de notre légation à Gênes avait donné, dès qu'on avait su sa désignation, les renseignements suivants :

La République vient de nommer un successeur à M. de Lomellini. C'est M. François Doria, homme âgé d'environ 30 à 35 ans, l'aîné de sa famille et point marié. Il a été gouverneur de Savone, et employé à régler quelques petites difficultés de limites avec les Piedmontois. Il est présentement du Consigliette. M. Doria est un de ces Génois qui ont grande idée de leur Sérénissime République. Il en a une gueres moins avantageuse de sa Personne et de son mérite. Au fond il ne manque pas d'esprit.

Suivent quelques petites impertinences, qui tendent à faire penser que le nouvel envoyé ne maintiendra pas la légation génoise à Paris au niveau élevé où l'ont portée les Brignole et les Lomellini, peut-être aussi, si j'entends bien Dupont, parce que ce Doria ne jouit pas d'une aussi grande fortune que ses prédécesseurs et « n'est pas icy fort répandu dans le monde et se conduit un peu en philosophe », ce qui ne sera pas un avantage à Versailles et à Paris. Mais, se hâte d'ajouter Dupont,

je dois dire que je ne le connois point personnellement, et que j'en'ay

formé le portrait que je viens de faire qu'en combinant tout ce que j'ay entendu. J'y ajouteray et retrancheray par la suite avec la même sincérité.

(Dupont à Amelot, Gênes, 26 avril 1742. Archives des affaires étrangères, Paris, *Correspondance politique de Gênes*, vol. CIX.)

Le lecteur pourra, plus exactement que ne le fait Dupont, apprécier les qualités d'esprit et de caractère du nouvel envoyé génois en suivant son action et en lisant les extraits que je donnerai de ses dépêches. Ce qui me frappe, c'est qu'il réagira avec plus de vivacité que Lomellini devant les difficultés ou les désagréments de sa mission. On ne saurait, avec justice, lui reprocher de sentir très profondément et très vivement la fierté de représenter une République qui a joué un très grand rôle historique et qui se maintient encore avec dignité dans un monde devenu si différent ; — et pas davantage la fierté de porter un nom qui est connu et respecté de l'Europe entière. Il est certain qu'entre ses mains l'ambassade génoise à Paris ne perdra rien de son autorité, puisque le Sénat de Gênes lui donnera comme prolongement Aix-la-Chapelle ¹.

Nous avons quelques détails intéressants sur le voyage du nouvel envoyé de Gênes à Paris pour se rendre à son poste. On le trouve dans une lettre datée de Marseille le 5 octobre 1742. Le nouvel envoyé — selon l'usage — avait pris pour se rendre en France la voie de mer. Parti de Gênes vers le 21 ou 22 septembre, il avait été retardé par des vents contraires et avait serré la côte au plus près pour éviter toute rencontre avec les Anglais qui se plaignaient que la neutralité de Gênes fût, à leur égard, exempte de bienveillance. Il réussit à éviter cette rencontre au large de Villefranche, mais il ne put y échapper, le 25 septembre, au large des îles d'Hyères. Les deux felouques de l'ambassadeur génois ayant été aperçues comme elles côtoyaient les îles, un des navires de guerre anglais détacha vers elles des chaloupes armées, au nombre de quinze ! Ne voulant pas avoir l'air de les fuir, l'ambassadeur

1. C'est ce titre d'ailleurs de négociateur de Gênes au congrès d'Aix-la-Chapelle qu'on lira dans la légende latine qui figure sur le portrait ci-contre, dont je dois la reproduction à l'obligeance de ses descendants actuels les marquis Vittorio et Marco Doria Lamba.

ordonna de se laisser porter vers elles et en fut bientôt entouré. Il se fit connaître et invita à monter à son bord l'officier anglais qui paraissait commander. Celui-ci inspecta attentivement ses papiers et lui fit, en français, et avec beaucoup de politesse, quelques questions, suivies d'une invitation courtoise à vouloir bien aller accoster le navire amiral. L'envoyé génois répondit que non seulement il allait le faire volontiers, mais encore qu'il irait présenter ses hommages à l'amiral, si celui-ci le lui permettait. L'officier anglais étant allé rendre compte à l'amiral Matthews, revint et demanda à l'envoyé s'il pouvait donner sa parole d'honneur qu'il n'était chargé d'aucune lettre pour les Espagnols. L'envoyé ayant donné sa parole dans ce sens, l'amiral lui fit dire qu'il pouvait continuer son voyage et lui fit offrir des rafraîchissements et des vivres s'il en avait besoin. Après quoi, Doria reprit sa route mais fut contraint par les vents d'ouest de débarquer dans la presqu'île de Giens, d'où il gagna Toulon par la voie de terre, avec des chevaux que lui avait amenés le consul génois en cette ville. A Toulon, il fut visité et invité à dîner par l'intendant de la marine, M. de Villeblanche, qui le fit accompagner par son neveu dans la visite du port et de l'arsenal. Il fut de plus comblé d'attentions par M. de Court, lieutenant général et commandant l'escadre française, par l'amiral Navarre commandant l'escadre espagnole, et par le gouverneur militaire de Toulon, M. de Marnesia. Le 2 octobre, il reprit son voyage et arriva à Marseille, où il fut l'objet des mêmes attentions flatteuses, en particulier de la part du marquis de Mirepoix, commandant les armées du roi en Provence. Doria insiste avec complaisance sur tous ces égards, invitations à dîner, loge au théâtre, visite des échevins de Marseille, etc., et ils sont en effet dignes d'intérêt comme signes du prestige génois persistant en Europe, malgré le déclin incontestable de la force réelle. Il est vrai que l'amitié génoise, dans la situation présente des choses en Europe, gardait son prix, et si à Paris on pouvait quelquefois le perdre de vue, en Provence on ne pouvait l'oublier. Il était un peu surprenant que l'amiral anglais, en cette occurrence, se fût borné à de la stricte courtoisie et n'eût pas accepté l'offre que lui faisait l'ambassadeur de Gênes d'aller le saluer à son bord, mais l'amiral Matthews

était plus rude que fin, plus soldat que diplomate ! Et la mauvaise humeur anglaise contre Gênes était certaine ¹. Mais les Anglais n'étaient pas les seuls à avoir de la mauvaise humeur contre Gênes, et Doria s'en aperçut dès ses premières audiences à Versailles. Elle s'accumulait depuis quelque temps dans le cœur des ministres français : par ressentiment d'abord pour l'attitude de Gênes qui faisait la sourde oreille aux suggestions espagnoles de sortir de la neutralité. L'obstination génoise à se renfermer dans sa neutralité devenait de plus en plus fâcheuse depuis qu'on avait perdu tout espoir à Madrid d'un accommodement avec Turin. Du coup, l'Italie pratiquement se trouvait fermée, puisque pour parvenir sur les terres contestées il fallait ou se frayer un chemin à travers les Marches pontificales ou la Toscane, et l'Apennin le plus impraticable, en présence d'une armée austro-sarde, ou tenter le passage à travers la formidable muraille des Alpes. Or, par les cols ligures, il n'y aurait eu qu'un bond à faire, de la méditerranée aux rives du Po ! Ajoutons des difficultés commerciales : on venait d'édicter à Gênes un nouveau règlement du port, dont les autorités françaises s'indignaient comme attentatoire à des usages bien établis. Les autorités génoises affirmaient, au contraire, que ces prétendus usages bien établis n'étaient que privilèges abusifs, auxquels il convenait de mettre un terme. Maurepas, naturellement hautain et cassant

1. Les Génois, en effet, aux yeux des Anglais et de leurs alliés, non seulement *ont l'air* d'avoir une coupable prédilection pour l'Espagne (nous avons vu que ce n'est pas l'opinion de la légation de France à Gênes !), mais, encore, ce qui est plus grave, ils ont manqué d'égards pour l'Angleterre elle-même dans plusieurs menus incidents. En juin 1741, un petit vaisseau de guerre anglais ayant pris une barque génoise à l'entrée même du port de Gênes, on a fait sortir deux galères pour lui courir sus ! Le navire anglais s'est retiré à Livourne avec sa prise, mais les Génois ont retenu une de ses chaloupes, avec le lieutenant et les hommes qui la montaient, comme équivalent de leur barque et les ont gardés aux arrêts jusqu'au règlement de l'affaire ! Chose plus inouïe encore, peu après, un autre petit navire anglais, armé en course, ayant arrêté un petit bâtiment espagnol sous le canon de San Remo, les Génois ont tiré à boulet sur la chaloupe anglaise qui a dû lâcher prise ! (Voir Dupont à Amelot, 28 juin et 6 juillet 1741. Arch. des aff. étr., Paris, *ibid.*, vol. CVII.) Il est permis de voir dans cet entrecroisement de récriminations la preuve que Gênes s'efforce sincèrement de tenir la balance de la neutralité égale entre les belligérants.

et qui aux griefs généraux du cabinet français ajoutait les griefs précis de son département, se trouvait dans un état d'irritation inexprimable. Dès la première audience où il reçut le nouvel envoyé génois il éclata, menaça la République d'user de représailles et d'interdire tout commerce entre les deux Etats. Il observa d'ailleurs que l'envoyé de France à Gênes ne cessait pas de se plaindre du peu d'effet des remontrances dont il était chargé ¹ : ou bien on ne lui répondait pas ou, si on lui répondait, c'était en des termes dont la politesse cérémonieuse dissimulait mal l'absence totale de précision et de substance. Jamais, s'exclamait Maurepas, de conclusions précises ! Faire tout traîner en longueur, telle paraissait être la maxime constante du Sénat de Gênes et de ses envoyés ² !

Doria, très mortifié de ce rude accueil pour son début, manquait lui-même, sur la plupart des questions, d'informations précises et souvent même d'instructions. Et comme son caractère paraît avoir été moins accommodant que celui de son prédécesseur, il ne tarda pas lui-même — ce que n'avait jamais fait Lomellini ! — à se plaindre à son gouvernement, et avec une amertume croissante, de l'obscurité et de l'incertitude où on le tenait, ce qui l'empêchait de s'acquitter de sa mission avec une autorité suffisante.

Sa position était d'autant plus embarrassante que dans le temps même où il avait à essuyer, pour ses débuts, les scènes orageuses que lui faisait Maurepas, et à se défendre contre la mauvaise humeur de tous les ministres français, il devait essayer d'intéresser le cabinet français à la défense de l'intégrité territoriale génoise menacée de plus en plus par de mauvais bruits qui couraient, avec insistance, d'un accord anglo-

1. Oui, quelquefois, et en partage avec le consul général Contlet, en matière de commerce et navigation, par Maurepas, car en matière de politique, et par Amelot, je répète qu'il n'est jamais chargé de rien, ou peu s'en faut ! Il n'est même pas tenu au courant, le plus souvent, et si on songe parfois à lui dire, en quelques lignes, de quoi on discute, c'est *pour son instruction personnelle* sans le charger d'aucune démarche. Encore une fois, tout l'important se passe aux audiences hebdomadaires des ministres à Versailles. Et il ne pouvait pas en être autrement.

2. Dépêche de Doria, de Paris, 29 octobre 1742. (Arch. de Gênes, *ibid.*, 2223, 47.)

austro-sarde aux dépens de Gênes. On disait que l'Angleterre et l'Autriche avaient promis au roi de Sardaigne de l'aider à prendre Savone, ou de le lui faire obtenir à la paix, s'il voulait s'engager à *fond* dans la guerre, au lieu d'y observer une attitude simplement défensive au regard de l'Espagne et provisoire à l'égard de l'Autriche. Aux demandes et sollicitations inquiètes de Doria, le cardinal n'avait répondu que par des paroles froides et évasives ; il ne savait rien et déclarait ne pas croire que le roi de Sardaigne eût les moyens de prendre Savone de vive force, à quoi Doria, ancien gouverneur de Savone, objectait que rien ne serait plus facile au contraire s'il y était aidé par l'Autriche et l'Angleterre. Doria avait trouvé un auditeur plus attentif chez le comte d'Argenson, qui de l'intendance de Paris venait d'être appelé au conseil des ministres comme adjoint au cardinal de Tencin, le successeur probable de Fleury dont la fin paraissait proche. Le comte d'Argenson avait manifesté une vive sympathie pour l'inquiétude indignée de l'envoyé génois, et ayant examiné la chose de près sur la carte en avait aussitôt aperçu la gravité. Mais la France avait à ce moment ses propres inquiétudes : les troupes anglaises, hanovriennes et hessoises commençaient leur mouvement vers l'Est et on se demandait à Paris quel était leur objectif précis : Luxembourg ? Lorraine ? Champagne ? Allemagne ? D'autant plus que s'il y avait maintenant rupture officielle avec le Hanovre, la paix subsistait, officiellement du moins, avec l'Angleterre. En fait, comme Doria avait pu le constater de ses propres yeux et comme on le lui avait précisé à Toulon et à Marseille, les escadres anglaises bloquaient les côtes de Provence, de sorte que les navires français en étaient réduits à longer le rivage pour rester sous la protection du canon français¹. A la vérité, la protection accordée dans la rade

1. On se rendra compte de la situation qui était faite au commerce français en Méditerranée par cet état de nos relations avec l'Angleterre qui n'était pas la guerre tout en l'étant, en lisant l'étrange missive du comte de Maurepas, ministre de la marine, à MM. les échevins et députés du commerce, à Marseille, en date de Versailles le 8 octobre 1742 :

J'ai reçu, Messieurs, votre lettre du 26 du mois dernier par laquelle vous m'informez que le S^r Walley, negociant anglais établi à Marseille, vous a communiqué celle que le vice-amiral Mathews lui a écrite pour notifier aux negocians de cette ville qu'il arrêtera tous les bâtimens françois et des autres nations qui viendront

de Toulon à une escadre espagnole — et l'Espagne, elle, était officiellement en guerre avec l'Angleterre ! — rendait assez explicable l'attitude anglaise ! Mais on était en un temps où le droit international, et en matière de guerre maritime surtout, était fort obscur. L'exemple même de la France, et à ce moment précis, en était une preuve bien saisissante. Car non contente d'abriter dans son port militaire de Toulon une escadre espagnole belligérante, et de lui permettre de s'y rééquiper pour la bataille contre les Anglais, avec qui la France était encore en paix, elle permettait à toute une armée espagnole de marcher à travers la Provence et le Dauphiné vers la Savoie, pour y attaquer le roi de Sardaigne avec qui nous étions également en paix ! ! Cette armée, à laquelle Doria assure que le chevalier de Folard avait donné un plan de campagne, mais qui, en tout cas, avait à sa tête, depuis peu, le marquis de la Mina, intelligent et fougueux ¹, envahit la Sa-

des ports d'Espagne dans ceux de Provence avec des chargemens de Bled ou d'autres provisions réputées pouvoir être destinées pour les vaisseaux espagnols. Le Roi à qui j'en ay rendu compte ne désapprouvera pas que les particuliers prennent des mesures pour éviter ces vexations jusqu'à ce que Sa Majesté se soit mise en état de les faire cesser. Elle est toujours disposée à protéger le commerce de ses sujets et vous pourrez en assurer les negociants de Marseille.

(Archives historiques de la Chambre de commerce de Marseille. Recueil des lettres de la Cour, fol. B. 96.)

1. Et de plus conseillé discrètement par cet officier français d'extraordinaire valeur dont j'ai déjà parlé dans mon introduction. Il convient donc, dès maintenant, de le faire connaître de plus près. Pierre de Bourcet était né en 1700, à Usseaux, dans la vallée du Pragelas, alors partie du Dauphiné et qui fut en 1714 cédée au Piémont en échange de la vallée de Barcelonnette. Fils et arrière-petit-fils de soldats distingués qui avaient servi sous Louis XIV et Louis XIII, et avaient reçu d'exceptionnels témoignages d'estime des officiers généraux qui les avaient sous leurs ordres, Pierre de Bourcet servit dès l'âge de 9 ans dans la compagnie de son père qui n'était pas seulement un commandant de compagnie d'un admirable courage mais, de plus, un officier parfaitement entendu au service d'état-major. C'est à cette formation, et à sa familiarité héréditaire avec ses Alpes natales, que l'auteur des *Principes de la guerre de montagne* dut de devenir l'incomparable chef d'état-major, et plus encore le conseiller et l'inspirateur de tous les commandants en chef des armées françaises qui guerroyèrent dans les Alpes et en Italie au cours du règne de Louis XV. Honneur plus grand encore : Napoléon lui dut non seulement bon nombre d'idées précises mais même quelques-uns de ses principes.

(Sur ce point, voir Pierron, *Comment s'est formé le génie militaire de Napoléon I^{er}*, 1889, et Spenser Wilkinson, *The French Army before Napoléon*, Oxford, 1915, et surtout *The Defence of Piedmont*, Oxford, 1927, *passim*.)

voie — en partant de Fort-Barreaux, notre place frontière — avec la rapidité de la foudre, et entra à Chambéry le 28 décembre, alors qu'on ne savait même pas encore si elle se mettrait en mouvement ! Evidemment, le roi de Sardaigne ne s'attendait pas à une pareille rapidité et une pareille vigueur. Ses troupes, dispersées et peu nombreuses, presque sans cavalerie, n'avaient pu que se replier dans le plus grand désordre de peur d'être enveloppées. Elles souffrirent beaucoup en repassant les cols en cette terrible fin de décembre ¹. Le roi de Sardaigne, commandant en personne sa trop petite armée, en avait partagé les souffrances et les périls, mais son prestige n'en était pas moins atteint. Doria signale que les habitants de Chambéry avaient d'eux-mêmes envoyé une députation chargée de présenter les clefs de la ville à don Manuel de Sada qui se présentait, au nom de l'infant, avec quinze cents cavaliers, quatre cents grenadiers et cinq cents miquelets. C'était là un beau succès pour l'Espagne : elle tenait à la fois ainsi une forte position militaire et un magnifique gage territorial. Ce succès était malheureusement compensé par un grave revers français en Bohême : Prague, que le maréchal de Belle-Isle, le 16 décembre, avait dû de nouveau abandonner à son malheureux sort sous une nouvelle pression convergente des armées autrichiennes, avait dû capituler le 2 janvier. L'honneur restait sauf, l'héroïque colonel Chevert ayant arraché à l'ennemi le droit de se retirer avec tous les honneurs de la guerre avec les sept mille hommes, la plupart blessés ou malades, qui lui restaient. Au même moment, on apprenait que l'arsenal de Brest venait d'être détruit par les flammes avec un vaisseau de 120 canons qu'on achevait d'y construire.

1. Voir dans Spenser Wilkinson, *The Defence of Piedmont* (1742-1748), le détail de cette courte campagne de quinze jours, si importante par son résultat politique, mais, assure le critique militaire anglais, de fort peu de mérite militaire. Il raille le gouvernement espagnol qui fit le marquis de la Mina capitaine général, en récompense de cet exploit. Mais si la première tentative espagnole, sous de Glimes, pour s'emparer de la Savoie avait abouti à un piteux échec, bien qu'elle eût eu le bénéfice de la surprise, pourquoi la seconde, victorieuse, en face d'un adversaire alerté, serait-elle sans mérite ? La vérité est que le marquis de la Mina, avec toutes les raisons qu'avaient déjà les Français et qu'ils eurent bien davantage après, de ne pas l'aimer, était un officier d'incontestable talent. Et il avait Bourcet dans ses bureaux d'état-major !

Des millions de dégâts. On attribuait cet incendie aux Anglais. *Fecit cui prodest !* La guerre se traînait donc lourdement avec des succès qui ne faisaient pas la loi à l'ennemi et des revers qui ne faisaient que surexciter l'énergie ! Fleury, après avoir si longtemps résisté à la mort, lui céda enfin, le 29 janvier, ayant gardé jusqu'au bout sa lucidité entière, s'informant des nouvelles de cette guerre qu'il avait subie comme nécessaire, mais à laquelle il avait toujours instinctivement répugné. Si un philosophe comme Vauvenargues, et qui avait enduré, comme officier subalterne, toutes les souffrances de cette guerre, au point d'être condamné à en mourir, pouvait justifier cette guerre ¹, le cardinal pouvait sans doute à son lit de mort envisager le jugement de Dieu, avec une gravité triste sans doute mais avec la conscience calme.

Doria porte témoignage de la douleur profonde du roi à la mort de son grand ministre. Il ne manque pas de souligner la décision qu'il prit aussitôt de ne pas lui donner de successeur et d'être à lui-même son premier ministre. Le jour même de la mort du cardinal, le roi informa de sa décision ses ministres et leur fit connaître qu'ils auraient à travailler avec lui tour à tour, aux jours qui leur seraient indiqués. Et, à cette époque, Louis XV méritait encore les éloges d'un Vauvenargues et l'amour de ses peuples.

Mais Doria fut bientôt ramené à ses propres inquiétudes de Génois. Le 4 février 1743, il signalait, d'après la *Gazette de Cologne*, l'arrivée à Lisbonne du fameux et dangereux aventurier Théodore, en route, disait-on, pour la Corse, où la fermentation des esprits était de nouveau notoire ². Une quin-

1.... Nous devons du moins cette justice au roi que si les succès de la guerre n'est pas tel qu'on pouvait l'attendre, le seul intérêt de l'Etat et la seule équité l'ont porté à l'entreprendre. Jamais une injuste ambition n'a fait le malheur de ses peuples... Tout l'univers le sait.

(Vauvenargues, *Eloge de Louis XV.*)

C'était écrit en 1744, après la mort de Fleury dont il écrit un peu plus haut :

Ce puissant génie veille dans le sein de la mort sur la destinée de l'Etat'

2. Elle était devenue dangereuse depuis plusieurs mois, comme on peut s'en rendre compte en lisant cette lettre du consul de France à Calvi adressée aux échevins de la Chambre de Commerce de Marseille, en date du 26 avril 1742 :

zaine de jours après, l'envoyé génois était informé, par Amelot lui-même, que Théodore venait d'arriver à Livourne sur un vaisseau de guerre anglais ¹ ! Les ministres de Naples et d'Espagne en exprimaient eux-mêmes à leur collègue génois leurs plus vives condoléances, mais, dit Doria, ils me paraissent assez facilement se consoler d'avance d'une conquête de la Corse par les Anglais, sous les espèces de cet aventurier à leur solde ; en pensant que la Corse pourra ainsi devenir pour la diplomatie anglaise une monnaie d'échange, dont elle pourrait disposer soit en faveur de l'infant Don Philippe, soit en faveur d'autres parties au traité qui pourraient avoir besoin de compensation ! Belle perspective pour Gênes ! Mais dans le présent même, quelle humiliation ! Si faible que se sentit la République devant la moderne dominatrice des

Messieurs, ... *L'affari di questo Regno sono sempre più in malstato che mai per la Republica di Genova e si dubbita di una rivolta generale.*

Questa mattina su ordine del Sig. marchese Spinola Commissario generale si è qui pubblicato un editto che nesun Bastimento possa approdare in qualunque scalo di quest'isola alla riserva de quattro Porti generali : Calvi, Aiaccio, Bonifacio e Bastia, colla pena a trasgressori ritrovandoli in altri porti o siano scali della confisca del Bastimento e carigo, il Padrone impicato e l'equipagio in galera.

J'ai l'honneur d'estre, avec un profond respect, Messieurs, votre très humble et très obéissant serviteur.

OZERO, Consul.

(Archives historiques de la Chambre de commerce de Marseille, A. A. 645.)

1. Le 7 janvier 1743, sur *Le Revenge*, de 70 canons, capitaine Barkley, Théodore reçoit à bord la visite du consul d'Angleterre à Livourne et du général Breitwitz, commandant les troupes autrichiennes en Toscane. Ensemble, ils préparent des manifestes aux Corses. Le 1^{er} février, il paraît dans les eaux corses, brillamment escorté de toute une escadre anglaise, et, sans toutefois descendre à terre, distribue ses proclamations datées de la 7^e année de son règne ! (D'après Le Glay, *Théodore de Neuhoff*, ch. VII.) Doria, au moment où il écrit sa dépêche à son gouvernement (18 février 1743), ne sait pas tous ces détails. mais le gros fait est là, et assez clair : cet aventurier, avec une escadre anglaise à sa disposition, travaillant à soulever la Corse terre génoise, alors que Gênes est en paix avec l'Angleterre !! Il manifeste une surprise douloureuse. Qu'eût-il dit s'il avait pu lire la lettre d'Horace Walpole écrivant le 13 février à son ami Horace Mann, le ministre anglais à Florence, qui lui avait envoyé des exemplaires des manifestes de Théodore : « Je lui souhaite succès de tout mon cœur. Je déteste ces Génois : ils ont fait d'une république la plus diabolique de toutes les tyrannies. » En tout cas, Doria en sait assez pour faire cette réflexion judicieuse :

Ce n'était pas sans raison que feu le cardinal Fleury me témoignait ses grandes craintes des visées anglaises sur la Corse, et de Théodore comme leur agent pour les réaliser ! *Non senza gran fondamento mi mostrava il fu cardinale un gran timore delle mire inglesi sopra la Corsica, e di Teodoro da loro destinato per eseguirle.* (Doria au Sénat de Gênes, de Paris, 18 février 1743. Archives de Gênes, *ibid.*, 2223-47.)

mers, le ministre génois à Londres eut l'ordre de réclamer des explications sur cette complicité de l'escadre anglaise avec un aventurier allemand, dans son attentat sur la souveraineté d'une république neutre et si parfaitement pacifique. Si relâchée que fût la morale internationale, la position du gouvernement anglais était intenable¹ ; il se tira de ses explications comme il put, c'est-à-dire assez mal : il n'était pour rien dans cette affaire, c'étaient l'amiral anglais et ses officiers qui s'étaient prêtés à cette farce de mauvais goût, et de leurs deniers avaient aidé Théodore tout en se moquant de lui ! On ouvrirait une enquête d'ailleurs là-dessus ! Les principes du moins étaient saufs ! Mais le danger ne subsistait pas moins ! Comment empêcher le coup de main ou la rébellion devenus si faciles depuis que les Français avaient évacué l'île, par suite du refus du Sénat de leur concéder, en dépôt, deux places de sûreté où ils eussent pu, même en petit nombre, résister à toute surprise et décourager par leur seule présence toute velléité d'insurrection ou de conquête ! Un bien curieux incident montre à quel sentiment désespéré d'impuissance était alors en proie le gouvernement de la République² devant le danger que lui faisait courir ce misérable aventurier westphalien. Un peu avant qu'il ne fît sa réapparition triomphale dans les eaux toscanes et corses, mais alors que déjà on savait sa

1. Un témoignage de l'indignation qu'elle excita à Gênes : cette conversation que Jonville, revenu de congé, eut la chance d'avoir à l'Opéra avec un des nobles les plus considérables de la République, Augustin Grimaldi :

Il me dit : qu'il n'aueroit jamais pu s'imaginer que l'Angleterre qui étoit une puissance considérable et respectable se fut portée à une action aussi noire et aussi indigne.

(Archives du Min. des affaires étrangères, Paris, *ibid.*, vol. CXII.)

2. Ce qui ne signifie pas, s'il faut en croire Jonville, toute la population de Gênes. Il écrit, en effet, le 13 février 1743, au sujet des nouvelles de Corse :

Les nobles génois sont dans une consternation et dans un abatement extrême, mais ceux qui ne sont pas nobles, qu'on appelle icy du second ordre, en sont fort aises et ils voudroient que la Corse n'appartînt plus à la Rép^e soit parce qu'on les charge tous les jours de nouveaux impôts pour la conservation de cette isle, soit pour voir l'arogance des nobles abatue...

(Archives des affaires étrangères, Paris, *ibid.*, vol. CXII.)

J'ai déjà signalé la tendance française à exagérer le dissentiment moral, entre la noblesse génoise et les autres classes de la population. Les événements des années suivantes en donneront la mesure exacte, bien moindre.

venue prochaine, le consul de Gênes à Venise signala, à tort ou à raison, sa présence dans cette ville et témoigna en même temps de son zèle pour essayer de le mettre hors d'état de nuire. Le Sénat, se trompant sur les limites de ce zèle, lui fit répondre que cet aventurier allemand n'étant naturellement pas compris dans l'amnistie accordée aux Corses, tout moyen était bon contre lui ! Malheureusement pour Gênes, son consul à Venise se trouvait être le doux et charmant Goldoni, égaré un instant dans la diplomatie, et soit qu'on l'eût mal renseigné, soit qu'il n'arrivât pas à découvrir le baron westphalien dans le labyrinthe de Venise, soit qu'il ne tînt plus à le découvrir depuis qu'il savait quelle sorte de service on avait l'air d'attendre de lui, il perdit brusquement tout son goût de néophyte pour un métier qui menaçait de le faire passer de la comédie à la tragédie, et il s'en retira précipitamment sous un prétexte ¹ ! Pendant ce temps, l'insaisissable Théodore, qui excellait comme on sait dans la tragi-comédie appliquée, s'appêtait à soulever la Corse, avec l'argent et les armes que lui donnaient sans en faire grand mystère le grand-duc de Toscane et le cabinet anglais. Il se chargeait du scénario et des oripeaux. Tout le bénéfice de la représentation irait à l'Angleterre !

La France ne pouvait rester insensible à ces nouvelles perspectives de l'affaire corse. L'irritation légitime qu'elle en conçut se traduisit d'abord par une scène épouvantable que fit Maurepas à Doria. Bien que Maurepas ne fût pas chargé des affaires étrangères, le commerce maritime et la marine dont il était chargé lui donnaient l'occasion d'en traiter, et son autorité personnelle dans le conseil était si grande, si

1. Sur toute cette affaire — qui est de décembre 1742-janvier 1743 — voir *Corrispondenza diplomatica inedita di Carlo Goldoni* publiée avec une introduction et des notes par Raffaele di Tucci (Edizioni Fratelli Treves, Milano-Roma, 1932). Avant de donner carte blanche à son consul pour agir contre Théodore Neuhoff, le gouvernement génois s'est assuré que cet aventurier westphalien mis hors la loi n'est pas couvert par l'amnistie, et il met comme condition qu'il soit prouvé que Neuhoff s'appête, en effet, à retourner en Corse pour y fomenter une nouvelle rébellion. Un théologien de la République est consulté pour savoir si ce blanc-seing peut ainsi être donné *iuta conscientia*. De Tucci n'a pas réussi à trouver la consultation du théologien ni le texte de la délibération définitive.

supérieure surtout à celle d'Amelot ! qu'il ne se gênait pas pour se poser à l'occasion en interprète du gouvernement tout entier. Et c'est avec cet air, à la fin février, qu'il fit contre Doria une sortie furieuse : La République de Gênes, avec son misérable système de neutralité apparente et d'imprévoyance réelle, allait perdre la Corse et se perdre elle-même ! La France qui avait constamment souffert de ses défiances, et de ses mesures vexatoires, ne pouvait envisager cette ruine qu'avec la plus entière indifférence. Quel que fût le futur maître de la Corse, de Savone, de Gênes même, il ne pourrait être pire pour la France ! Quiconque se réclamait de la France à Gênes n'était-il pas sûr d'être en butte à toutes les vexations ! Le commerce de France n'était-il pas traqué dans le port de Gênes ! Vainement, l'envoyé génois essaye-t-il par ses dénégations et ses protestations de le faire revenir de ces « impressions sinistres ». Maurepas reprit que les faits seuls, non les paroles, comptaient en pareille matière et que tant que le Sénat de Gênes persisterait dans sa conduite, le cabinet français persisterait dans son opinion !

Quelques jours après, un ami intime de Maurepas, et évidemment chargé d'un sondage, reprenait ce thème auprès de Doria : l'arrogance des Anglais sur les mers devenait de plus en plus odieuse à toutes les nations ; elle allait devenir absolument intolérable en Méditerranée si on souffrait que la Corse tombât en leur pouvoir. Il était désormais prouvé, d'autre part, que la possession de la Corse n'était plus pour Gênes qu'un pesant fardeau, une dépense ruineuse, un danger constant ; cette possession était d'ailleurs terriblement précaire, à la merci d'un coup de main, d'une rébellion ; mieux valait par conséquent que la République, dans son intérêt même, en négociât la cession à l'Espagne qui ayant d'ailleurs d'anciennes prétentions sur quelques parties du territoire génois de terre ferme en ferait l'abandon dans cet accommodement.

Après avoir résumé ces ouvertures officieuses, Doria dit avoir eu besoin de tout son empire sur lui-même pour ne pas éclater devant un projet « si extravagant ». Ce qui était indubitable cependant, ajoute-t-il, c'est que la France et l'Espagne n'assisteraient pas indifférentes et inertes à une tentative

anglaise sur la Corse ! La France, qui se repentait peut-être d'avoir évacué la Corse, ne manquerait certainement pas d'agir avec vigueur de ce côté dès que la guerre aurait éclaté avec les Anglais. Tous les ministres étrangers à Paris avaient en ce moment les yeux fixés sur la Corse, se demandant comment allait réagir la France, et persuadés que la République de Gênes avait déjà demandé à nouveau l'assistance française. L'un d'eux disait avoir réussi à se procurer un résumé du traité entre l'Angleterre et Théodore, et Doria en ayant eu communication officieuse, le transmettait le 21 mars à son gouvernement. Il mérite bien d'être reproduit (ce résumé était en français) :

Théodore s'oblige à faire lever douze mille hommes pour le service de Sa Majesté hongroise ou celui de l'Angleterre, de recevoir et protéger dans les ports tous les vaisseaux de guerre ou marchands de l'Angleterre, s'oblige en son nom et en celui des Corses à donner entrée à douze mille hommes de troupes réglées tant anglaises que toscanes, lesquelles troupes agiront offensivement sous les ordres et au nom de Sa Majesté Britannique ; reconnaît les cours d'Angleterre et de Vienne comme protectrices ; — pendant la guerre, l'Angleterre lui fournira deux cent cinquante mille livres sterling, l'artillerie et les munitions ; — à la paix, Théodore au contraire paiera tribut, et les troupes anglaises resteront dans l'île ¹.

Amelot, avec plus de courtoisie que Maurepas, mais avec une fermeté impressionnante, représenta au ministre de Gênes que la France se voyait singulièrement récompensée de la loyauté dont elle avait usé dans la pacification de la Corse : la Corse pacifiée, elle l'avait évacuée entièrement et remise à Gênes, qui se trouvait maintenant hors d'état d'empêcher les Anglais de la prendre ! Or, à l'égard de l'Angleterre, la République avait multiplié les témoignages de déférence et les deux pays étaient en paix ! Il fallait que Gênes s'expliquât sur l'at-

1. Ce traité ainsi résumé existait-il ? J'ai vainement cherché une réponse ferme à cette question dans les deux livres de Le Glay, et dans les études d'histoire diplomatique de Sir Richard Lodge. Jusqu'à preuve du contraire, je ne puis le croire : le gouvernement anglais utilisait cet aventurier pour ses fins, évidemment, et sans le moindre scrupule, mais je ne crois pas qu'il ait été assez imprudent pour signer un pareil papier ! Au reste, c'eût été faire trop d'honneur à Théodore que de traiter avec lui comme avec une puissance !

titude qu'elle allait prendre devant un pareil attentat, et sur ses moyens d'assurer la défense de l'île. Sur cette question précise d'ordre technique le maréchal de Noailles, nommé ministre d'Etat, entreprit l'envoyé génois, lui demandant de quelles forces disposait la République dans chacune des places corses, et dans celles de terre ferme. Doria, très mal informé sur ce point, comme d'ailleurs sur les autres, répondit avec embarras qu'ayant quitté Gênes depuis cinq mois il ne pouvait pas être au courant de ces détails, qu'il était bien convaincu que toutes les places fortes génoises étaient en état de défense, et qu'il était convaincu que le scandale de cet attentat indignerait tous les princes et les déterminerait à s'y opposer. En même temps, honteux de la figure que faisait Gênes par cette attitude débile et hésitante qui encourageait toutes les audaces, il suppliait le Sénat d'inspirer enfin un esprit nouveau de zèle, de fermeté et de valeur à tous ceux qui étaient chargés de sa défense, dans tous les domaines. Il adjurait tous les membres du patriciat génois de se porter aux postes de responsabilité et de commandement, surtout en Corse, et d'inspirer le respect à tous, sujets et ennemis, par leur énergique contenance :

Si la fatalité, concluait-il, veut que nous ayons à perdre quelque chose, que le monde du moins, loin d'avoir à nous reprocher de la faiblesse et de la lâcheté, admire au contraire notre valeureuse défense ¹ !

Ces adjurations venaient un peutard. Dès le début de mars, Théodore avait débarqué en Corse et dès la fin mars toute la Corse était en insurrection ! Carteret, à Londres, affirmait, pour la forme, nous l'avons vu, que l'Angleterre n'y était pour rien, mais l'envoyé de Gênes à Londres, G. B. Gastaldi, dans une dépêche du 22 mars, qu'il faisait passer par les mains de Doria, affirmait catégoriquement que c'était bien ce ministre qui était « l'auteur de tout ce désordre ». Au même moment, les troupes espagnoles, revenues depuis octobre 1742 des con-

1 ... *Se la fatalità vorrà che abbiasi a perdere qualche cosa non abbia il mondo a rimproverarci di debolezza o codardia ma ad ammirarne la valorosa difesa.*

(F. Doria au Sénat de Gênes, de Paris, 4 mars 1743. Archives de Gênes, *ibid.*, 2223-47.)

fins du royaume de Naples jusqu'à Bologne, réorganisées et remises en main par un nouveau chef, excellent, le comte de Gages, — car Elisabeth Farnèse irritée avait rappelé Montemar — venaient de se montrer, pour la deuxième fois, hors d'état d'envahir la Lombardie autrichienne solidement gardée par l'armée austro-sarde. Tout ce que cette armée avait pu faire, à la bataille de Camposanto (8 février 1743), c'était de maintenir ses positions, au prix de lourdes pertes, contre la contre-offensive austro-sarde, mais elle avait dû la nuit suivante reprendre le chemin de Bologne. Après une nouvelle période d'inaction ¹, de part et d'autre, cette armée, sous la pression de l'armée autrichienne renforcée, et animée par un nouveau chef, — le prince de Lobkovitz, car Marie-Thérèse irritée, elle aussi, de la circonspection excessive de Traun l'avait remplacé ! — allait reculer jusqu'à Rimini et chercher à s'appuyer à nouveau sur le royaume de Naples ! Le beau plan d'Elisabeth Farnèse, si bien conçu dans son alcôve de Madrid, d'opérer en Lombardie la jonction de l'armée espagnole de Savoie et de l'armée de Romagne, se trouvait donc réduit à néant par cette retraite inattendue. Et il n'était pas moins anéanti par l'impossibilité de l'armée de Savoie de descendre en Lombardie. Elisabeth avait eu cependant une idée lumineuse : — Pour n'avoir pas à subir les exigences diplomatiques du roi de Sardaigne, ou triompher militairement de sa résistance, le marquis de la Mina, avec son armée de Savoie, n'avait qu'à passer par la Suisse ! Malheureusement, ces gens des cantons, au caractère mal fait, et qui avaient sur la neutralité des idées à eux, vraiment trop singulières, et tout en recrutant d'ailleurs volontiers pour le service d'Espagne et de France, déclarèrent aussitôt qu'ils résisteraient par la force à toute tentative de passage à travers leurs terres ! Elisabeth n'insista pas. Il lui fallait donc maintenant non seulement renoncer à ce plan magnifique de la jonction des armées espagnoles en Lombardie, mais même trembler pour le royaume

1. Parce que l'armée piémontaise refusa de franchir le Panaro. Le roi de Sardaigne, conformément à la convention de Turin, voulait bien défendre — provisoirement — la Lombardie autrichienne contre l'Espagne, mais il refusait absolument d'aider l'Autriche à reconquérir le royaume de Naples. Et il entendait aussi respecter les terres pontificales.



PIERRE DE BOURCET

Peinture anonyme donnée en 1806 par M. de Bourcet, neveu du général, à la Société des Sciences et des Arts de Grenoble et conservée à la Bibliothèque de Grenoble.

(Cliché exécuté sur ma demande par Piccardy.)

de Naples que les Autrichiens entendaient bien reconquérir ¹. N'était-ce donc pas assez d'amertume que son fils aîné Don Carlos eût été contraint, en août précédent, de revenir brusquement de l'alliance avec l'Espagne à la neutralité, par la vertu persuasive des canons d'une escadre anglaise ! En ce moment, le roi de Naples discutait péniblement à Londres sur une définition de la neutralité et venait de rendre à son père deux régiments qu'il lui avait empruntés. Il allait se trouver bien autrement compromis en accueillant l'armée espagnole en retraite ! Evidemment l'armée autrichienne l'y suivrait et l'escadre anglaise allait de nouveau s'emboîser dans la rade de Naples ! En attendant, l'escadre anglaise aux ordres de Théodore — il faut bien s'exprimer ainsi ! — venait attaquer un navire espagnol, le *San Isidoro*, jusque sous le canon génois d'Ajaccio, et le contraignait à s'incendier. Sur cette affaire du *San Isidoro* qui est du 28 février 1743, Jonville fit parvenir à Versailles une déposition unanime de l'équipage, traduite de l'espagnol en français et datée de Livourne le 21 mars. L'équipage du navire espagnol avait dû gagner la terre à la nage ayant perdu 5 tués et 30 noyés. Le gouverneur d'Ajaccio, non content de n'avoir rien fait pour faire respecter la neutralité génoise, n'avait pas consenti à donner asile aux survivants, qui avaient dû se réfugier dans la montagne. L'attitude du capitaine espagnol, De Lage, avait été fort énergique et même téméraire : non seulement il avait refusé avec hauteur de se rendre à l'officier anglais qui était venu l'en sommer, ayant derrière lui toute l'escadre, mais même, l'embarcation anglaise s'étant éloignée, c'est le navire espagnol qui avait ouvert le feu, désamarrant le navire amiral anglais ! Bien entendu, vives récriminations espagnoles contre l'inertie et la mauvaise volonté génoises dans cette affaire. Récriminations soutenues par la France, bien qu'elle ne fût pas intéressée dans l'affaire. Les Génois répliquèrent que le capitaine espagnol avait été le premier à manquer aux règles du droit des gens, en tirant le premier, et d'ailleurs à d'autres égards, et ils firent remarquer que la France avait bien laissé brûler dans

1. Sur toute cette campagne d'Italie en 1743, voir Wilkinson. *Defence of Piedmont*, ch. iv.

la rade de Saint-Tropez, par les Anglais, plusieurs galères d'Espagne qui s'y étaient réfugiées. A quoi Jonville avait répliqué que Saint-Tropez n'était pas en état de résister comme Ajaccio

et que les Génois ayant tiré à boulet dans le golfe de la Spezia sur une chaloupe anglaise qui visitait des bâtiments, ils auroient pu aussi bien faire tirer dans leur port d'Ajaccio sur les Anglais, d'autant que le commandant anglais en entrant dans le port d'Ajaccio avoit fait dire au commissaire génois qu'il avoit ordre de s'emparer du vaisseau espagnol, sur quoy on dit que le commissaire génois s'étoit contenté de faire des protestations.

Jonville exprimait sa conviction que Gênes serait obligée de remplacer ce vaisseau à l'Espagne. Mais Doria eut beau jeu pour répliquer à Amelot, qui avait repris à son compte toutes ces doléances, que les Anglais étant les maîtres absolus de la Méditerranée, on était bien obligé de dévorer ces affronts en silence et de s'abstenir de s'interposer entre eux et leurs ennemis ¹.

Et les Anglais ne se bornaient pas à faire peser la terreur de leurs armes sur tous les rivages de la Méditerranée, ils continuaient à débarquer à Ostende, renforçant en hommes et en artillerie leur armée d'Allemagne, dite de la Pragmatique et destinée après jonction avec l'armée autrichienne, à donner, espérait-on à Londres comme à Vienne, le coup de grâce à la cause impériale et française. Ils redoublaient d'autre part d'activité à la Haye : fin mai, les Etats généraux de Hollande votaient enfin, et à l'unanimité moins la provine d'Utrecht, un secours de vingt mille hommes à la reine de Hongrie. On était fin mai. Dans la première quinzaine de juin, les Autrichiens rentraient à Munich, talonnant l'armée française et les Bavaois en retraite vers le Rhin, tandis que l'armée anglaise

1. Sur toute cette affaire, voir les dépêches de Jonville à Amelot, 18 et 22 mars 1743. Arch. des aff. étr., Paris, *Correspondance de Gênes*, vol. CXII. Le Glay la raconte dans son *Théodore roi de Corse*, ch. vii, et dans *La Corse pendant la guerre de la Succession d'Autriche*, p. 62. Dans le premier de ces ouvrages il admet formellement que le capitaine espagnol a fait tirer le premier, et dans le second il le nie implicitement ! Il ne dit rien de la réplique génoise alléguant l'exemple même des Français à Saint-Tropez. Ce n'est pas le seul exemple de son peu d'équité pour la République, à laquelle il ne passe rien, même lorsqu'elle est aussi évidemment excusable.

ou plutôt hanovrienne, car Georges II qui la commandait en personne soulignait qu'il n'était là qu'au titre d'électeur du Hanovre — arrivait sur le Main. La France et l'Angleterre étaient officiellement en paix l'une avec l'autre, mais, en vertu d'une bizarrerie du droit international de l'époque, la première étant *auxiliaire* de l'empereur, la seconde *auxiliaire* de la reine de Hongrie, elles n'en allaient pas moins se livrer une grande bataille ! Singulier duel où les principaux intéressés se menageaient fort et laissaient le soin de se battre sérieusement à leurs seconds ! De l'aveu de la critique anglaise, les dispositions du maréchal de Noailles en vue de détruire l'armée anglaise encore séparée de l'armée autrichienne, étaient bonnes, si bonnes même que toute l'armée anglaise, prise comme dans une souricière et notablement inférieure en nombre, eût dû être capturée tout entière ! Un mouvement absurde de l'un de ses lieutenants, la mollesse d'exécution de quelques autres, l'énergie de Georges II qui, emporté vers l'arrière par son cheval effrayé, revint furieux et mena à pied en personne l'attaque de son infanterie pour se frayer passage à Dettingen, donnèrent le gain de la bataille aux Anglo-Hanovriens ! Ils avaient perdu trois mille hommes environ, nous presque le triple ! L'armée française, maltraitée, démoralisée, encombrée non seulement de ses blessés mais de ceux de l'armée anglaise, n'avait plus le ressort nécessaire pour essayer de réparer cet échec et elle se replia lentement vers le Rhin, comme celle du maréchal de Broglie que pressait l'armée autrichienne sur les chemins de la Bavière. La bataille de Dettingen avait été livrée le 27 juin. Dès le 1^{er} juillet au soir, on en eut les premières nouvelles à Paris, peu réconfortantes ¹.

1. La nouvelle de la bataille de Dettingen ne parviendra à Gênes que vers le milieu de juillet. On pourra facilement juger de l'effet produit en lisant ce passage de la dépêche de Jonville à Amelot en date du 24 :

Comme personne ne fait venir icy la gazette qui s'imprime à Paris, et qu'on est plus curieux de lire celles de Hollande et de Cologne, je n'ay pu juger de la vérité du combat de Dettingen ; d'ores en avant je la feray venir... Il a couru icy plusieurs relations fort à notre desavantage...

(Arch. des affaires étrangères, Paris, *Correspondance de Gênes*, vol. CXIII.)

Si petite que fût la victoire anglaise — ce mot est de l'historien anglais J. R. Green — ses résultats de tous ordres allaient être immenses. Elle allait d'autre part enthousiasmer l'opinion anglaise et rendre la guerre continentale elle-même populaire !

Dans la semaine qui suivit, au milieu des bruits contradictoires et des nouvelles partielles ou tronquées, la vérité se fit jour fort déprimante. Les pertes étaient lourdes et l'armée anglaise restait intacte, menagante, à la veille de se joindre à l'armée autrichienne. La France se mettait sur la défensive et reculait jusqu'au Rhin, avec des débris d'armée péniblement retranchés en Bohême. Le roi était violemment agité et le public ne l'était pas moins, d'autant plus que la poste retenait les lettres.

Avec sa prompte intelligence, Doria vit bien tout de suite que cette bataille allait entraîner de graves conséquences, mais elles allaient être plus graves encore qu'il ne le prévoyait et atteindre directement de la façon la plus dangereuse la République de Gênes. Les Etats généraux de Hollande arrivaient enfin à l'unanimité absolue pour la guerre, aux côtés de l'Angleterre, contre la France, et, pour se faire pardonner leurs retards trop prudents, brusquaient la mise en marche d'un corps de vingt mille hommes destiné à se joindre aux armées anglo-autrichiennes. L'empereur se hâtait de conclure un armistice avec Marie-Thérèse et déclarait officiellement se séparer de la France ! Louis XV en profitait pour colorer son échec militaire en déclarant à son tour que l'empereur s'étant accommodé avec la reine de Hongrie, la guerre perdait pour la France toute raison d'être, et par suite, que les armées françaises se retiraient à la frontière française, la France d'ailleurs n'étant plus en guerre avec personne !

Au moment où le prestige militaire de l'Autriche et de l'Angleterre s'affirmait ainsi sur les deux grands théâtres de la guerre, Gênes se mettait une mauvaise affaire sur les bras avec les Anglais. Le 1^{er} juin entraient dans son port 14 chébecs espagnols chargés de poudre et d'artillerie à destination de l'armée du comte de Gages à ce moment sur les bords de l'Adriatique, en mauvaise posture, nous l'avons vu, devant l'armée autrichienne. Ce convoi avait longé l'Afrique et la Corse pour échapper à la croisière anglaise. Etait-ce en prendre à son aise avec la neutralité génoise ? Je vois que Jonville écrit le 18 juillet à Amelot pour justifier la conduite de l'Espagne :

Dans la dernière guerre d'Italie, nous avons eu assez longtemps icy des magasins de poudre, et pendant la guerre de Sicile les Allemands conduisirent icy beaucoup de canons pour les faire passer en Sicile.

Mais, bien entendu, les Anglais voyaient la chose d'un autre œil ! L'amiral Matthews accourut avec toute son escadre, multipliant le long de la côte ligure les gestes d'intimidation. Il vint s'embosser devant Gênes. Echange de politesses aigres-douces et d'explications. Il réclama toute cette artillerie espagnole. Gênes ne pouvait pas évidemment accéder à pareille exigence ! C'eût été provoquer la fureur de Madrid ! Elle imagina, et par sa ferme contenance, fit accepter aux Anglais, comme compromis, que toute cette artillerie espagnole fût transportée en Corse, à Bonifacio, et y demeurât jusqu'à la fin de la guerre. La République, à la fin de la guerre, la restituerait à l'Espagne.

Sur cette affaire, Jonville adresse à Amelot, les 17 et 18 juillet, un très long mémoire, d'après lequel j'ai fait mon bref résumé (Archives des affaires étrangères, Paris, *Corresp. de Gênes*, vol. CXIII). Le Glay donne un résumé plus développé dans son livre sur *La Corse pendant la guerre de la Succession d'Autriche*, p. 74-80. Mais je ne puis pas du tout souscrire à son appréciation que pendant toute cette affaire *la République trembla et s'affaissa dans les plus humbles postures*. Elle me paraît, bien au contraire, s'être tirée avec autant de dignité que d'habileté d'une situation que Le Glay est bien obligé de reconnaître comme *fort délicate*. En effet, je constate, au témoignage même de Jonville, que le gouvernement génois n'hésite pas à faire arrêter le 12 juillet, alors que l'escadre anglaise est embossée à portée de canon, deux Anglais qui prennent des notes sur une batterie génoise, et qu'il fait

aussitôt l'arrivée de ladite escadre, augmenter de beaucoup de canons et de mortiers toutes les batteries qui sont sur les remparts, sur les môles et sur les plates-formes, et en fait même élever de nouvelles.

Cette contenance ferme me paraît même la seule explication possible de ce double fait que l'amiral Matthews — le *Furibondo*,

comme on l'appelle en Italie ! —se décide à rendre leur salve de salut aux forts de Gênes et surtout à accepter le compromis suggéré par Gênes, alors qu'il exigeait d'abord qu'on lui livrât purement et simplement tous ces navires et toute cette artillerie d'Espagne ! Quel succès pour lui s'il l'eût obtenu ! Le Glay écrit, après avoir reconnu que les Gênois *avaient en toute hâte augmenté les défenses de la ville : Ils auraient pu résister et couler quelques vaisseaux*. C'est aller un peu vite en besogne... sur le papier !!! Les Anglais n'avaient d'ailleurs encore rien fait qui méritât cette riposte à coups de canon ! Mais comme les Gênois se montraient prêts à la faire, s'il le fallait, l'amiral Mathews accepta la transaction proposée par le Sénat, ce qui était parfaitement raisonnable. Ce qui ne veut pas dire bien entendu que les Espagnols durent en être parfaitement satisfaits ! Jonville, qui épouse les sentiments de son collègue Cornejo, le ministre d'Espagne à Gênes, conclut, avec un parti pris trop évident :

Siles Espagnols venoient icy ils pourroient avec la même violence qu'en ont usé les Anglois obliger la République de leur donner d'autres munitions de guerre pour celles qu'elle va envoyer à Bonifacio.

Remarquons que le compromis qui fut adopté est la solution dictée par le droit international actuel. L'Espagne eut le bon sens de comprendre que Gênes n'avait pu agir autrement. Après un accès de mauvaise humeur, elle laissa tomber l'affaire. Je n'écris cela qu'après avoir lu toutes les dépêches de la légation génoise à Madrid à l'époque.

(Archives de Gênes. Lettere Ministri Spagna 64-2473, dépêches des 6 août, 3, 10 et 17 sept. 1743.)

Bustanzo, le secrétaire de la légation, d'ordre de l'envoyé Grimaldi, eut même assez de fermeté pour dire à Villarias que l'Espagne, ayant abusé de la neutralité génoise, ne devait s'en prendre qu'à elle-même de ce fâcheux incident. Elle devait même de la reconnaissance à la République qui avait du moins réussi à empêcher les Anglais de lui prendre ses navires et son artillerie. C'était si vrai que Villarias eut le bon esprit de n'en plus reparler.

On imagine bien que Doria à Paris eut sa part des récri-

minations espagnoles et françaises à propos de cette grave affaire. L'ambassadeur d'Espagne le prit naturellement à partie, mais le ministre de Gênes le réduisit au silence en lui faisant remarquer, entre autres choses, que le roi des Deux-Siciles, sous la menace d'une escadre anglaise, avait dû se confiner à l'égard de son propre père, le roi d'Espagne, à la plus stricte neutralité, interprétée à l'anglaise !! Pourquoi la République de Gênes, moins puissante et qui ne devait rien à l'Espagne, aurait-elle dû, pour faire plaisir à l'Espagne, s'exposer au bombardement anglais ?? Maurepas présent à l'entrevue répliqua que Gênes était si puissamment fortifiée qu'elle pouvait rendre coup pour coup, et que si le Sénat eût répondu à l'amiral Matthews avec la fermeté convenable, il l'eût contraint à se relâcher de ses hautaines prétentions. Doria convint que Gênes elle-même pouvait repousser toutes les attaques, mais fit observer que les côtes de la République, de part et d'autre de la capitale, étaient bien loin d'être suffisamment protégées et que le Sénat ne pouvait pas d'un cœur léger les exposer aux brutalités de l'amiral Matthews dont le mépris pour les règles du droit international était, disait-il, notoire ¹.

Mais la bataille de Dettingen devait avoir des suites bien autrement graves : le roi de Sardaigne qui avait réussi, grâce à son accord provisoire avec l'Autriche, à écarter les Espagnols des duchés italiens convoités, en possession de l'Autriche, mais qui n'avait pu les empêcher de lui prendre à lui-même la Savoie, avait recommencé, par l'intermédiaire du cabinet de Versailles, à discuter d'un accommodement avec Madrid. Il est vrai que Doria, avec sa perspicacité ordinaire, exprimait nettement l'avis que ce n'était qu'une feinte pour obtenir de Vienne, dans un accord définitif et plus complet, des avantages plus considérables. Le roi de Sardaigne jouait ainsi, pour employer l'expression même de Doria, sur les deux échiquiers et se donnait du temps pour voir venir. Au reste,

1. *Replicai... che la Cillà era assai ben munita per difendersi da qualunque armata che volesse attaccarla ma che le loro Riviere non erano egualmente al coperto d'ogni insulto che contro il dritto delle genti avesse voluto inferirle il vice-amiraglio Matthews, il quale in tante altre occasioni avea fatto conoscere di non curarlo.*

(F. Doria au Sénat de Gênes, 29 juillet 1743. Archives de Gênes. Lettr. Min. Francia, n. g. 2223, m. 47.)

le ministre génois redoutait également pour la République l'accord Turin-Vienne et l'accord Turin-Madrid. Pour essayer d'échapper aux conséquences de l'un ou l'autre accord, il déclarait au Sénat ne voir de salut que dans l'entente avec l'Angleterre, seule en état de protéger efficacement la République si elle le voulait bien. C'est donc dans cette voie qu'il adjurait son gouvernement d'entrer pour se tirer de la situation *la plus périlleuse qu'eût connue la République depuis deux siècles* ¹. Il adjurait le Sénat d'envoyer un bon ambassadeur au camp anglais et souhaitait qu'il n'y arrivât pas trop tard. Dans presque toutes les combinaisons possibles dont le bruit courait, la République, en effet, malgré sa neutralité, ou à cause même de sa neutralité, se voyait enlever quelque chose !! Des mots terriblement inquiétants revenaient aux oreilles de Doria. Non seulement il était courant de dire sous le manteau que la Corse avait place dans le compromis qui pacifierait ces formidables antagonistes, mais encore on parlait de diverses parties du territoire continental de la République ! On parlait même de faire de Don Philippe un roi de Ligurie !! Toutefois, ce n'étaient que rumeurs vagues, inductions risquées ², visions de cauchemar d'un patriote génois. Mais même dans la moins mauvaise éventualité, en admettant la nouvelle de plus en plus consistante, et précise, d'un accord imminent entre Turin et Madrid ménagé par Versailles, que de raisons de craindre ! Dans ce projet, en effet, que Doria signale à son gouvernement le 9 septembre — et sur lequel il était bien renseigné — si l'infant recevait Parme, Plaisance, une partie du duché de Mantoue, la Sardaigne et le titre de roi, le roi de Sardaigne perdant la Sardaigne mais recouvrant la Savoie, gardant le comté de Nice et le Piémont et couronné à Milan comme roi de Lombardie, allait devenir pour Gênes un voisin véritablement formidable ! Comment la République pourrait-elle défendre contre lui le golfe de la Spezzia, ou toute autre partie de son territoire du Ponant dont il pourrait par la suite — et cela ne tarderait pas ! —

1. *La Rep^{ca} a mio giudizio da due secoli in quà non si è trovata in più critiche circostanze, ne in maggior pericolo.*

(F. Doria au Sénat de Gênes. Paris, 12 août 1743. Arch. de Gênes, *ibid.*)

2. Même lettre.

avoir envie ! Doria ne voyait de salut, il le redisait sans se lasser, que dans l'intercession anglaise, et c'est précisément du camp de l'armée anglaise d'Allemagne où se trouvaient réunis les diplomates de Turin et de Vienne sous le patronage du roi et du premier ministre d'Angleterre qu'allait éclater sur Gênes un véritable coup de tonnerre ! Le roi de Sardaigne, pressé des deux côtés de se décider enfin et de prendre parti à fond, et se demandant de quel côté étaient les plus grands risques et les plus grands avantages, voyant d'une part l'armée espagnole rassemblée en Savoie, avec ses 35.000 hommes d'infanterie et ses six mille chevaux, grossie d'un corps français de dix ou quinze mille hommes, et à la veille de lenter la descente en Italie, mais d'autre part la masse autrichienne, hanovrienne, et anglaise, grossie d'une armée hollandaise enfin en marche, à la veille de franchir le Rhin et d'envahir la France, se déclarait brusquement pour l'accord avec Vienne alors qu'on donnait déjà partout pour conclu l'accord avec Madrid ¹ !!! Le 16 septembre, Doria écrivait encore dans ce dernier sens, sous la réserve que Turin soulevait cependant des difficultés inattendues. Or il se trouvait que depuis trois jours le traité de Worms était déjà signé entre le roi de Sardaigne, la reine de Hongrie et le roi d'Angleterre !

1. Sir Walter Lodge, expliquant la décision finale du roi de Sardaigne, écrit :

This (le projet d'accord avec Madrid) promised Charles Emmanuel a great deal more territory than he could possibly get from Maria Theresa, but it was contingent : he had no trust in Spanish promises, and he did not want Don Philip as a neighbour. So he would only consent if Austria finally refused to accept the terms which were now settled as between England and Sardinia. In order to gain time for the application of the necessary pressure upon Austria, he invented successive demands which prolonged the negotiations in Paris and postponed the necessity of a final decision.

(Studies in 18th Cent. Diplom., p. 73.)

Sous la brusque et violente pression anglaise, au profit des exigences du roi de Sardaigne, l'Autriche céda. C'est dire que le négociateur autrichien Wasner, signa *with the knife at his throat* ! Marie-Thérèse fut irritée des dernières concessions que son plénipotentiaire s'était vu contraint de faire mais ratifia tout de même. Au reste les dernières résistances de Marie-Thérèse n'avaient été dictées à aucun degré par des scrupules de conscience : il n'était question pour elle que de céder le moins possible de ses territoires à *elle* au roi de Sardaigne et d'obtenir le plus d'argent possible de l'Angleterre comme subsides !

Dès le 23 septembre, Doria en informait Gênes mais ne pouvait encore donner aucune information précise sur le contenu du traité. Il n'en attendait rien de bon et disait :

Plaise à Dieu que la République n'ait pas à déplorer à jamais d'être restée si longtemps sans représentant auprès du roi d'Angleterre ¹ !

Et en effet Gênes, en fait, depuis la mi-juin, n'était plus représentée auprès du gouvernement britannique. Sans doute, Gastaldi était toujours à Londres, mais le véritable gouvernement avait quitté Londres, où il n'y avait plus qu'une régence provisoire, sans autorité, depuis que le souverain était parti pour l'Allemagne pour y prendre le commandement de l'armée de la *Pragmatique*, en qualité d'électeur de Hanovre. C'est qu'en effet, il n'y avait pas seulement à la tête de cette armée, l'électeur de Hanovre, qui n'oubliait pas son titre de roi d'Angleterre, il y avait encore, et surtout, le tout-puissant ministre anglais Carteret, et les ministres d'Autriche et de Sardaigne. Le Sénat de Gênes, un peu tardivement inquiet, avait ordonné à Pallavicini, son représentant auprès de l'empereur, de se rendre au camp anglais, sous prétexte d'y appuyer les demandes faites continuellement à Londres par Gastaldi en vue de la garantie pour la Corse. Il avait même ordre de solliciter, en outre, des subsides pour aider la République à dompter la rébellion, mais surtout pour forcer l'Angleterre à répudier publiquement toute solidarité avec Neuhoff et les rebelles. La double demande était hardie, mais, comme je l'ai lu avec étonnement dans les dépêches de Gastaldi à Gênes en juin ², elle se fondait sur des promesses, les unes arrachées, les autres spontanées, de lord Newcastle et de lord Bath à l'envoyé génois, ces deux ministres

1. *Piaccia al Signore che l'aver lasciato tanto tempo senza alcun loro ministro il re d'Inghilterra non sia per sempre fatale alle Repub^lica Serenissima.*

(F. Doria au Sénat de Gênes, Paris, 23 septembre 1743. Arch. de Gênes, *ibid.*)

2. Gastaldi au Sénat de Gênes, Londres, 2/13 juin et 13/24 juin 1743 (Archives de Gênes. Lettere ministri Inghilterra, n. g. 2285, mazzo 13). Newcastle promet catégoriquement de s'employer pour faire donner la garantie. Il va écrire dans ce sens à Carteret, au nom même de la régence. Lord Bath va encore plus loin, promet les subsides, mais dit qu'il faudrait un peu de patience et attendre la paix générale.

anglais ayant été effrayés par la nouvelle, vraie ou fausse¹, que la République, désespérée de ne pouvoir dompter la rébellion corse, allait vendre l'île à l'Espagne, ou à Don Philippe, ou au plus offrant, ou encore, comme disait Gastaldi — avec ironie il est vrai — la donner pour rien à celui qui voudrait bien l'accepter !

Or, avait dit Newcastle et répété lord Bath, l'Angleterre ne tolérerait jamais que la Corse tombât aux mains des Bourbons ! Telle était donc la mission qui amenait Pallavicini au camp anglais aux premiers jours de septembre. Mais il y venait en outre, et surtout, pour surveiller la négociation entre Anglais, Autrichiens et Sardes, négociation si inquiétante pour Gênes, car on connaissait bien au Sénat les dispositions de Carteret pour la République. Dès juin, Gastaldi avait signalé un propos de Carteret, tenu il est vrai à un compagnon de boudoir, mais dont la sincérité n'était pas moins grande pour cela : qu'il n'y avait qu'à donner au roi de Sardaigne tout le territoire de la République² !! C'est ce dangereux et tout-puissant interlocuteur que Pallavicini avait ordre d'affronter et dont il devait tenter non seulement de pénétrer mais de déjouer ou détourner les desseins.

L'envoyé génois arriva à Worms le 6 septembre. Perdu, bousculé parmi des centaines d'officiers, d'hommes politiques, de diplomates, tous également froids et taciturnes, ne connaissant personne dans cette Babel politique et militaire, le ministre génois essaya de se faire voir dans l'antichambre du redoutable ministre britannique, y réussit à peine, et fut d'abord renvoyé de jour en jour lorsqu'il demanda audience. Il

1. Le Glay la présente comme vraie mais a traité la question d'une façon bien superficielle ! C'est une question à réserver et à reprendre. Comme elle n'a pas grande importance ici, je ne m'y arrête pas. J'en dis autant pour le prétendu projet d'échange avec des terres sardes ou autrichiennes.

2. Gastaldi au Sénat de Gênes, Londres, 2/13 juin 1743 (*ibid.*). Le propos est si énorme que notre Génois ne peut se décider à le prendre au tragique, mais il croit devoir le prendre au sérieux. Si coutumier, dit-il, que soit Carteret de ces propos énormes, et bien que des choses de ce genre se disent et ne se fassent pas, cependant il y a là l'indice d'un état d'esprit inquiétant, à surveiller de près. Et il écrit aussitôt à Wasner, le ministre de Marie-Thérèse à Londres, parti avec Carteret pour l'Allemagne, pour le prier de sonder Carteret et d'avoir la mesure exacte de ses sentiments à l'égard de Gênes.

l'obtint enfin, le 12 septembre ¹. Aux premiers mots sur la Corse, Carteret l'interrompit, s'emporta, en paroles violentes, saccadées. Il était fatigué de cette histoire : la Corse n'intéressait pas l'Angleterre. Gênes injuriait véritablement le gouvernement britannique, en supposant qu'il pût avoir partie liée avec un aventurier comme Théodore ! Quand l'Angleterre voulait nuire, elle s'y prenait autrement ! Pallavicini fit remarquer doucement que Théodore était arrivé en Corse sur des navires de guerre anglais, ce qui avait scandalisé non seulement les Génois mais toute l'Europe ! Mais que d'ailleurs il ne s'agissait plus de cela. C'était une affaire réglée, il était entendu que le cabinet de Londres n'y était pour rien et que ce n'avait été qu'une mauvaise plaisanterie des officiers de l'escadre anglaise ! Il était venu pour demander la garantie anglaise pour la Corse (il n'osa pas parler d'abord de subsides), garantie infiniment désirable pour toutes sortes de raisons et qu'on avait d'ailleurs fait enfin espérer à Londres au ministre génois Gastaldi. Mais Carteret éclata de nouveau : cette garantie l'Angleterre ne voulait pas la donner, et ne la donnerait pas. Il répéta, martela dix fois : *Nous ne voulons pas la donner*. Il ajouta que l'Angleterre ne craignait nullement que Gênes vendît, ou aliénât l'île, parce que, si elle osait le faire, elle attirerait la foudre sur elle, et que d'ailleurs l'Europe entière sachant que l'Angleterre s'y opposait, aucun acheteur n'oserait se présenter ! Même si elle voulait s'en défaire, termina Carteret, la République ne le pourrait pas ².

Evidemment les menaces paraissaient à Carteret un moyen plus économique que tout autre pour maintenir le *statu quo*

1. Le compte rendu de cette audience est dans la dépêche de Pallavicini au Sénat de Gênes datée de Worms le 13 septembre 1743. Cette longue lettre de 12 pages est d'un intérêt capital. J'ai d'ailleurs sous les yeux en écrivant ces pages mes extraits de toutes les dépêches de Pallavicini au Sénat écrites de Worms en septembre. (Archives de Gênes, Lettre ministri Vienna [sic. aucune lettre de Pallavicini n'est datée de Vienne], n. g. 2586, mazzo 69.)

2. *E inutile che io rapporti alle SS. VV. Ser^{me} minutamente quante volte Milord abbia detto che non vi era luogo a detta garanzia ed abbia ripetuto questa frase, no, non vogliamo darla, aggiungendo che il Re non aveva alcuna paura che la Rep^{ca} vendesse o alienasse l'Isola, che se l'avesse fatto si sarebbe attirata l'indignazione di Sua Maestà e che di più non si sarebbe trovato compratore sapendosi che gl'Inglesi non lo volevano, ed à detto ancora in una delle sue tirate che la Rep^{ca} non era padrona di darla ad altri anche quando volesse...*

(Pallavicini au Sénat de Gênes, Worms, 13 septembre 1743, *ibid.*)

de la Corse et permettre, le jour venu, toutes les combinaisons territoriales possibles au bénéfice de l'Angleterre et de ses alliés ! Pallavicini se retira désespéré, brisé de ce choc avec « l'homme le plus tumultueux, le plus impatient, le plus violent qui fût au monde » ¹.

Dès le lendemain, 13 septembre, le traité de Worms était signé. Ce n'était pas sans raison que le ministre de Gênes faisait antichambre pendant que le chef du gouvernement britannique en arrêtrait les termes avec les plénipotentiaires de Sardaigne et d'Autriche ! Tout secret qu'il dût rester, jusqu'à nouvel ordre, jusqu'à la paix générale, trois jours après Pallavicini en connaissait non seulement l'existence mais, dans ses grandes lignes, le contenu. Il savait qu'un coup terrible y était porté aux intérêts de Gênes. Il alla droit, de nouveau, au terrible Carteret qui refusa sèchement de répondre. Frémissant, dès les 16-17 septembre, l'envoyé génois informa le Sénat de Gênes. En moins de dix jours il réussit à savoir, d'une façon certaine mais non authentique, qu'il s'agissait de brutaliser la République pour la forcer à donner le marquisat de Finale au roi de Sardaigne. Dès le 27, il en informait Doria à Paris. Pendant ce temps Spinola, le nouveau ministre de Gênes à Vienne, cherchait désespérément de son côté à savoir toute la vérité, et en forme authentique et certaine. Les uns le rassuraient ², les autres le replongeaient dans ses terreurs. Tous les ministres autrichiens niaient. Courageusement, le ministre génois sollicita une audience privée de la reine de Hongrie pour l'obliger à parler. Elle la lui accorda, le 12 décembre, mais publique, intimidante, et

1. *L'uomo del mondo il più confuso, impaziente e violento (id., ibid.)*.

2. Un ministre étranger lui rapporte ce mot de Marie-Thérèse : qu'on l'avait sollicitée, en effet, de céder ses droits sur le marquisat de Finale au roi de Sardaigne.

mais qu'elle perdrait sa couronne plutôt que de commettre pareille injustice, car n'ayant plus aucune espèce de droit sur cet État depuis la vente qui en avait été faite par l'empereur son père à la République de Gênes, elle ne voulait pas se prêter injustement à ce qu'on avançât des prétextes pour lui porter préjudice.

(G. Spinola au Sénat de Gênes, Vienne, 9 octobre 1743. Archives de Gênes. Lettere Ministri, Vienna, n. g. 2587, mazzo 70.)

Telle avait été, en effet, la première réaction de Marie-Thérèse, mais elle ne sut pas s'y tenir ! (Voir plus loin ma note complémentaire à ce chapitre en appendice au livre I.)

répondit en termes si évasifs ¹, que Spinola, atterré, courut en sortant chez le ministre autrichien comte d'Uhlfeld, et avec la double fureur d'un honnête homme et d'un patriote, lui dit, impuissant à se contenir, tous les sentiments que lui inspiraient les réponses hypocrites qu'on n'avait pas cessé de lui donner, et la conduite odieuse d'Etats si puissants à l'égard de sa République, si sincèrement neutre, si pacifique et si désarmée ² ! Et c'est qu'en effet la chose était énorme : l'Autriche, sous une formule qui était une merveille d'hypocrisie, cédait au roi de Sardaigne ce marquisat de Finale depuis trente ans vendu par elle, sans aucune réserve, à la République de Gênes qui en avait versé le prix ! On n'avait jamais plus cyniquement disposé de la propriété d'autrui, et la République traitée ainsi en *res nullius* n'avait plus qu'à choisir entre la continuation d'une neutralité qui était devenue synonyme de suicide, et l'entrée en guerre aux côtés de la France et de l'Espagne, ce qui lui permettrait, vraisemblablement, de sauver son intégrité territoriale, et en tout cas son honneur !

1. *Sua Maestà mi rispose che in questa pratica ella non voleva che dalla sua corte uscisse prima d'altronde il convenuto nel trattato di Worms ; ma che ella non aveva uai inteso di cedere né di pregiudicare in alcuna cosa alcun Principe terzo, che bensì era stata costretta a ceder e sacrificare molti propri stati ; che aveva operato e fatto per noi quanto da lei potevamo sperare, che se ci restava qualche cosa a temere, o di cui lamentarsi, dovevamo indirizzarsi alla corte di Torino e di Londra, e che voleva supporre, che gli altri Principi avrebbero avuto i medesimi giusti sentimenti che ella aveva. Queste furono le precise risposte di S. M.*

Peu satisfait, l'envoyé génois reprit la parole d'une façon aussi pressante que respectueuse, mais Marie-Thérèse ne répondit pas :

Ella poi non mi replicò ed io ne partii.

(Spinola au Sénat de Gênes, Vienne, 14 décembre 1743. Archives de Gênes, *ibid.*)

2. Le comte d'Uhlfeld, après un long silence, balbutia que si, en effet, il ne restait plus aucun droit à la reine sur le marquisat, elle n'avait rien cédé. C'était précisément la formule (voir plus loin mes extraits d'Arneth) par laquelle Marie-Thérèse avait mis sa conscience en repos !! Elle fit bondir le ministre génois. Une pareille équivoque, si indigne, si bouffonne, si dangereuse en matière de droit international ! Et encore ne savait-il pas que ces contractants de Worms étaient d'accord pour que la flotte anglaise fût mise aussitôt à la disposition du roi de Sardaigne pour contraindre Gênes à se laisser dépouiller ! Mais il était trop intelligent pour ne pas le deviner, de sorte qu'il reprit plus fougueusement encore son réquisitoire indigné, réduisant ainsi le ministre autrichien au silence :

Il conte ammutolito non mi replicò. Molte altre cose io gli dissi che mi suggerirono il zelo e l'amor della patria, il dolore..., e se mi è lecito il dirlo la rabbia ancora della condotta di questa Corte.

(Spinola au Sénat de Gênes, Vienne, 14 décembre 1743. Archives de Gênes, *ibid.*)

APPENDICE AU LIVRE PREMIER

Sur l'article X du Traité de Worms : la scandaleuse spoliation de Gènes.

Texte de l'article :

En outre, comme il importe à la cause publique que S. M. le Roy de Sardaigne ait une communication immédiate de ses Etats avec la mer et avec les puissances maritimes, S. M. la Reine d'Hongrie et de Bohême lui cède tous les droits qui peuvent lui compéter en façon quelconque, et à tel titre que ce soit sur la ville et marquisat de Final, lesquels droits elle cède et transfère sans nulle restriction audit Roy, de même que les pays énoncés dans l'article précédent, dans la juste attente que la République de Gènes apportera toutes les facilités nécessaires à un arrangement si indispensable pour la liberté et sûreté présente et future de l'Italie, moyennant la somme qui se trouvera lui être due, sans que S. M. le Roy de Sardaigne, ni S. M. la Reine d'Hongrie, soient obligés à concourir au paiement de cette somme, bien entendu que la ville de Final soit et demeure à perpétuité un port franc comme l'est Livourne, et qu'il soit libre à S. M. le Roy de Sardaigne d'y rétablir les forts qui ont été détruits, ou d'en faire construire d'autres selon qu'il le jugera convenable.

Sur l'immoralité inconcevable de cet article du traité de Worms, surtout de la part de Marie-Thérèse, enregistrons le précieux témoignage du principal historien autrichien de son règne. [Arneth, *Maria Theresia's erste Regierungsjahre*. Zweiter Band. 1742-44 (Wien, 1864-65).] On va voir, en effet, à l'honneur de la science historique autrichienne, qu'elle a reculé devant l'apologie de Marie-Thérèse, en cette circonstance !

Prenons la chose au point de départ, dans l'*Ebauche* de l'accord projeté sous l'égide de Londres entre Vienne et Turin. Voici le texte proposé par Flemming et Ormea à la reine de Hongrie, et que lui transmet son ministre à Turin, Schulenburg, le 3 août 1741 (tout ce texte projeté est en français) :

4° Comme il seroit necessaire d'establir le Roi de Sardaigne sur la côte de la mer Mediterrannée afin de le mettre à portée d'être secouru en cas de besoin par les Puissances maritimes ; la Reine s'engage avec ses alliés d'y ouvrir à sa dite Majesté un chemin en faisant tom-

ber entre ses mains le marquisat de Final qu'on retirera des mains des Génois et d'y ajouter encore autant qu'on pourra détacher des Etats de cette République pour agrandir par là les terres de la domination du Roi de Sardaigne.

Arneth, en résumant ce texte dans son récit, rappelle loyalement la vente faite par le père de Marie-Thérèse aux Génois :

... *solle ihm (au roi de Sardaigne) Maria Theresia das Marquisat von Finale, welches ihr Vater an die Republik Genua verkauft hatte, und ausserdem einen möglichst grossen Theil des Gebietes dieser Republik verschaffen* (p. 154).

et dans son commentaire sur les demandes du roi de Sardaigne, il ajoute non moins franchement au sujet de la demande qui vise Gênes : « obgleich die Republik hiebei nicht im geringsten theiligt war », *bien que la République n'eût rien à voir dans l'affaire !* Arneth décrit la première réaction de Marie-Thérèse devant une pareille demande, en termes pathétiques :

Es war den Rathgebern Maria Theresia's, unter denen sich diesmal auch der englische Bevollmächtigte Robinson in erster Linie befand, nur ungemein schwer gelungen, die Königin zu bewegen, hinsichtlich des marquisates von Finale irgend eine Zusage in ihre Antwort aufzunehmen. Zur Gewährung des von sardinischer Seite gestellten Begehrens erklärte sie sich nun und nimmermehr verstehen zu können. Lieber wolle sich, so lauteten ihre Worte, ihre Krone verlieren und selbst zu Grunde gehen, als sich auf Kosten ganz unbetheiligter Regierungen und durch eine wenn auch auscheinend nur geringe Rechtsverletzung zu retten. Der Verkauf Finale's sei in gültiger Weise abgeschlossen, jede Bedingung von Seite Genua's erfüllt worden. Der Kaiser habe sich nicht einmal das Recht des Rückkaufes vorbehalten. Ihr selbst komme daher nicht mehr der geringste Anspruch auf Finale zu (II, p. 155).

On ne peut évidemment pas demander des termes plus énergiques et plus complets pour déclarer la monstruosité d'une pareille clause du côté de Marie-Thérèse, et expliquer qu'elle nedût en effet préférer la ruine complète et la perte même de sa couronne plutôt que le salut par un pareil déshonneur ! Mais admirons la souplesse de cette conscience après ce beau mouvement : on lui représente que si, en effet, elle n'a plus aucun droit sur ce marquisat de Finale, en réalité elle ne cède rien ! Arneth reconnaît que c'était raisonner *in sophistischer Weise* ! Là-dessus l'auguste conscience royale se calme : si par cette cession elle ne cède rien, de quoi Gênes pourrait-elle se plaindre, n'étant lésée en rien ! ! D'ailleurs elle ne sera pas même nommée et la reine acceptera la chose ainsi rédigée, explique Schulenburg au gouvernement sarde dans sa dépêche du 24 août 1741 :

4^{to}. Quoique la Reine d'Hongrie ne pense certainement pas et ne pensera jamais à donner la moindre atteinte au bien ni au droit d'un tiers, comme il pourroit lui rester un droit bien fondé sur certain Port de la mer mediterrannée et territoire qui en dépend, de convenir

que cette Princesse cede le meme droit au Roi de Sardaigne, dans le meme cas de rupture et d'assistance mentionné ci-dessus.
(Arneth, II, p. 498.)

Je me permets de penser que Tartuffen'est, en comparaison, qu'un bien pâle personnage ! Et j'avoue qu'entre le style de Frédéric avouant cyniquement son agression d'une puissance, selon toutes apparences, plus forte que la sienne, et le style de Marie-Thérèse dépouillant, avec des larmes dans la voix, une petite république si indubitablement dans son droit, je n'ai aucune hésitation à préférer le style de Frédéric. Il a au moins de l'allure !

Arneth montre que dans toute cette négociation l'Angleterre exerça sur l'Autriche au profit du roi de Sardaigne une pression si violente, si complètement dépourvue d'égards, qu'elle alla jusqu'à réclamer pour lui plus que lui-même ne demandait ! Le roi de Sardaigne n'avait en effet demandé à Marie-Thérèse comme prix de son alliance, entre autres choses, que le marquisat de Finale *ou* le duché de Plaisance. L'Angleterre, pour son alliée sarde, exigea et obtint les deux ! Elle se rendait parfaitement compte, continue Arneth, que cette exigence, en ce qui concernait le marquisat de Finale, était une violation du droit évidente (*offene Unrecht*), mais elle y trouvait intérêt, se proposant de faire du nouveau royaume sarde une puissance maritime et commerçante, et ses scrupules furent complètement réduits au silence lorsque Ossorio, le ministre sarde à Londres, l'assura d'un traité de commerce tout à fait avantageux.

(*Und ihre Bedenken verstummen völlig, etc.* Arneth, II, p. 281.)

Voyons maintenant ce que pense de cette spoliation de Gênes le plus autorisé des historiens anglais de cette guerre, en matière diplomatique.

Sir Richard Lodge appelle cet article X du traité de Worms : *an absurd compromise* (p. 61). Il y avait certainement de l'absurdité dans ce monstrueux article, mais surtout une immoralité sans exemple, même dans ce siècle si peu scrupuleux ! Il montre bien, certes, p. 73, que le négociateur autrichien à Worms, Wasner, ne signa que « le couteau sur la gorge » — pour employer ses propres termes, le couteau étant tenu par Carteret et consistant dans l'avertissement donné par Turin que l'accord avec Paris et Madrid n'était plus qu'une question de jours et d'heures ! Si Vienne ne capitulait pas *immédiatement*, le roi de Sardaigne allait devenir par la grâce de Versailles et de Madrid, roi de Lombardie, tout en récupérant la Savoie et Nice, tandis que l'infant allait devenir roi de Sardaigne et duc de Parme et Plaisance !

Wasner céda donc et le traité de Worms fut signé, mais les difficultés ultimes faites par Vienne visaient Plaisance et non Finale ! La capitulation de conscience, pour Finale, de la part de Marie-Thé-

rèse, était depuis longtemps acquise ! Avec une parfaite loyauté, Lodge, qui montre les suites funestes qu'eut pour ses signataires le traité de Worms — la riposte immédiate du traité de Fontainebleau et la rentrée en lice de Frédéric —, n'en dissimule pas l'immoralité qui culmine, dit-il, dans le 10^e article sur la question du marquisat de Finale :

Its most iniquitous provision was the tenth article, which proposed, without any provocation, to despoil Genoa of the Marquisate of Finale.

Et il énumère les conséquences directes de cet attentat sur les droits manifestes d'un tiers aussi parfaitement pacifique :

This compelled Genoa to abandon its neutrality and to join France and Spain by the treaty of Aranjuez in 1745. And its was Genoese hostility which finally deprived the allies of that coveted triumph in Italy which was to balance their ill-success in the Netherlands. This decided the settlement of Italy in the final peace. Sardinia had to give up Finale and postpone its maritime ambitions. Don Carlos kept Naples and Sicily and Don Philip established a second Bourbon branch in Parma-Piacenza and Guastalla. To complete that principality, Charles Emmanuel had to surrender that segment of Piacenza to the Nura which Waser had so reluctantly conceded at Worms. Maria-Theresa recovered nothing that had been handed over to Sardinia and was compelled to add Parma and Guastalla to the list of her uncompensated losses (p. 78).

Jamais Némésis n'accomplit plus parfaitement sa mission !

Sir Richard Lodge dit qu'il n'arrive pas à comprendre le zèle véhément et tenace, avec lequel le gouvernement anglais durant toute la guerre défendit les intérêts du roi de Sardaigne, souvent même aux dépens de l'Autriche et jusqu'à se montrer plus sarde que le roi de Sardaigne lui-même :

There were ties of relationship, there was common Protestantism, there were fears for the security of Hanover to make Britain desirous to avoid a collision with Prussia ; there were no such bonds to attach her to the court of Turin. And to this day it is not easy to understand why Britain was so consistently and at times so enthusiastically the champion of the cause of Sardinia. It cannot be put down to any chivalrous altruism on the part of Charles Emmanuel. No ruler, not even Frederick the great was more openly and avowedly guided by self-interest pure and simple. What seems to have fascinated Britain was the absence of any concealment both of motives and of conduct on the part of the Sardinian king and his ministers. They made no secret of the fact that their object was to obtain territorial expansion eastwards in Lombardy and an opening to the sea on the Genoese coast... All their cards were laid upon the table for British inspection... It certainly proved attractive to the court of London. On more than one occasion, England endeavoured to procure for Sardinia at the expense of Austria more than Sardinia would have been willing to accept. It is not surprising that Maria Theresa was exasperated... Among the numerous misdeeds of England chronicled in the memory of Maria Theresa and Bartenstein none was blacker than the part which she played in making and upholding the treaty of Worms (p. 35).

Mais pourquoi chercher à expliquer par une sorte de dilettantisme cet appui de l'Angleterre à la Sardaigne ? L'Angleterre voulait — et cela se comprend — expulser les Bourbons de l'Italie : il fallait donc en partager les possessions entre la Sardaigne et l'Autriche, et autant que possible *également* : d'où les clauses essentielles du traité de Worms : dans le Nord, Milan à l'Autriche, Parme, Plaisance, Finale, au roi de Sardaigne ; et dans le Sud : Naples à l'Autriche, et la Sicile au roi de Sardaigne. Lodge lui-même le dit clairement un peu plus loin, p. 66.

Et enfin pour donner la parole aux Sardes : — les historiens piémontais ont été singulièrement embarrassés pour défendre cet article X du traité de Worms. Les meilleurs y ont renoncé ! Lire surtout dans le *Bollettino storico-bibliografico Subalpino*, publié à Turin depuis 1896, la série d'études publiée dans le second volume (1897) par Armando Tallone, sur la question du marquisat de Finale : il la prend à ses origines depuis l'année 1598, où le dernier marquis, Sforza Andrea del Carretto, le vendit à l'Espagne, jusqu'à l'acte de 1713 (20 août) par lequel celui qui devait être le père de Marie-Thérèse, le vendit à Gênes, jusqu'au traité de Worms, par lequel Marie-Thérèse, qui n'y avait plus aucun droit, se permit d'en disposer pour un allié, sans même en avertir les possesseurs et propriétaires, et sans prendre à sa charge, ni même mettre expressément à la charge de personne, ce remboursement du prix perçu !!! Tallone a courageusement affronté l'étude de cette question au point de vue *juridique*, selon le droit du temps bien entendu, à travers les controverses de juristes pour la plupart à la solde des antagonistes, ou passionnés par l'esprit de parti. Car la question se compliquait du fait que le marquisat de Finale était fief de l'empire et qu'un diplôme de 1500 le rattachait au duché de Milan.

La thèse de Tallone, c'est que ces actes successifs de vente ne disposent que du *domaine utile* et laissent intacte la qualité de fief de l'Empire, ce que personne, d'ailleurs, ne semble avoir contesté. Charles VI avait vendu le marquisat à Gênes en 1713, en qualité (pretendue) de roi d'Espagne, avant que la question de la succession d'Espagne n'eût été définitivement réglée, et ensuite, en 1718, il l'avait ratifiée comme empereur en en donnant l'investiture à Gênes. Ce transfert, et de domaine utile et d'investiture, avait été ensuite mentionné comme fait acquis dans les traités suivants et notamment celui de Vienne, en 1735. Gênes avait rempli toutes les conditions du contrat. L'acte de 1713 était donc parfaitement valide, entré dans le droit international, et jouissait déjà de trente ans d'application incontestée. Telle est la conclusion de l'historien piémontais. Elle constitue donc une nouvelle condamnation sévère de l'article X du traité de Worms. J'ajoute, et je suis surpris que Tallone ne l'ait pas fait remarquer, que si c'est en qualité de roi d'Espagne que le père de Marie-Thérèse avait vendu aux Génois le domaine utile, en 1713, et en qualité d'empe-

reur qu'il leur avait transféré l'investiture, en 1718, Marie-Thérèse n'avait plus *aucune espèce de litre*, n'étant ni reine d'Espagne ni impératrice, pour disposer en quoi que ce fût du marquisat ! A moins qu'on ne mette en avant son titre de duchesse de Milan et qu'on ne prétende que son père avait pu céder comme roi d'Espagne et retenir comme duc (prétendu) de Milan ! En tout cas, s'il y avait des chicanes juridiques à opposer à la paisible possession des Génois, Marie-Thérèse était bien *la seule*, dans toute l'Europe, qui n'eût pas le droit, en morale élémentaire, de leur donner la moindre apparence de validité !

Pour conclure : si le remarquable apologiste qu'a trouvé chez nous Marie-Thérèse, je veux dire si de Broglie avait bien voulu donner un peu d'attention à l'aspect génois de la guerre de la Succession d'Autriche (ce que nous avons vu qu'il n'a pas fait), il eût certainement tempéré le lyrisme de cette apologie ! Il voit dans la reine de Hongrie « l'union de toutes les vertus domestiques... avec l'élévation toujours royale des pensées et des actes ». (*Frédéric II et Marie-Thérèse*, ch. 1, p. 30.) L'attitude de cette souveraine, au traité de Worms, à l'égard de la République de Gènes, constitue le démenti le plus cinglant à cette « élévation toujours royale des pensées et des actes » ! Et d'autant plus, que, par la suite, bien loin de chercher à se faire pardonner ses torts, et à les faire oublier, elle les aggrava !

TABLE DES MATIÈRES

DU LIVRE PREMIER

LA NEUTRALITÉ GÉNOISE

DE L'OUVERTURE DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE A L'AGRESSION
DU TRAITÉ DE WORMS
(octobre 1740-septembre 1743).

CARTE DE L'ÉTAT DE GÈNES EN 1743.....	(<i>en frontispice</i>).
INTRODUCTION.....	5
CHAPITRE PREMIER. — La Sérénissime République de Gênes en 1740	19
CHAPITRE II. — L'ouverture de la succession d'Autriche vue de Paris et de Gênes.....	36
CHAPITRE III. — Les premières inquiétudes de Gênes. Me- naces à l'ouest et à l'est, au nord et au sud.....	49
CHAPITRE IV. — Les débuts de la guerre générale et la neutra- lité génoise. — La Sérénissime encore indemne mais en grand danger au milieu de l'incendie.....	62
CHAPITRE V. — La neutralité de plus en plus anxieuse de Gênes. Flux et reflux de la guerre. Menaces sardes et insinuations espagnoles (août 1741-oct. 1742).....	74
CHAPITRE VI. — Agostino Lomellini remplacé par F. M. Do- ria comme ministre de Gênes à Paris. La Sérénissime entre l'irritation de Madrid et de Paris et la conjuration de Vienne, Turin et Londres. Le coup de foudre du traité de Worms (oc- tobre 1742-13 septembre 1743).....	97
APPENDICE. — Sur l'article X du traité de Worms : la scanda- leuse spoliation de Gênes.....	127
PLANCHES HORS TEXTE :	
Le marquis Agostino LOMELLINI.....	40-41
Le marquis Francesco Maria DORIA.....	96-97
Pierre de BOURCET.....	112-113

INDEX SOMMAIRE

DU LIVRE PREMIER

- Addison, 22, 24.
Amelot, 10, 31, 58, 67, 68, 71, 110.
Apennin, 22.
Angleterre, 30, 31, 60, 62, 65, 102, 106, 110, 113, 117, 123, 124, 129, 131.
d'Argenson (de), 5, 102.
d'Argenson (M^{is}), 5.
Arneth, 126, 127, 128, 129.
Autriche, 26, 30, 38, 51, 55, 76, 95, 96, 125, 126.
Balilla, 7, 8.
Barbaresques, 25, 32, 71.
Bavière, 38, 41, 46, 48, 66, 72, 74, 81, 91.
Belle-Isle (C^{te} de), 5, 14, 47, 68, 81, 88.
Bocchetta (Col de la), 26.
Botta (Carlo), 27, 28.
Botta (Adorno), 44.
Boufflers (Duc de), 6, 11.
Bourcet, 14, 103, 112.
Bourgeois (Emile), 64.
de Broglie (l'historien), 44, 46, 47, 81, 90, 132.
de Broglie (M^{al}), 96, 115.
de Brosses, 35.
Don Carlos, 26, 36.
Carteret, 87, 111, 122, 123, 124, 125, 129.
Castruccio Bonamini, 14, 15.
Charles VI, 29, 36, 131.
Charles VII, 84, 91.
Corse, 13, 26-32, 53, 55-61, 71, 72, 76, 78, 105-110, 123, 124.
Coutlet, 6, 13, 83.
Dettingen, 115.
Doria (André), 17.
— (Francesco Maria), 97, 98, 111, 119, 120, 132.
— (Gian Francesco), 17.
Dunkerque, 95.
Dupont, 11, 35, 83, 93-97.
Elisabeth Farnèse, 37, 49, 65, 112.
Empire, 55, 64, 87.
Espagne, 25, 30, 36, 50, 60, 63, 67, 82, 83, 87, 93, 94.
Ferdinand VI, 15.
Fiefs impériaux, 50, 78, 86 et note adjointe à la carte.
Finale (marquisat de), 25, 126, 127-132, et note adjointe à la carte.
Fleury (Cardinal), 41, 53, 55, 58, 63, 87, 105.
Fontainebleau, 12, 55.
France, 7, 23, 31, 41, 43, 49, 50, 53, 54, 56, 59, 61, 63, 64, 65, 67, 77, 78, 81, 88, 90, 91, 93, 94, 95, 102, 103, 108, 113, 115.
Francfort, 12, 84, 87, 91.
Frédéric, 39, 43, 45, 63, 65, 80, 81, 89, 90, 129.
Gages (C^{te} de), 112.
Gastaldi, 122, 123, 124.
Gènes, 5, 6, 13, 20-35, 49-61, 70-73, 78, 93, 100, 113, 116-119, 127-132.
Goldoni, 108.
Hanovre, 79, 95, 102, 115.
Hollande, 12, 47, 63, 114, 116.
Jonville, 10, 11, 58, 59, 71, 83, 107.
Lalande, 21, 23.
La Marck, 36, 38, 51, 52.
Le Glay, 29, 31, 32, 58, 60, 77, 110, 114, 117, 118, 123.
Ligurie, 22, 120.
Lombardie, 25, 26, 129.
Lomellini (Agostino), 31, 41, 42, 45, 49, 54, 55-58, 67, 70, 72, 77, 88, 92, 94.
Lodge (Sir Richard), 42, 46, 66, 85, 110, 121, 129.
Londres, 8, 12, 122.
Madrid, 8, 12, 15.
Maillebois (M^{al} de), 14, 30, 72.
Mantoue, 70, 80.
Marie-Thérèse, 16, 38, 43, 45, 46, 55, 63, 66, 80, 85, 89, 90, 91, 94, 125-129, 132.
Marseille, 13, 98, 102.
Matthews (Amiral), 99, 117, 118.
Maurepas, 54, 71, 75, 76, 100, 101, 108.

- Milan, 26, 33.
Mina (M^{is} de la), 103.
Modène, 92.
Montesquieu, 7, 21, 22, 23, 24, 33, 34.
Naples, 26, 82, 93, 94, 113, 119.
Neuhoff (Baron Théodore), 32, 105, 110.
Nice, 69, 120.
Oncken, 40.
Oneglia, 33, et notice sur la carte en frontispice.
Ornano, 30.
Orsay (Quai d'), 8.
Pallavicini, 7, 122, 124.
Paoli, 31.
Paris, 12.
Parme et Plaisance, 51, 60, 70, 92, 120, 124.
Pezay (M^{is} de), 14.
Don Philippe (l'infant), 37, 50.
Philippe V, 37.
Polcevera, 26.
Pologne, 45, 91.
Prague, 78, 81, 91, 95, 104.
Provence, 5, 6, 102.
Richelieu (Duc de), 11, 14.
Rousseau (J.-J.), 11, 35.
Russie, 63, 73, 96.
Sardaigne (Roi de), 34, 42, 69, 78, 85, 91, 92, 93, 112, 119, 120, 121, 127, 129.
Savoie, 69, 80, 102, 103, 104, 120.
Savone, 72, 92.
Saxe, 38, 45, 46, 48.
Silésie, 40, 47, 66, 80, 90.
Spezzia, 53, 72, 91, 114.
Spinola (M^{is}), 125, 126.
Suisse, 112.
Suède, 73, 96.
Tallone, 131.
Tencin (Cardinal), 88.
Toscane, 84.
Toulon, 103.
Tucci (R. de), 108.
Turin, 33.
Var, 5, 51.
Vauréal (évêque), 37, 38.
Vauvenargues, 95, 105.
Venise, 24, 33.
Versailles, 12, 13, 48, 54, 101, 120.
Vintimille, 51.
Voltaire, 5, 6, 23, 30, 32, 40, 82, 90, 95.
Wilkinson, 84, 93, 103, 104, 113.
Worms (Traité de), 121, 123, 125, 127-132.

LIVRE II

De la Neutralité à la Guerre, aux Victoires et aux Catastrophes

(sept. 1743 - nov. 1746)

